

ENQUÊTE RAPIDE SUR LES EFFETS DE LA COVID-19

Une perspective genre
Mali 2020



Cette enquête est le fruit de la collaboration entre ONU-Femmes, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et l'UNICEF. L'enquête a bénéficié du financement de l'Union Européenne à travers le HCDH et de ONU Femmes à travers le projet Women Count Sénégal. Women Count est le programme mondial de statistiques genre d'ONU Femmes, visant à améliorer radicalement la manière dont les statistiques genre sont produites, utilisées et disséminées. Il est généreusement soutenu par les gouvernements de l'Australie, de l'Irlande, du Mexique, de la Suède, du Royaume-Uni et des États-Unis ainsi que par la Fondation Alibaba, Alwaleed Philanthropies, la Fondation Bill & Melinda Gates et Elizabeth Arden.

Etude réalisée par le cabinet Omedia



TABLE DES MATIERES

1. LISTE DES GRAPHIQUES	5	8. EFFETS SUR LES REVENUS DES INDIVIDUS ET AIDE OBTENUE	23
2. LISTE DES TABLEAUX	7	8.1. Effets sur les revenus	23
3. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS CLÉS	9	8.2. Aides du gouvernement	23
4. CONTEXTE	11	9. EFFETS SUR LES DEPENSES DES MENAGES	25
4.1. Objectifs de l'enquête rapide sur les effets de la COVID-19	11	9.1. Stratégies de réajustement des dépenses habituelles des ménages	25
4.2. Méthodologie	11	9.2. Stratégies de réajustement des dépenses habituelles des ménages pour les enfants	26
4.2.1. Questionnaire	12	10. STRATEGIES D'ADAPTATION DES MENAGES	28
4.2.2. Echantillon	12	10.1. Nombre de stratégies d'adaptation mises en place par les ménages	28
4.3. Contexte au Mali	13	10.2. Types de stratégies d'adaptation mises en place par les ménages	29
4.3.1. Contexte socio-démographique et économique	13	11. TACHES DOMESTIQUES	31
4.3.2. Contexte de la COVID-19	13	12. EFFETS SUR LA SANTE	34
4.4. L'Enquête Rapide au Mali	14	12.1. Perception du risque d'attraper la COVID-19	34
4.4.1. Collecte des données	14	12.2. Effets sur la santé psychologique	36
4.4.2. Echantillon du Mali	14	12.3. Effets sur l'accès aux soins médicaux	37
4.4.3. Traitement des données	14	12.3.1. Accès aux soins de santé des membres du ménage	37
5. CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES DES INDIVIDUS ENQUETÉS	16	12.3.2. Accès aux soins de santé pour les enfants du ménage	37
5.1. Profils des répondants	16	12.3.3. Accès aux services de santé de la reproduction	38
5.2. Personnes vivant avec une incapacité	17	12.4. Excision des filles de moins de 18 ans	39
5.3. Principale source de revenus habituels	18		
6. SOURCES D'INFORMATION SUR LA COVID-19	19		
7. EFFETS DE LA COVID-19 SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	20		
7.1. Diminution ou perte des revenus des entrepreneurs	20		
7.2. Conséquences de la crise de la COVID-19	21		
7.3. Appui principal pour amoindrir le choc	22		

TABLE DES MATIERES

13. EFFETS SUR LA DISCRIMINATION, LA SECURITE ET LA VIOLENCE	40
13.1. Discrimination	40
13.1.1. Sentiment d'avoir été victime de discrimination	40
13.1.2. Augmentation de la discrimination dans le pays	40
13.2. Sécurité	41
13.3. Menaces par les forces de l'ordre	41
14. GOUVERNANCE DE LA CRISE DE LA COVID-19	44
14.1. Réponses du gouvernement sur la COVID-19	44
14.2. Leaders politiques féminins et leaders politiques masculins	44
ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE	45
ANNEXE 2 : TABLEAUX	54
ANNEXE 3 : BIBLIOGRAPHIE	84

1. LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1 : Pyramide des âges par genre et milieu de résidence (en %)
- Graphique 2 : Situation matrimoniale (en %)
- Graphique 3 : Niveau d’instruction (en %)
- Graphique 4 : Taille du ménage (en %)
- Graphique 5 : Statut dans le ménage (en %)
- Graphique 6 : Nationalité (en %)
- Graphique 7 : Personnes vivant avec au moins une incapacité (en %)
- Graphique 8 : Source de revenu (en %)
- Graphique 9 : Source d’information sur la COVID-19 selon type de media par sexe (en %)
- Graphique 10 : Principales sources d’information sur la COVID-19 selon le milieu de résidence et le sexe (en %)
- Graphique 11 : Diminution ou perte de revenus des entrepreneurs selon le secteur et le sexe (en %)
- Graphique 12 : Principale conséquence redoutée de la crise par les entrepreneurs (en %)
- Graphique 13 : Principale conséquence de la crise redoutée selon le secteur, le sexe et le milieu de résidence des entrepreneurs (en %)
- Graphique 14.1 : Appui principal pour amoindrir les chocs des chefs d’entreprise du secteur informel (en %)
- Graphique 14.2 : Appui principal pour amoindrir les chocs des chefs d’entreprise du secteur formel (en %)
- Graphique 15 : Changement dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon le sexe (en %)
- Graphique 16.1 : Changement dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon le milieu de résidence (en %)
- Graphique 16.2 : Changement dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon le sexe et le milieu de résidence (en %)
- Graphique 17 : Répondants ayant perçu de l’aide du gouvernement par sexe (en %)
- Graphique 18 : Répondants ayant perçu de l’aide du gouvernement par milieu de résidence et sexe (en %)
- Graphique 19 : Aide du gouvernement reçue par les répondants (en %)
- Graphique 20 : Décisions de réajustement des dépenses habituelles du ménage par sexe du chef de ménage (en %)
- Graphique 21 : Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage selon le sexe du chef de ménage et le milieu de résidence (en %)
- Graphique 22 : Décisions de réajustement des dépenses habituelles du ménage pour les enfants selon le sexe du chef de ménage (en %)
- Graphique 23 : Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage pour les enfants par sexe du chef de ménage et le milieu de résidence (en %)
- Graphique 24 : Adoption d’au moins 1 stratégie d’adaptation des ménages et selon le sexe du chef de ménage (en %)

1. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 25 : Adoption d'au moins 3 stratégies d'adaptation des ménages selon le sexe du chef de ménage (en %)

Graphique 26 : Nombre moyen de stratégies d'adaptation

Graphique 27 : Stratégies d'adaptation des ménages selon le sexe du chef de ménage et le milieu de résidence (en %)

Graphique 28 : Augmentation d'au moins 3 tâches ménagères selon le sexe (en %)

Graphique 29 : Changement dans le temps consacré aux tâches domestiques selon le sexe (en %)

Graphique 30 : Nombre moyen de tâches ménagères dont le temps a augmenté

Graphique 31 : Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus par sexe (en %)

Graphique 32 : Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus par âge, milieu de résidence et incapacité (en %)

Graphique 33 : Raison pour lesquelles on se sent ou non à risque d'attraper le coronavirus par sexe selon l'âge, le milieu de résidence et l'incapacité (en %)

Graphique 34 : Impact psychologique de la COVID-19 selon le sexe, milieu de résidence et l'incapacité (en %)

Graphique 35 : Accès difficile ou impossible aux soins médicaux pour les personnes qui en ont eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)

Graphique 36 : Accès difficile ou impossible aux soins médicaux pour les enfants qui en ont eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)

Graphique 37 : Accès difficile ou impossible aux services de planification familiale pour les personnes en ayant eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)

Graphique 38 : Excision des filles de moins de 18 ans pendant la crise de la COVID-19 (en %)

Graphique 39 : Excision des filles de moins de 18 ans pendant la crise de la COVID-19 selon le milieu de résidence et le sexe du chef de ménage (en %)

Graphique 40 : Discrimination dans le pays (en %)

Graphique 41 : Impact sur la sécurité (en %)

Graphique 42 : Menaces par les forces de l'ordre (en %)

Graphique 43 : Augmentation de la violence dans la communauté depuis le début de la COVID-19 (en %)

Graphique 44 : Personnes les plus affectées par la violence dans le ménage (en %)

Graphique 45 : Evaluation de la réponse du gouvernement (en %)

Graphique 46 : Choix des élus (en %)

2. LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 1 : NOMBRE D'APPELS

TABEAU 2 : CRITERES DE DEFINITION DE L'ECHANTILLON, POURCENTAGE POUR LA POPULATION DE 18 ANS ET PLUS ET ECHANTILLON A ENQUETER, MALI

TABEAU 3 : NOMBRE ET TYPE D'ENTRETIENS REALISES

TABEAU 4 : CALCUL DE POIDS POST-STRATIFICATION AFIN DE CORRIGER LES BIAIS D'ECHANTILLONNAGE PAR LA METHODE DES QUOTAS

TABEAU 5A : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES ENQUETES - ECHANTILLON NON REDRESSE

TABEAU 5B : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES ENQUETES - ECHANTILLON REDRESSE

TABEAU 6 : CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES DES ENQUETES - ECHANTILLON REDRESSE

TABEAU 7.1 : PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION SUR LA COVID-19 PAR SEXE

TABEAU 7.2 : PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION SUR LA COVID-19 DESAGREGE PAR SEXE

TABEAU 7.3 : PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION PAR AGE

TABEAU 7.4 : PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION PAR MILIEU DE RESIDENCE

TABEAU 7.5 : PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION PAR NIVEAU D'INSTRUCTION

TABEAU 8.1 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE PAR SEXE

TABEAU 8.2 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE PAR AGE

TABEAU 8.3 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE PAR MILIEU DE RESIDENCE

TABEAU 8.4 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE PAR NIVEAU D'INSTRUCTION

TABEAU 8.5 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABEAU 9.1 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE SELON LA SOURCE DE REVENUS

TABEAU 9.2 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE SELON LA SOURCE DE REVENUS POUR LES FEMMES

TABEAU 9.3 : CHANGEMENTS DANS LES REVENUS PERSONNELS DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE SELON LA SOURCE DE REVENUS POUR LES HOMMES

TABEAU 10.1 : PRINCIPALES CONSEQUENCES DE LA CRISE REDOUTEE SELON LE SEXE

TABEAU 10.2 : PRINCIPALE CONSEQUENCES DE LA CRISE REDOUTEE PAR SECTEUR ET PAR GENRE

TABEAU 11.1 : AUGMENTATION D'AU MOINS 3 TACHES MENAGERES

TABEAU 11.2 : TACHES DOMESTIQUES

TABEAU 12 : NOMBRE MOYEN DE TACHES DOMESTIQUES DONT LE TEMPS A AUGMENTE

TABEAU 13.1 : SENTIMENT D'ETRE A RISQUE D'ATTRAPER LE CORONAVIRUS

TABEAU 13.2 : SENTIMENT D'ETRE A RISQUE D'ATTRAPER LE CORONAVIRUS SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABEAU 14.1: IMPACTS PSYCHOLOGIQUES

2. LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 14.2 : IMPACTS PSYCHOLOGIQUES SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABEAU 15.1 : ACCES DIFFICILE OU IMPOSSIBLE AUX SOINS DE SANTE

TABEAU 15.2 : ACCES DIFFICILE OU IMPOSSIBLE AUX SOINS DE SANTE SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABEAU 16.1 : ACCES DIFFICILE OU IMPOSSIBLE AUX SOINS DE SANTE POUR LES ENFANTS

TABEAU 16.2 : ACCES DIFFICILE OU IMPOSSIBLE AUX SOINS DE SANTE POUR LES ENFANTS SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABEAU 17 : ACCES DIFFICILE OU IMPOSSIBLE AUX SERVICES DE PLANIFICATION FAMILIALE

TABEAU 18.1 : RESENTI DE DISCRIMINATION CONTRE SOI-MEME

TABEAU 18.2 : RESENTI DE DISCRIMINATION CONTRE SOI-MEME DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABEAU 19.1 : AUGMENTATION DE LA DISCRIMINATION DANS LE PAYS

TABEAU 19.2 : AUGMENTATION DE LA DISCRIMINATION DANS LE PAYS DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABEAU 20.1 : MENACES PAR LES FORCES DE L'ORDRE

TABEAU 20.2 : MENACES PAR LES FORCES DE L'ORDRE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABEAU 21 : AUGMENTATION DE LA VIOLENCE DANS LA COMMUNAUTE DEPUIS LE DEBUT DE LA COVID-19

TABEAU 22 : PERSONNES LES PLUS AFFECTEES PAR LA VIOLENCE DANS LE MENAGE

TABEAU 23.1 : SENTIMENT DE SECURITE DANS LA MAISON

TABEAU 23.2 : SENTIMENT DE SECURITE DANS LA MAISON SELON LE SEXE DES PERSONNES VIVANT AVEC AU MOINS UNE INCAPACITE

TABEAU 24 : RAISONS D'INSECURITE DANS LA MAISON

TABEAU 25 : AIDE DU GOUVERNEMENT REÇUE PAR LES RESPONDANTS SELON LA SOURCE DE REVENUS ET LE SEXE

TABEAU 26 : APPUI PRINCIPAL POUR AMOINDRIR LES CHOCS SELON LE STATUT DE L'ENTREPRISE ET LE SEXE

TABEAU 27 : EVALUATION DE LA REPOSE DU GOUVERNEMENT

TABEAU 28 : CHOIX DES ELUS

TABEAU 29 : STRATEGIES D'ADAPTATION DES MENAGES SELON LA POSITION DANS LE MENAGE ET LE SEXE

TABEAU 30 : STRATEGIES D'ADAPTATION DES MENAGES SELON LE MILIEU DE RESIDENCE ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION.

TABEAU 31 : NOMBRE MOYEN DE STRATEGIES D'ADAPTATION

TABEAU 32 : DEPENSES HABITUELLES DU MENAGE ARRETEES, REDUITES OU RETARDEES

TABEAU 33 : DEPENSES HABITUELLES DU MENAGE ARRETEES, REDUITES OU RETARDEES POUR LES ENFANTS

TABEAU 34 : EXCISION DES FILLES DE MOINS DE 18 ANS PENDANT LA CRISE DE LA COVID-19

3. RESUME DES RESULTATS CLES

74% des répondants,

dont 76% des femmes et 71% des hommes ont été informés sur la pandémie COVID-19 via les médias traditionnels (radio, télévision et journaux).

87% des entrepreneurs disent avoir subi une diminution ou une perte de revenus.

62% des dirigeants d'entreprise

disent avoir besoin d'un financement ou de subvention pour les intrants comme appui principal afin de limiter l'impact négatif de la crise sur leur entreprise.

79% des répondants

ont subi une diminution ou une perte de leurs revenus, cela touche 83% des femmes et 76% des hommes. 6% des femmes disent avoir perdu complètement leurs revenus et 4% des hommes.

30% des répondants

ont déclaré avoir reçu une aide de l'état depuis le début de la pandémie. Les hommes sont plus nombreux que les femmes à déclarer avoir reçu cette aide (respectivement 34% et 26%).

63% des chefs de ménage

déclarent qu'ils ont décidé d'arrêter, retarder ou réduire certaines dépenses habituelles, sous l'effet de la crise COVID-19 et de la perte importante des revenus qu'elle a engendrée. Les ménages dirigés par des femmes sont plus nombreux que ceux dirigés par des hommes à déclarer avoir pris de telles mesures (68% contre 62%).



53% des chefs de ménage

ont arrêté, retardé ou réduit certaines dépenses habituelles pour les enfants, dont 51% des ménages dirigés par des hommes et 61% de ceux dirigés par des femmes.

76% des chefs de ménage déclarent que leur ménage a adopté au moins une stratégie d'adaptation spécifique face à la crise et ils sont 38% à en avoir adopté au moins 3.

Parmi les stratégies d'adaptation adoptées par les chefs de ménage, les plus fréquentes sont la réduction de la qualité et de la quantité de l'alimentation.

47% des chefs de ménages ont signalé que leur ménage avait réduit la qualité de l'alimentation (moins de viande, de poisson, etc.) et 32%, la quantité consommée (moins de repas, portions réduites, etc.). Ces stratégies ont été plus adoptées par les chefs de ménage urbains que ruraux. Plus du tiers (35%) des chefs de ménage ont pris du travail en plus.

Des stratégies d'adaptation plus radicales

ont été mises en place : 7% des chefs de ménage ont envoyé des enfants vivre ailleurs, 5% ont marié des filles du ménage et 10% ont envoyé leurs enfants travailler ou mendier.

3. RESUME DES RESULTATS CLES

17% des répondants (dont 17% des femmes et 16% des hommes) qui ont eu besoin de soins médicaux pour les enfants déclarent avoir eu des difficultés, voire être dans l'impossibilité d'accéder aux services de santé. 20% des personnes vivant avec au moins une incapacité ont reporté avoir eu des difficultés à accéder à des services de soin pour enfants.

18% des répondants qui ont eu besoin de soins médicaux déclarent avoir eu des difficultés d'accès aux services, dont 20% de femmes et 16% d'hommes. Il n'y a pas de différence selon le milieu de résidence, et le phénomène n'est quasiment pas plus marqué pour les personnes vivant avec au moins une incapacité (19%).

11% des répondants, quel que soit le sexe, qui avaient besoin de soins liés à la santé de la reproduction (contraception, dépistage et traitement des MST et du VIH, traitement de l'infertilité, soins aux survivantes de violences basées sur le genre, soins liés à la grossesse), n'ont pas pu ou ont eu des difficultés d'accès aux services de planification. L'accès à ces services a été plus difficile pour les populations rurales (12%) que pour les populations urbaines (9%).

72% des répondants déclarent que leur propre santé psychologique/mentale/émotionnelle (stress, anxiété...) a été affectée par la crise sanitaire, les femmes (73%) plus que les hommes (71%).



15% des répondants

ont le sentiment d'avoir été victime de discrimination depuis le début de la crise liée à la COVID-19, cela concerne 14% des femmes et 17% des hommes. 17% des personnes vivant avec au moins une incapacité, 20% des femmes et 13% des hommes, se sont senties victimes de discrimination depuis le début de la crise.

52% de la population interrogée,

affirme avoir ressenti une augmentation de la discrimination dans le pays et il y a peu de différence entre les femmes et les hommes, ni avec les personnes vivant avec au moins une incapacité.

33% des répondants

estiment que la violence au sein des ménages de leur communauté a augmenté depuis que la COVID-19 oblige les gens à rester plus chez eux. Ce sentiment est plus fréquent chez les hommes (37%) que chez les femmes (29%), et est plus ressenti en milieu urbain (40%) qu'en milieu rural (30%). 32% des personnes vivant avec au moins une incapacité estiment que la violence au sein des ménages de leur communauté a augmenté.

82% des répondants jugent la réponse du gouvernement à la crise de la COVID-19 excellente ou adéquate, les femmes plus fréquemment que les hommes (84% contre 81%).

22% pensent

cependant que les femmes leaders politiques sont bien plus à même de gérer une crise comme la COVID-19 contre 7% pour les hommes leaders politiques. Cette réponse pour les femmes a été citée par 21% des femmes et 23% des hommes.

4. CONTEXTE

En mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a déclaré que l'épidémie du virus COVID-19 était une pandémie mondiale. A la fin de novembre 2020¹, le virus avait infecté près de 60 millions de personnes dans le monde et provoqué plus d'un million quatre cent mille décès.

Outre les conséquences directes de la maladie sur la santé et le bien-être, la pandémie a exacerbé les vulnérabilités et discriminations préexistantes auxquelles font face les personnes, y inclus les femmes et les enfants, notamment en ce qui concerne l'impact sur leurs activités économiques mais aussi l'accès limité aux services sociaux de base (santé, santé reproductive, nutrition, éducation, protection, etc.) ainsi que les dynamiques du genre, et les dynamiques intra-familiales ou communautaires. Certaines conséquences sont le résultat des mesures de limitation de mouvement (instauration de couvre-feu, confinement, etc.) adoptées par les Etats pour freiner la propagation de la maladie et qui ont eu un impact négatif sur la population et en particulier sur les femmes et les filles, en augmentant notamment les risques de violence y compris de violence sexuelle, les freins à la pleine jouissance de leurs droits à la santé, à l'éducation ou au logement². D'autres conséquences sont économiques (perte d'emploi, perte de revenus, etc.) et ont des effets immédiats à l'intérieur du ménage (dépenses réduites, retardées ou annulées, travail accru des enfants pour les tâches ménagères, etc.).

Cependant force est de reconnaître l'insuffisance de données primaires documentant les effets de la COVID-19 sur les enfants, les femmes et les hommes et permettant d'étayer les analyses et d'effectuer des comparaisons sur la base d'évidence.

Pour répondre à ce défi, ONU-Femmes, ONU Droits de l'Homme et UNICEF ont travaillé étroitement au lancement de cette enquête rapide qui en mettant à disposition de données ventilées par sexe et âge, permet de mieux appréhender la manière dont les populations sont affectées par la crise COVID-19, dans les différents aspects de leurs vies (impacts sociaux et économiques, répartition du travail de soins non rémunéré, discrimination, violence, etc...) et les stratégies développées pour y faire face.

Cette enquête, malgré des délais serrés, repose sur une méthodologie rigoureuse qui garantit la qualité des données collectées et permet d'informer des efforts de développement et de mise en œuvre de

programmes et politiques basés sur des évidences et qui soient sensibles au genre et prennent en compte les besoins spécifiques des enfants.

4.1 Objectifs de l'enquête rapide sur les effets de la COVID-19

Les objectifs principaux de cette enquête rapide sont :

- d'appuyer la récente recommandation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et de la Convention sur les Droits de l'Enfant (CDE), de «collecter des données précises et complètes ventilées par âge et par sexe sur l'impact sexospécifique de la pandémie de santé afin de faciliter l'élaboration de politiques éclairées et fondées sur des données factuelles concernant les femmes et les filles » ;

- de répondre aux recommandations des mécanismes des droits de l'homme qui ont constamment demandé des données désagrégées détaillées pour éclairer les futurs rapports, recommandations, politiques ;

- de mettre en lumière des situations de vulnérabilité accrue liées aux effets de la crise COVID-19 y inclus les situations de discriminations multiples, pour soutenir la priorisation de la lutte contre la discrimination et les inégalités.

Au fur et à mesure que les gouvernements des sous-régions d'Afrique de l'Ouest et du Centre passent d'une gestion d'urgence à un programme de retour à la normale, il est essentiel que les politiques, stratégies et mesures d'accompagnement adoptées soient sensibles au genre et à l'enfant, et ce dans tous les domaines (emploi, santé, éducation, protection, etc.) Cette enquête rapide permettra donc de fournir des évidences pour soutenir la formulation de ces politiques, stratégies et mesures de retour à la normale et les actions de plaidoyer qui les accompagnent.

4.2 Méthodologie

Pour répondre au défi de production rapide de données pour appuyer les autorités nationales et les autres acteurs intéressés, les bureaux régionaux de ONU Droits de l'Homme, de l'UNICEF et de ONU Femmes, à travers son programme phare « Les femmes comptent (Women Count) » ont lancé, à l'initiative de cette dernière, une initiative sous régionale de réalisation d'enquêtes rapides sur l'impact de la COVID-19 sur les femmes, les hommes et les enfants.

¹WHO Coronavirus Disease (COVID-19) Dashboard (<https://covid19.who.int/>).

²Voir la note de synthèse du Secrétaire Général des Nations Unies, COVID-19 et droits humains. Réagissons ensemble, Avril 2020, https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/COVID-19_et_droits_humains.pdf

Voir aussi l'analyse des experts thématiques du Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme sur les différents points de corrélation entre la pandémie et les différents points de corrélation entre la pandémie et les différents droits humains disponible au <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/COVID-19-and-Special-Procedures.aspx>

Dans tous les pays, ces enquêtes sont élaborées en étroite collaboration avec les autorités nationales, notamment les Instituts Nationaux de Statistiques et les Ministères du Genre.

L'enquête rapide applique une approche fondée sur les droits de l'homme pour la définition du focus du questionnaire (vulnérabilités nouvelles créées par la crise COVID-19, dans l'accès et utilisation des services sociaux de base par tous et le droit à la santé, éducation, protection et sécurité, etc.) avec un souci de respecter le principe de ne laisser personne de côté³. Elle respecte également les standards d'éthique nationaux et des Agences UN pour la collecte et l'analyse des données. Un effort particulier a été fait pour que la voix des femmes vulnérables et leurs préoccupations soient entendues.

Compte tenu des mesures de restrictions et de distanciation sociale mises en place, la mise en œuvre d'enquêtes avec entretien en face-à-face n'était pas appropriée et pour l'heure, impossible.

Il était donc nécessaire de procéder à la collecte de données en utilisant des approches alternatives telles que les enquêtes par téléphone assistées par ordinateur Computer Assisted Telephone Interview – CATI), les enquêtes sur le Web assisté par ordinateur (CAWI) ou encore les enquêtes basées sur les SMS. Cependant, compte tenu de la situation particulière en Afrique où de nombreux utilisateurs de téléphones mobiles, en particulier dans les groupes vulnérables économiquement, n'ont pas nécessairement accès aux smartphones avec connexion Internet, et ou dans de nombreuses zones rurales, les niveaux relativement élevés d'analphabétisme ne permettent pas l'utilisation de SMS complexes, il a été décidé d'utiliser une méthodologie d'enquête uniquement basée sur le téléphone.

En outre, le nombre d'utilisateurs de téléphone portable varie beaucoup d'un pays à l'autre en Afrique de l'Ouest et Centrale et sont en fait bien plus souvent possédés par les hommes vivant en milieu urbain⁴. Ceci a eu une influence sur la méthode d'échantillonnage (pour assurer la représentativité de l'échantillon) mais aussi sur le déroulement de l'enquête (par exemple le temps de collecte est plus long car trouver certaines catégories de population qui ont un téléphone portable est plus compliqué). Ceci constitue une des limites importantes de la méthodologie adoptée à laquelle nous avons essayé

de pallier par la mise en œuvre d'un échantillon par quotas afin d'assurer l'inclusion de femmes en nombre suffisant dans l'échantillon de cet enquête (voir paragraphe sur l'échantillonnage).

4.2.1 Questionnaire

Sur la base d'un projet initié par ONU Femmes, un questionnaire standard a été élaboré puis finalisé avec le ONU Droits de l'Homme et l'UNICEF (Annexe 1).

Les questions incluses dans ce questionnaire visent à évaluer de façon rapide les effets de la COVID-19 au niveau des individus, enfants inclus et de leur ménage. Le questionnaire adopte une approche basée sur les droits (à la santé, à l'éducation, à la protection et sécurité, etc.) et les principes d'égalité des genres et d'équité, et couvre les aspects liés à l'impact direct de la pandémie sur les activités économiques et le revenu, la santé des individus, l'utilisation du temps, les stratégies d'adaptation adoptées par les ménages, la discrimination et la violence.

Etant donné que les priorités peuvent différer d'un pays à l'autre, le questionnaire standard a été discuté avec les partenaires nationaux et adapté par les parties prenantes, aux besoins spécifiques de chaque pays en incluant si nécessaire de nouvelles questions. Le questionnaire est ensuite traduit en langues nationales. Pour minimiser le risque de déperdition, la durée totale du questionnaire a été limitée à 20 minutes en moyenne.

4.2.2 Echantillon

L'enquête est basée sur un échantillon de 2400 femmes et hommes de 18 ans et plus. L'échantillon a été établi de manière à être représentatif de la population par milieu de résidence, âge et sexe sur la base des proportions respectives des données du recensement de 2009⁵. La méthode des quotas a été utilisée pour déterminer les effectifs à enquêter dans chacun des critères de stratification. Lors de la revue de ces critères, il a été proposé d'ajouter une mesure du niveau de vie afin d'assurer une prise en compte maximale des groupes les plus vulnérables conformément à l'Approche des Données Fondée sur les Droits de l'Homme. Les estimations du niveau de pauvreté ou mesures similaires sont généralement faites au niveau des ménages, alors que l'enquête est faite au niveau individuel.

³Approche des Données Fondée sur les Droits de l'Homme – Ne Laisser Personne de Côté Dans le Programme de Développement Durable à l'Horizon 2030 (https://www.ohchr.org/Documents/Issues/HRIndicators/GuidanceNoteonApproachtoData_FR.pdf)

⁴Par exemple, au Sénégal, 97% des ménages, 83% des hommes et 71% des femmes ont un téléphone portable (EDS Continue, Sénégal 2018) ; cette proportion chute à 89% de ménages, 87% des hommes et 58% des femmes au Mali (EDS Mali, 2018) et à 53% de ménages, 53% des hommes et 42% des femmes en RDC (MICS, 2017).

⁵Les statistiques officielles de la répartition de la population selon le milieu de résidence (urbain/rural), le sexe et le groupe d'âges (18-34 ans, 35-49 ans, 50-64 ans et 65 ans et plus) ont été fournies par l'INSTAT du Mali

Afin de contourner cette difficulté, il a été décidé d'ajouter le niveau d'éducation comme quatrième critère de stratification comme proxy de pauvreté.

Cependant, à l'usage, il s'est avéré que l'ajout de ce quatrième critère de stratification rendait l'opération de collecte extrêmement complexe et beaucoup plus longue que prévu. En effet, la méthode des quotas basée sur la stratification d'échantillonnage permet d'estimer le nombre d'individus à enquêter dans chaque sous-groupe. En rajoutant en plus du milieu de résidence, du sexe et du groupe d'âges, le niveau d'éducation, cela génère des nombres d'individus dans chaque sous-groupe qui sont extrêmement difficiles à trouver, surtout parmi les femmes jeunes, rurales et illettrées car elles sont les moins à mêmes de posséder un téléphone et donc d'être trouvées par les enquêteurs.

La mise en œuvre de l'échantillonnage est effectuée à partir d'une base de données de numéros de téléphone mobile fournie par le fournisseur de services et la conduite des entretiens téléphoniques est assistée par ordinateur.

4.3. Contexte au Mali

4.3.1. Contexte socio-démographique et économique

Le Mali est un vaste pays saharo-sahélien de 1 241 238 km² enclavé au sein de l'Afrique de l'Ouest. En 2009, la population malienne était estimée à 14,5 millions d'habitants, dont 50,4 % de femmes et plus de 70 % vivant en milieu rural ⁶. La population en 2020 est estimée à presque 21 millions d'habitants, la population croît donc à un rythme rapide. En 2009 23% de la population vivait en milieu urbain, la population urbaine ne cesse de s'accroître depuis. Bamako, la capitale, grossit très rapidement, et atteint les 4,3 millions d'habitants dans sa grande aire urbaine ⁷.

Avant le choc mondial provoqué par la pandémie du coronavirus le Mali affichait une croissance économique de 5,1% en 2019 ⁸. La projection du FMI pour 2020 tombe à 0,9% ⁹ sous l'effet de la crise sanitaire. La proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles est très élevée au Mali, elle est de 99,1%, 98,8% pour les hommes et 99,6% pour les femmes ¹⁰.

L'économie informelle recouvre une multiplicité de situations mais aussi une conséquence commune : une absence de travail décent et l'absence de jouissance à un niveau de vie décent.

Cela se traduit par un manque d'accès à un emploi rémunérateur, à des protections liées à l'emploi (sécurité sociale et du travail), à l'absence de jouissance de droits économiques et sociaux ainsi qu'à un difficile accès au financement, aux marchés et à la propriété pour les entrepreneurs par exemple.

Le taux de chômage BIT est estimé à 5,7% et touche d'avantage les femmes (6,6%) que les hommes (5,0%)¹¹. Après avoir augmenté à 47,2 % entre 2011 et 2015 du fait de la crise sécuritaire, le taux d'extrême pauvreté a légèrement baissé pour atteindre 42,7 % en 2019 grâce à la production agricole exceptionnelle de ces quatre dernières années. La pauvreté se concentre dans les zones rurales du sud du pays (90 %), où la densité démographique est la plus forte ¹². D'après l'indice développement humain du PNUD, le Mali présente un développement humain faible et est classé 184ème sur 189 pays pour 2019.

4.3.2 Contexte de la COVID-19

Le 24 mars 2020, le Mali compte son premier cas confirmé de coronavirus (COVID-19). Depuis le pays a enregistré à la date du 22/11/20 4 255 cas confirmés de la COVID-19 dont 3 024 guéris et 92 décès. La région de Bamako reste à ce jour l'épicentre de la COVID-19 avec plus de 80% des cas ¹³.

À l'instar des autres pays du monde, le gouvernement a décrété un ensemble de mesures en complément de l'application des gestes barrières, dont la fermeture des frontières, l'instauration d'un couvre-feu et la limitation des transports.

Ces mesures, si elles ont permis de contenir l'épidémie, ont contribué à la détérioration des conditions de vie des ménages qui dans de nombreux cas se sont trouvés privés de ressources. Afin de limiter l'impact économique de cette crise sanitaire, le gouvernement a mis en place des mesures de protection sociale et humanitaire. Un fond de riposte et de solidarité de 137 milliards est dégagé par le gouvernement destiné à des transferts d'argent (80 000 ménages), distribution de nourriture (plus d'un million de personnes touchées) et le programme d'alimentation scolaire (plus de 400 000 enfants en âge d'aller à l'école touchés) ¹⁴.

Dès le début du mois de mai 2020, les mesures de restrictions, notamment liées aux déplacements et aux transports ont été levées progressivement. Ainsi le 09 mai le couvre-feu et a été levé, la reprise des cours scolaires proclamée à partir du 02 juin et la réouverture des frontières terrestre dès le 31 juillet.

⁶Source : Institut National de la Statistique INSTAT, Recensement Général de la population 2009 (RGPH 2009) http://www.instat-mali.org/contenu/rgph/tdemo09_rgph.pdf

⁷Source : <https://www.populationdata.net/pays/mali/>

^{8,12} Source : Banque Mondiale

⁹ Source : ONU Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali

^{10,11} Source : Rapport analyse passage 3 Santé, emploi, sécurité alimentaire et dépenses de consommation des ménages 2019 http://www.instat-mali.org/contenu/eq/rana19pas3_eq.pdf

¹³ Source : Communiqué 265 du 22 novembre 2020 de l'INSP

¹⁴ Source : Rapport d'analyse rapide impact covid 10 mai 2020 des Nations Unies

Malgré les efforts constants des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, l'importance et la profondeur du choc économique et social créés par la pandémie sont tels que ses effets sont encore loin d'être résorbés.

Ce rapport vise donc à fournir des évidences sur les effets de la crise sur la population et plus particulièrement sur les différences entre les femmes et les hommes, et informer ainsi les prises de décision et les processus de définitions des politiques et programmes. Les données permettent également d'autres niveaux de désagrégation permettant de voir les différences entre d'autres groupes, notamment les différences entre les populations urbaines et rurales et sur les personnes vivant en incapacité.

4.4 L'enquête rapide au Mali

Pour la conduite de l'enquête au Mali, un comité technique, composé de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), du Ministère de la Femme, de la Famille, et de l'Enfant, de ONU Droits de l'Homme, de l'UNICEF et de ONU Femmes a été mis en place. Ses responsabilités principales étaient d'adapter le questionnaire standard au contexte du Mali, de définir et valider la méthode d'échantillonnage et de suivre le déroulement de l'enquête afin d'assurer la qualité.

La mise en œuvre de l'échantillonnage est effectuée à partir d'une base de données de numéros de téléphone mobile fournie par le fournisseur de services, ainsi que par ONU Femmes Mali qui possède une base de données de numéros de téléphone de femmes rurales bénéficiaires de ses projets. Cependant, ces bases de données ne sont pas stratifiées selon les critères demandés ce qui a généré un nombre d'appels très élevés comme indiqué dans le tableau 1 ci-dessous. La conduite des entretiens téléphoniques est assistée par ordinateur.

4.4.1 Collecte des données

La collecte des données s'est déroulée entre le 28 octobre 2020 et le 23 novembre 2020, les questionnaires de 2559 personnes ont été validés. L'échantillon à enquêter était de 2400 personnes mais en recherchant les personnes avec les critères de stratification demandés, il arrive que certaines catégories soient sur-enquêtées et d'autres sous-enquêtées ce qui explique qu'on arrive à un total de 2559 personnes pour lesquelles le questionnaire a été validé.

Il a donc été décidé de conserver ce total de répondant et de pondérer les données pour l'analyse selon les critères demandés (voir tableau 5B en annexe).

L'identification des populations rurales, notamment des femmes, en accord avec les effectifs déterminés par les quotas, a été plus difficile et il a fallu prolonger la collecte de 2 semaines pour compléter ces effectifs. Le tableau 1 ci-dessous fournit des informations sur le nombre d'appels téléphonique passés avec succès, sur les refus ainsi que sur les autres informations permettant d'évaluer la qualité des données.

TABLEAU 1
Nombre d'appels

	Effectifs
Nombre d'appels réalisés	12 340
Nombre d'appels collectés	8 942
Nombre d'appels validés	2 559
Nombre d'appels demande de RDV	813
Nombre d'appels occupés ou non réponse	4 600
Nombre d'appels refusés	1 124
Nombre d'appels hors quotas	157
Nombre d'appels invalidés (arrêt en cours, non éligibilité, ...)	145

4.4.2 Echantillon du Mali

L'Institut National de la Statistique (INSTAT) du Mali, partie prenante du projet a fourni les quotas nécessaires à la réalisation de la collecte des données statistiques, à partir des informations du recensement de 2009 (Tableau 2).

¹¹ Source Ministère de la santé et de l'hygiène publique de Côte d'Ivoire <http://www.info-covid19.gouv.ci/>

¹² Source portail de l'économie et des finances de Côte d'Ivoire <https://finances.gouv.ci/>

TABLEAU 2

Critères de définition de l'échantillon, pourcentage pour la population de 18 ans et plus et échantillon à enquêter, Mali

Milieu de résidence	Sexe	Classe d'âge	% d'individu dans la population globale	Proportion ramenée à 100%	Echantillon à collecter
Urbain	Femme	18-34	3,6	7,9	191
		35-49	1,6	3,6	86
		50-64	0,9	1,9	46
		65+	0,4	0,8	20
	Homme	18-34	2,9	6,4	154
		35-49	1,8	4,0	96
		50-64	1,0	2,2	53
		65+	0,5	1,1	26
Rural	Femme	18-34	8,7	19,2	461
		35-49	5,0	11,0	263
		50-64	2,6	5,7	138
		65+	0,9	2,0	49
	Homme	18-34	6,5	14,2	341
		35-49	4,3	9,5	227
		50-64	2,9	6,5	155
		65+	1,8	4,0	96
			45,4	100	2400

Le tableau 3 ci-dessous donne des informations sur le nombre et le type d'entretiens effectivement réalisés.

TABLEAU 3

Nombre et type d'entretiens réalisés

Milieu de résidence	Sexe	Classe d'âge	Echantillon à collecter	Echantillon réalisé	Ecart
Urbain	Femme	18-34	191	238	47
		35-49	86	91	5
		50-64	46	56	10
		65+	20	25	5
	Homme	18-34	154	198	44
		35-49	96	98	2
		50-64	53	53	0
		65+	26	26	0
Rural	Femme	18-34	461	462	1
		35-49	263	282	19
		50-64	138	139	1
		65+	49	51	2
	Homme	18-34	341	343	2
		35-49	227	234	7
		50-64	155	163	8
		65+	96	100	4
			2400	2559	159

Pour tenir compte du surplus réalisé, il a été décidé de conserver l'ensemble des questionnaires validés et d'appliquer un redressement sur les données pour que les proportions initiales attendues pour chaque sous-groupe soient conservées (Tableau 4 en annexe 2). Les résultats présentés dans ce rapport s'appuient donc sur les données redressées présentées dans le (Tableau 5b).

4.4.3 Traitement des données

Comme évoqué précédemment, l'étude a été

administrée par téléphone (CATI), l'enquêteur a utilisé le logiciel Ethnos pour dérouler le questionnaire et saisir les réponses directement sur ordinateur. Un contrôle qualité a été effectué sur 10% de la collecte.

Les données ont été ensuite redressées afin de réajuster le poids de la collecte à la structure de la population réelle selon les critères suivants : le milieu de résidence, l'âge et le sexe. Le traitement des données a été fait sur Ethnos 6.0.

5. CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES DES INDIVIDUS ENQUETES

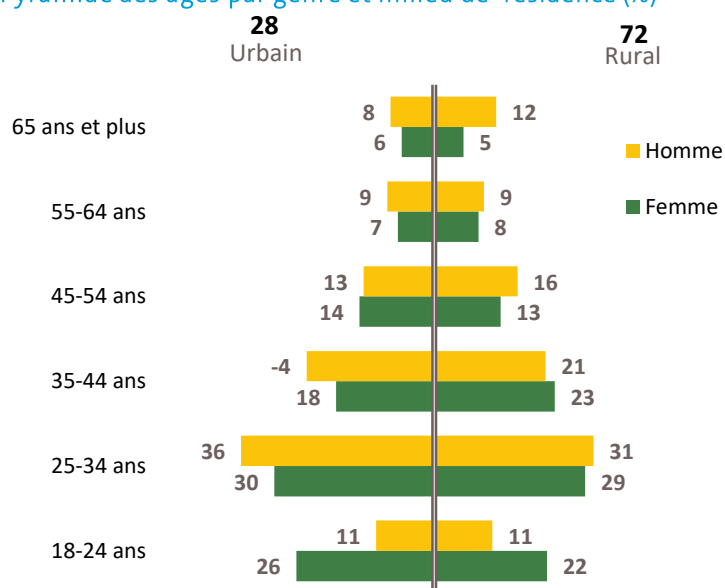
5.1 Profil des répondants

Au total, 2559 personnes ont pu être interrogées, dont 1336 femmes (52,2%) et 1223 hommes (47,8%). Moins d'un tiers des répondants vit en milieu urbain (28%) et 72% en milieu rural. 8 répondants sur 10 sont mariés ou en union.

Un tiers des personnes interrogées n'a pas d'instruction. La grande majorité des répondants (85%) vit dans des ménages de plus de 6 personnes et la quasi-totalité (98%) sont de nationalité malienne (Graphiques 1 à 6).

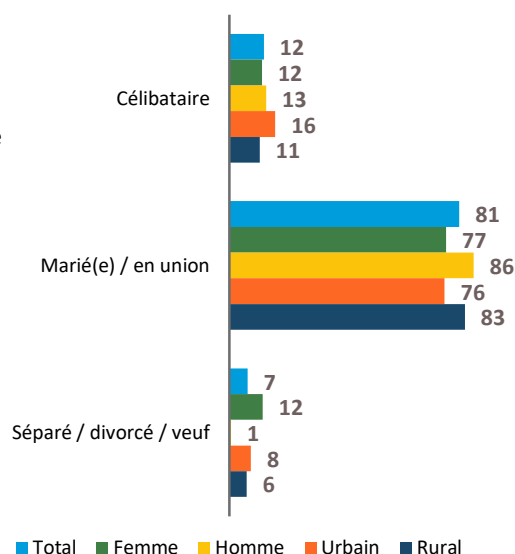
GRAPHIQUE 1

Pyramide des âges par genre et milieu de résidence (%)



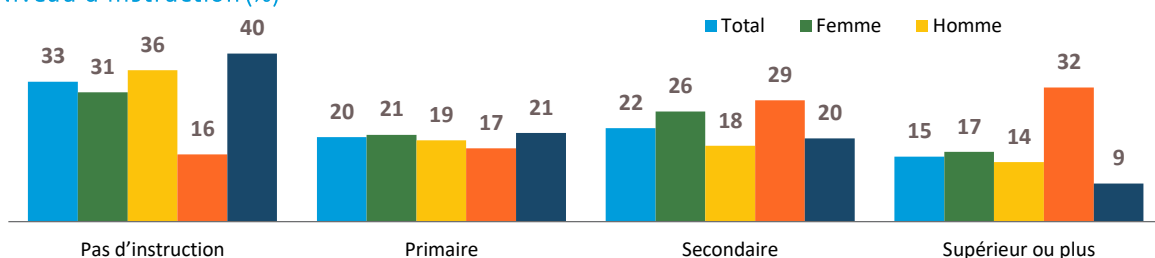
GRAPHIQUE 2

Situation matrimoniale (%)



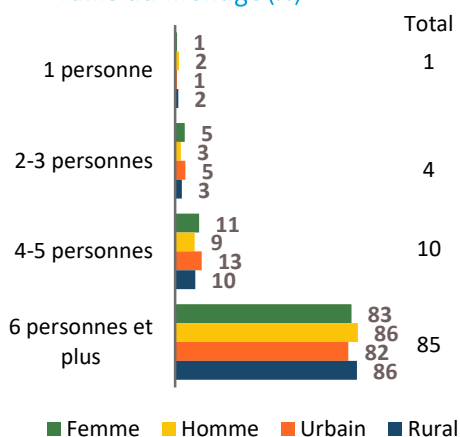
GRAPHIQUE 3

Niveau d'instruction (%)



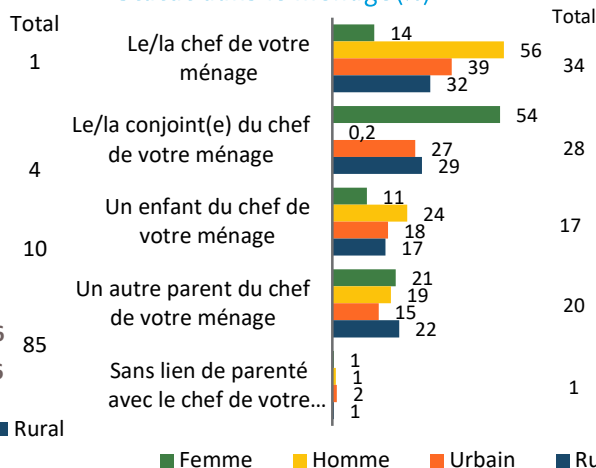
GRAPHIQUE 4

Taille du ménage (%)



GRAPHIQUE 5

Statut dans le ménage (%)



GRAPHIQUE 6

Nationalité

98% des répondants et répondantes sont de nationalité malienne



5.2 Personnes vivant avec une incapacité

Alors que la pandémie COVID-19 menace tous les membres de la société, les personnes vivant avec un handicap sont de manière disproportionnée affectées en raison des barrières liées aux discriminations pré existantes et qui sont reproduites dans la réponse à la COVID-19. De nombreuses personnes vivant avec un handicap ont des problèmes de santé préexistants qui les rendent plus susceptibles de contracter le virus et elles présentent souvent des symptômes plus graves au moment de l'infection. Dans le contexte de cette pandémie, les personnes vivant avec un handicap qui dépendent d'un soutien pour leur vie quotidienne peuvent se retrouver isolées du fait des mesures de confinement. Durant cette crise, ces personnes continuent également à être confrontées à la discrimination et autres obstacles notamment à l'accès aux services et à l'information en matière de santé, l'accès aux moyens de subsistance et aux différentes aides proposées, à la participation à des formes d'éducation en ligne, mais aussi dans le cadre de la protection contre la violence¹⁵. Dans cette enquête sur les effets de la COVID-19, une question qui reprend l'approche

du Washington Group¹⁶ et qui se concentre sur six domaines fonctionnels et cognitifs a été posée de la manière suivante : Avez-vous des difficultés à faire l'une des choses suivantes : marcher, voir, entendre, se souvenir ou se concentrer, prendre soin de soi ou communiquer ? Compte tenu des limites de 20 minutes d'entretien qu'il fallait prendre en compte pour cette enquête par téléphone, le type mais surtout la sévérité du handicap¹⁷ n'ont pas pu être évalués de façon approfondie. Nous ne pouvons donc pas à proprement parler de personnes vivant avec un handicap mais plutôt de personnes vivant avec une incapacité.

Une personne interrogée sur 10 (10%) a déclaré vivre avec au moins une incapacité dans au moins un des domaines de santé explorés par la question : 10% des femmes et 9% des hommes (graphique 7). Parmi cette population vivant avec au moins une incapacité, 55% sont des femmes et 45% des hommes.

GRAPHIQUE 7

Personne vivant avec au moins une incapacité

10% ont des difficultés à marcher ou voir ou entendre ou se souvenir ou se concentrer, prendre soin de soi ou de communiquer.



L'analyse comprend toutes les personnes qui ont répondu positivement indépendamment de la sévérité du handicap (quelques difficultés, beaucoup de difficultés, ou ne peut pas du tout le faire).

Dans la suite de l'étude, les personnes ayant des difficultés à marcher ou voir ou entendre ou se souvenir ou se concentrer ou à prendre soin d'eux ou à communiquer seront considérées comme personnes vivant avec au moins une incapacité.

¹⁵Nations Unies Droits de l'Homme, La COVID-19 et les droits des personnes handicapées, 30 avril 2020, https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Disability/COVID-19_and_The_Rights_of_Persons_with_Disabilities_FR.pdf

¹⁶Le Washington Group on Disability Statistics est un groupe de travail bénévole composé de représentants de plus de 100 instituts nationaux de statistique et d'organisations internationales, non gouvernementales et de personnes handicapées, organisé sous l'égide de la Division de statistique des Nations Unies. Le but du groupe de Washington est de relever le défi de la définition et de la mesure du handicap d'une manière culturellement neutre et raisonnablement normalisée parmi les États membres de l'ONU.

¹⁷Selon le travail méthodologique fait par le Washington Group, pour les 6 principaux problèmes de santé énumérés dans la question, il faut également obtenir le niveau de sévérité du handicap qui s'appréhende sur une échelle de 1 à 4 (1. Non, aucune difficulté, 2. Oui, quelques difficultés, 3. Oui, beaucoup de difficultés, 4. Ne peut pas du tout le faire). Sur la base de la méthodologie du Washington Group, pour être considérée comme porteur de handicap, la personne doit avoir au moins beaucoup de difficulté (critères 3 ou 4) dans 1 des 6 problèmes de santé.

5.3 Principale source de revenus habituels

L'analyse des résultats montrent que 75% des femmes et 91% des hommes ont déclaré avoir une source de revenu. 45% des enquêtés ont des revenus tirés du secteur informel, cela concerne 39% des femmes et 51% des hommes. Le secteur formel qui ne représente que 18% de la population étudiée concerne 16% des femmes et 21% des hommes (Tableau 6 en annexe et graphique 8).

Si 17% de la population déclare ne pas avoir de sources de revenu en temps habituel, il convient de noter qu'il y a plus du double de femmes que d'hommes qui sont dans cette situation (25% contre 9%).

De même, 20% des personnes interrogées du milieu rural déclarent ne pas avoir de revenus pour 11% des personnes vivant en milieu urbain (Tableau 6 en annexe). Les femmes urbaines déclarent ne pas avoir de revenus pour 27% d'entre elles, c'est la catégorie la plus précaire.

Les autres sources de revenus sont les retraites, les envois d'argent par la famille, des revenus provenant de patrimoine et concernent 19% des répondants, 20% des femmes et 19% des hommes.

GRAPHIQUE 8
Source de revenu (%)



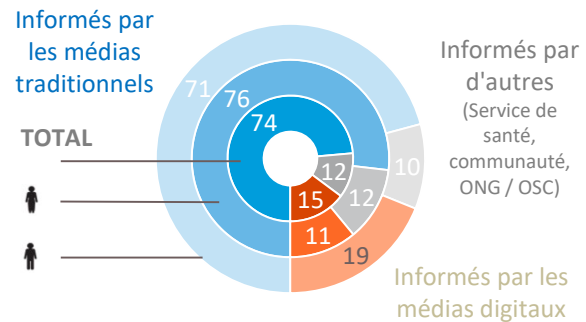
6. SOURCE D'INFORMATION SUR LA COVID-19

74% des répondants ont été informés sur la pandémie Covid-19 via les médias traditionnels (radio, télévision et journaux). Ces derniers ont plus impacté les femmes (76%) que les hommes (71%). Si ces médias traditionnels ont touché la majorité des populations, quelle que soit la cible observée, on note que le duo télévision / journaux s'impose largement par rapport à la radio quels que soient le genre, l'âge, le milieu d'habitation et le niveau d'éducation. La télévision elle seule s'impose avec une pénétration de 42% (Tableau 7.2).

42% de la population a eu des informations sur la COVID-19 via la télévision / journaux, et la radio a touché 31% de cette même population. Les femmes interrogées ont été plus informées par la télévision / journaux (50%) que les hommes (35%) ce qui s'explique certainement en grande partie par une présence plus importante des femmes au sein du foyer (Tableau 7.2 en annexe). L'utilisation des médias digitaux comme source d'information sur la COVID-19 est plus faible que les médias traditionnels, mais touche quand même presque le quart des personnes interrogées vivant en milieu urbain (24%) contre seulement 11% des personnes vivant en milieu rural (Tableau 7.4 en annexe).

GRAPHIQUE 9

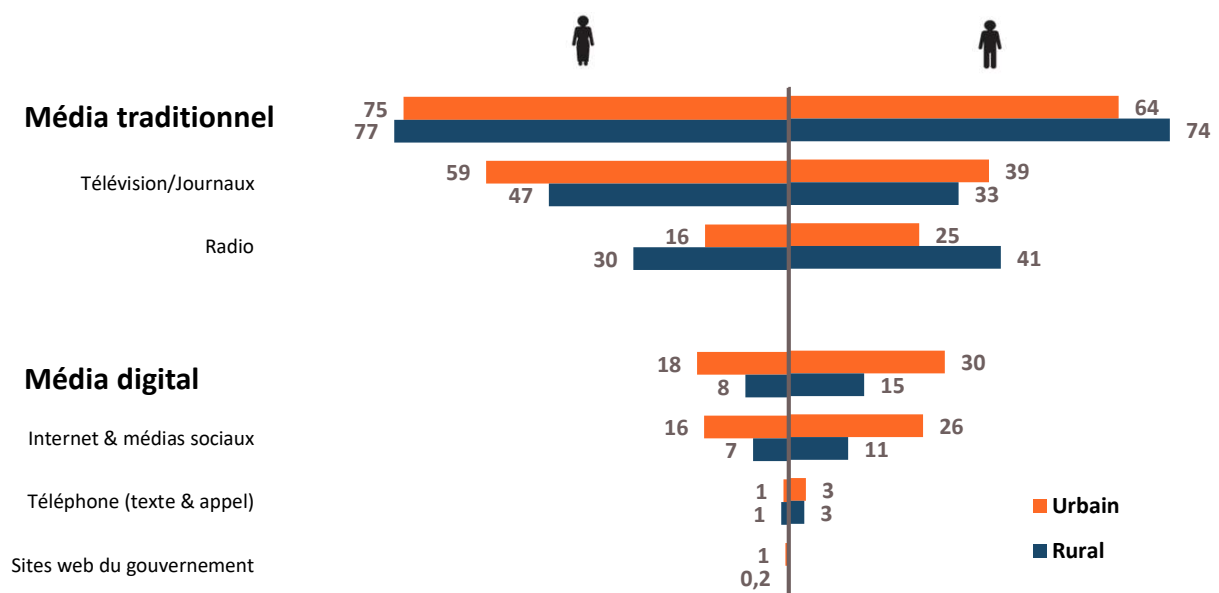
Source d'information sur la COVID-19 selon type de média par sexe (%)



Cet écart pourrait être expliqué par la faible couverture réseau et le niveau de revenu en milieu rural. Les hommes sont plus nombreux (19%) à s'être informés par ces médias digitaux que les femmes (11%), ce qui laisse supposer un accès plus important aux technologies modernes. Les plus jeunes ont été également plus sensibilisés par internet et les médias sociaux que les autres : 21% des 18-24 ans (Tableau 7.3 en annexe). Plus les répondants sont instruits plus ils ont été informés par les médias web ou mobile (Tableau 7.5 en annexe).

GRAPHIQUE 10

Principales sources d'information sur la COVID-19 selon le milieu de résidence et le sexe (en %)



7. EFFETS DE LA COVID-19 SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

D'après les informations sur les retombées de la COVID-19, la vie économique et productive des femmes est affectée de manière disproportionnée et différente par rapport à celle des hommes. Partout dans le monde, les femmes gagnent moins, ont moins d'argent épargné, occupent des emplois moins sûrs et sont plus susceptibles d'être employées dans le secteur informel. Elles ont moins accès aux mesures de protection sociale et forment la majorité des ménages monoparentaux. Leur capacité à absorber les chocs économiques est donc moindre que celle des hommes¹⁸. Les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et plus particulièrement celles dirigées par des femmes, qui en sont la plus grande partie, sont l'un des segments des PME les plus durement touchés par la crise. Ces entreprises sont fragiles, ont du mal à accéder au financement dans des conditions normales et ont peu de marge pour amortir les chocs économiques. En plus, la crise a frappé davantage les secteurs où les femmes et les entreprises dirigées par des femmes sont plus nombreuses, notamment les secteurs de la restauration, du commerce et de la transformation de produits alimentaires¹⁹. Les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et la fermeture des marchés ont un impact important sur les entreprises, notamment celles qui sont dirigées par des femmes. Avec peu de ressources financières, maintenir les opérations au-delà d'une certaine période est problématique. Beaucoup de petites structures ne peuvent plus assurer l'emploi à tout le monde. Ce sont des activités où le télétravail n'est pas possible. En outre, ces entreprises là sont rarement bancarisées de manière formelle ce qui rend l'accès à un premier emprunt encore plus compliqué pendant cette période de crise.

Dans le dossier de paidoyer de mai 2020 de l'ONU sur l'impact de la COVID-19 sur les femmes entrepreneurs au Mali, les données collectées révèlent notamment que près de 20% des femmes ont dû arrêter leurs activités entre mars et avril 2020 et que ces femmes ont perdu environ 98% de leurs revenus.

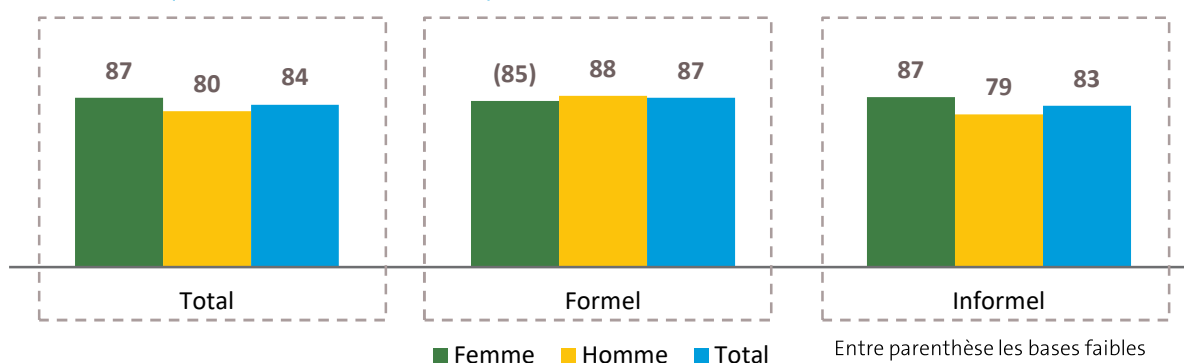
7.1. Diminution ou perte des revenus des entrepreneurs

Parmi les répondants qui ont déclaré avoir habituellement une source de revenus liés à un emploi, 71% exercent dans le secteur informel (que ce soit comme salarié ou comme employeur/indépendant) et 29% dans le secteur formel. 29% des femmes et des hommes percevant un revenu d'un emploi sont dans le secteur formel (Tableau 6 en annexe).

79% des personnes interrogées touchant un revenu d'un emploi ont vu ce revenu diminuer ou s'éteindre (82% pour les femmes 77% pour les hommes). Cela concerne 74% des personnes du secteur formel et 82% du secteur informel. Les plus touchées sont les femmes percevant un revenu d'un emploi informel, 86% ont subi une diminution ou une perte de leurs revenus. Ces chiffres sont détaillés dans les tableaux 9.1, 9.2 et 9.3 en annexe. En ce qui concerne les chefs d'entreprise (employeurs ou à son compte), que ce soit dans le formel ou l'informel et quel que soit le sexe de la personne, près de 9 chefs d'entreprise sur 10 disent avoir subi une diminution ou une perte totale de leurs revenus depuis le début de la pandémie, les hommes chefs d'entreprise du secteur formel ont le plus souffert (Graphique 11).

GRAPHIQUE 11

Diminution ou perte de revenus des entrepreneurs selon le secteur et le sexe (%)



¹⁸Note de synthèse : L'impact de la COVID-19 sur les femmes et les filles, 9 AVRIL 2020, Nations Unies : https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/note_de_synthese_-_l'impact_de_la_covid-19_sur_les_femmes_et_les_filles.pdf

¹⁹ILO, Diagnostic de l'économie informelle, ILO, 2020

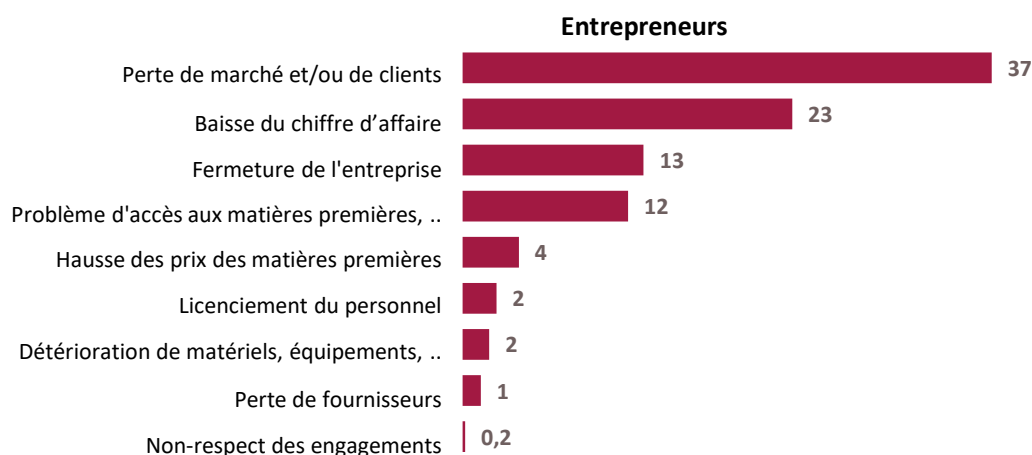
7.2 Conséquences de la crise de la COVID-19

La crise COVID-19 a fragilisé fortement les entrepreneurs du secteur formel et informel dont les principales craintes concernant l'impact de la crise sur leur entreprise, si elle devait durer plus de trois mois, sont la perte de marché et ou de client (37%), la

baisse du chiffre d'affaire (23%), et la fermeture de l'entreprise (13%). Le licenciement de personnel n'est évoqué que par 2% des répondants (Graphique 12).

GRAPHIQUE 12

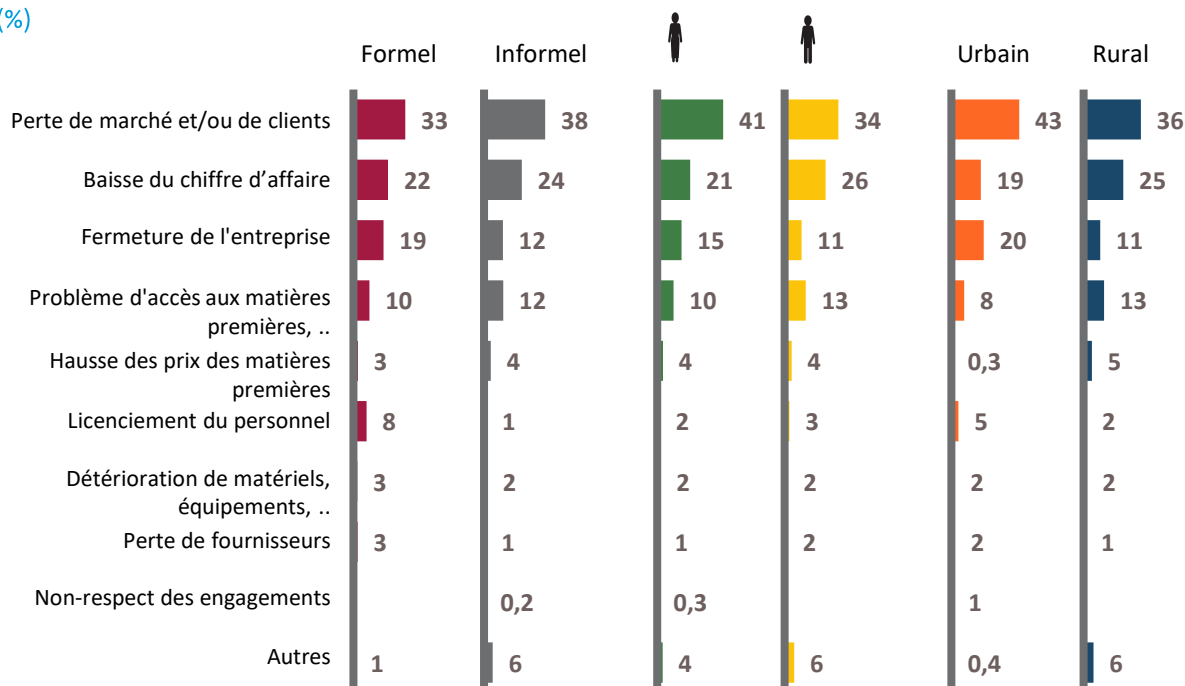
Principales conséquences redoutées de la crise par les entrepreneurs (%)



Ces principales craintes apparaissent dans le même ordre pour les chefs d'entreprise du secteur formel et informel et pour les hommes et les femmes (Graphique 13). Les chefs d'entreprise urbains craignent particulièrement la fermeture de l'entreprise (20%) et la baisse du chiffre d'affaire (19%).

GRAPHIQUE 13

Principale conséquence redoutée selon le secteur, le sexe et le milieu de résidence des entrepreneurs (%)



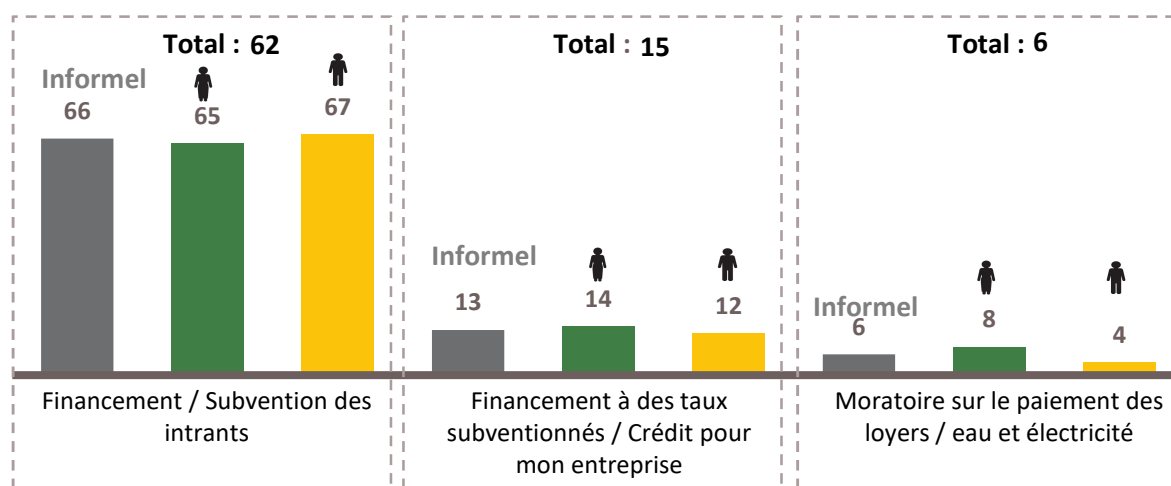
7.3 Appui principal pour amoindrir le choc

62% des chefs d'entreprise disent avoir besoin d'un financement ou de subvention des intrants comme appui principal pour amoindrir les chocs négatifs de la crise sur leur business (Tableau 26 en annexe). Ce besoin ressort beaucoup plus fortement chez les personnes travaillant dans le secteur informel (66%) que formel (41%) (Graphique 14.1 et 14.2). Près des deux tiers des chefs d'entreprise du secteur informel ont besoin de financement/subvention des intrants

pour pouvoir sortir de la crise de manière presque équivalente entre les femmes et les hommes (Graphique 14.1). Les autres besoins les plus fréquemment évoqués par les chefs d'entreprise du secteur informel sont les financements à taux subventionnés/des crédits pour l'entreprise (13%). Les moratoires sur le paiement des loyers, eau et électricité ne concernent que 6% d'entre eux.

GRAPHIQUE 14.1

Appui principal pour amoindrir les chocs des chefs d'entreprise du secteur informel (en %)

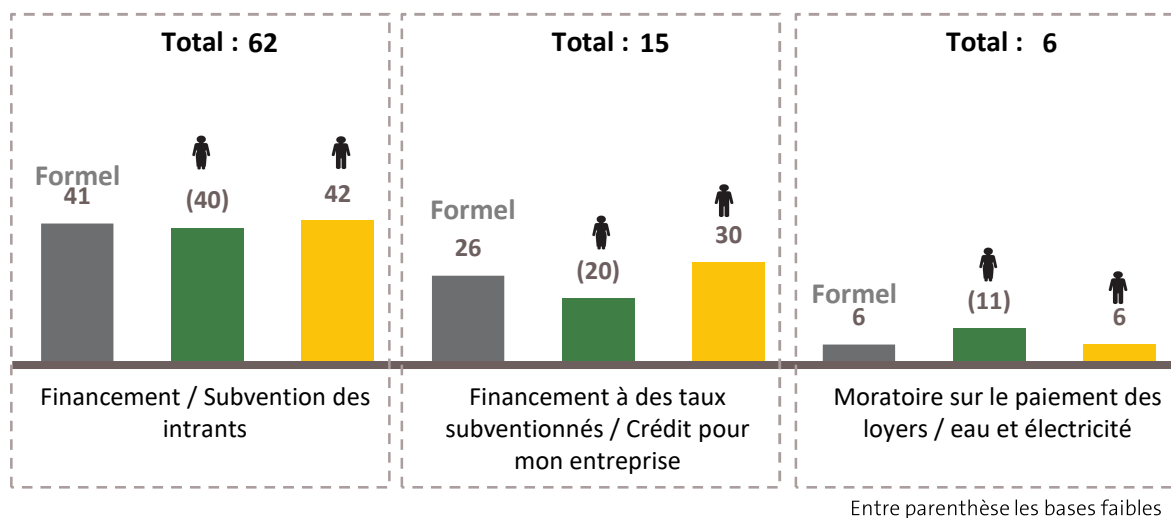


Dans le secteur formel, la proportion de chefs d'entreprise souhaitant un financement / subvention des intrants n'est que de 41%, alors que le financement

à des taux subventionnés est mentionné par 26% d'entre eux (Graphique 14.2).

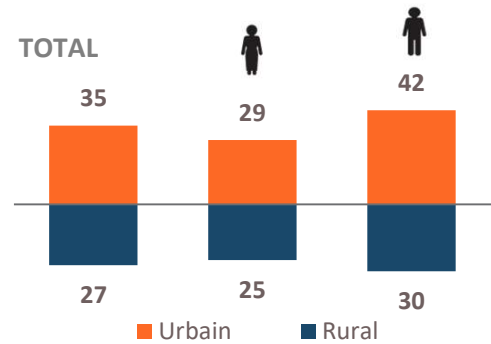
GRAPHIQUE 14.2

Appui principal pour amoindrir les chocs des chefs d'entreprise du secteur formel (en %)



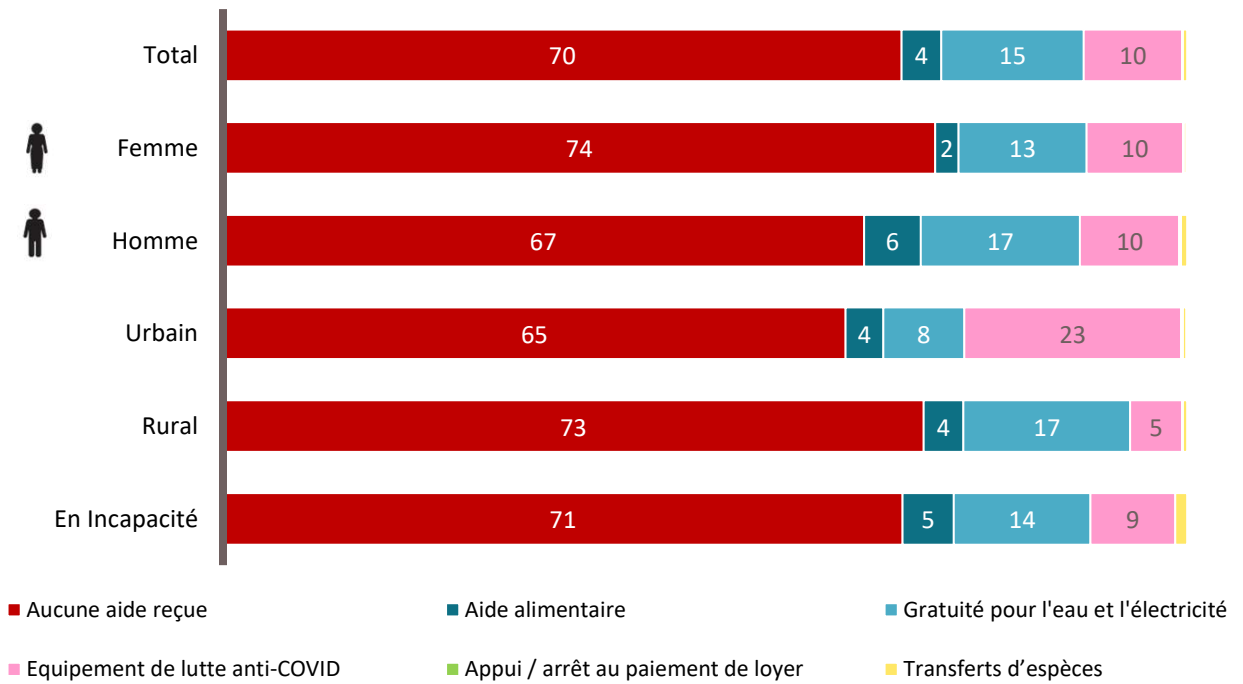
La distribution de l'aide a été plus marquante en milieu urbain qu'en milieu rural avec respectivement 35% et 27% des personnes concernées. Les femmes ont reçu moins d'aide que les hommes et ce de façon encore plus marquée dans le milieu urbain (29% des femmes contre 42% des hommes).

GRAPHIQUE 18
Répondants ayant perçu l'aide du gouvernement selon le milieu de résidence et le sexe



Les principales aides reçues par les bénéficiaires sont la gratuité pour l'eau et pour l'électricité (15%) en particulier pour les hommes et le milieu rural, puis les équipements de lutte anti COVID-19 (10%) en particulier en milieu urbain (23%), et enfin l'aide alimentaire (4% - Graphique 19). Par ailleurs, 29% des personnes vivant avec au moins une incapacité ont touché de l'aide (Graphique 19 et tableau 6).

GRAPHIQUE 19
Aide du gouvernement reçue par les répondant (%)



9. EFFETS SUR LES DEPENSES DES MENAGES

En période de crise, certaines stratégies sont mises en place par les ménages afin de continuer à subvenir à leurs besoins. Ainsi avec l'avènement de la COVID-19, les ménages ont adopté un comportement résilient en redéfinissant de nouvelles priorités en matière de dépenses du ménage. Les décisions de stopper, réduire certaines dépenses ou de les repousser à une date ultérieure sont basées sur les priorités des ménages et sur les types de dépenses qu'ils peuvent ou non continuer de faire. À chaque répondant, on a posé quelques questions sur les mesures prises par leur ménage pour lutter contre la pandémie. Pour des raisons de qualité de l'information, l'analyse ci-dessous ne portera que sur les 861 répondants qui ont déclaré être chef de leur ménage soit 182 femmes et 679 hommes. Au sein de ces ménages, 21% sont dirigés par une femme et 79% par un homme (Tableau 5b).

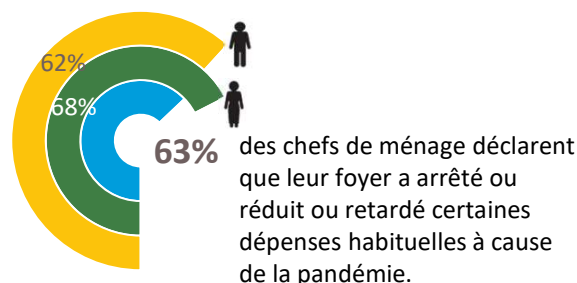
9.1. Stratégies de réajustement des dépenses habituelles des ménages

63% des répondants chef de leur ménage déclarent qu'ils ont décidé d'arrêter, retarder ou réduire certaines dépenses habituelles, sous l'effet de la crise COVID-19 et de la perte importante des revenus qu'elle a engendrée. Les chefs de ménage femme sont un peu plus nombreux à déclarer avoir pris de telles mesures que les chefs de ménage hommes (68% contre 62%) (Graphique 20).

Les principaux postes de dépenses qui ont été arrêtés, réduits ou retardés sont le paiement de certains produits et service, pour 43% des chefs de ménage quel que soit leur sexe.

GRAPHIQUE 20

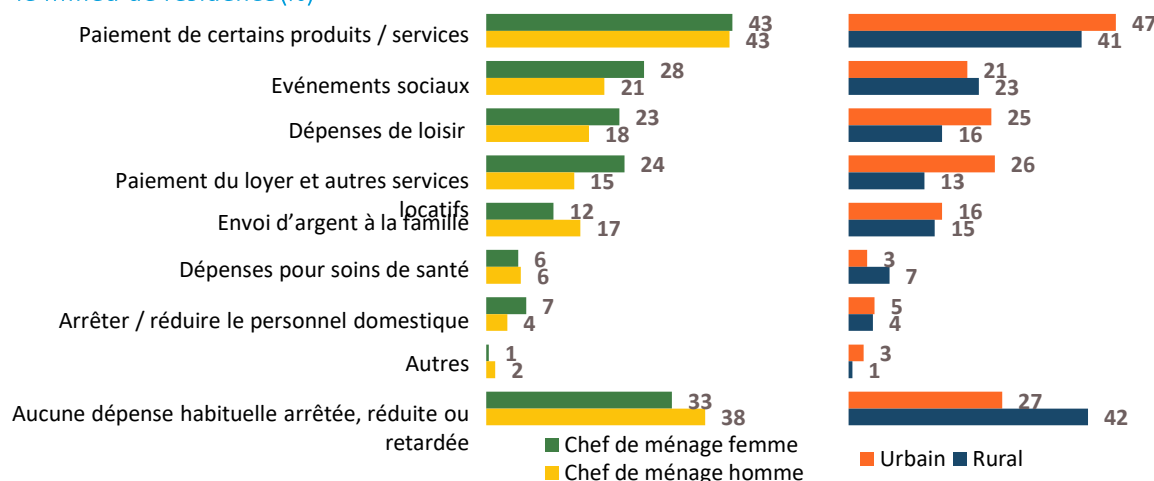
Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage par sexe du chef du ménage (%)



Viennent ensuite les événements sociaux (mariages, baptêmes...), dont les dépenses ont été réduites pour 22% des chefs de ménage, mais plus pour les chefs de ménage femme (28%) qu'homme (21%). Les dépenses de loisirs ont ensuite été les plus diminuées par 19% des chefs de ménage puis le paiement du loyer pour 17% des chefs de ménage. Les dépenses pour les soins de santé n'ont été diminuées que par 6% des chefs de ménage quel que soit leur sexe. 37% des chefs de ménage n'ont pas diminué de dépenses, plus pour les hommes que pour les femmes (38% contre 33%) (Graphique 21). Les décisions de réajustements de dépenses ne se sont pas faites dans le même ordre selon le milieu de résidence des chefs de ménage. Le paiement du loyer a été plus diminué en milieu urbain (26% des chefs de ménage contre 13% en milieu rural). 42% des chefs de ménage du milieu rural n'ont pas diminué de dépense contre 27% des chefs de ménage du milieu urbain, milieu qui semble avoir plus souffert de la crise sanitaire (Graphique 21).

GRAPHIQUE 21

Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage selon le sexe du chef du ménage et le milieu de résidence (%)



9.2 Stratégies de réajustement des dépenses habituelles des ménages pour les enfants

Face à la pandémie COVID-19, les stratégies de réajustement des dépenses des ménages affectent considérablement le bien-être des franges les plus vulnérables de la population des ménages et particulièrement les enfants.

53% des chefs de ménages ont arrêté, retardé ou réduit certaines dépenses habituelles pour les enfants, dont 61% des chefs de ménage femmes et 51% des chefs de ménage hommes.

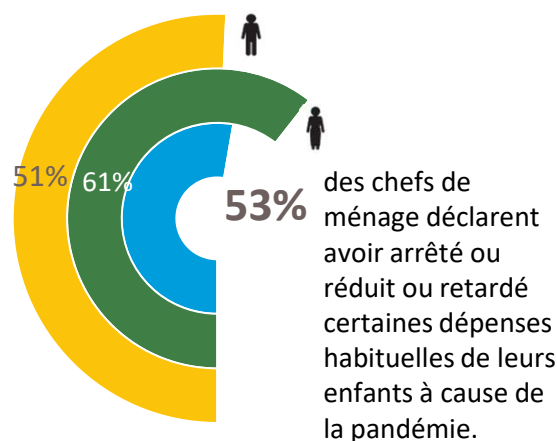
Malgré cette proportion élevée, on peut dire qu'après ces quelques mois de crise, les dépenses habituelles des ménages spécifiques aux enfants semblent avoir été légèrement mieux protégées que les autres types de dépenses examinées ci-dessous, notamment dans les ménages dirigés par des hommes.



Les principales dépenses pour les enfants que les chefs de ménage ont arrêtées, réduites ou retardées sont l'achat de vêtements et de jouets (36% des femmes chefs de ménage et 29% des hommes chefs de ménage), peut-être considérées comme les dépenses les moins essentielles en période de crise. Viennent ensuite les dépenses liées à la scolarité pour 35% des chefs de ménage femmes et 25% des chefs de ménage hommes. Enfin, plus d'un quart des chefs de ménages (26%) ont arrêté, réduit ou retardé les dépenses de produits laitiers et autres aliments spéciaux pour enfant.

GRAPHIQUE 22

Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage pour les enfants par sexe du chef de ménage (%)

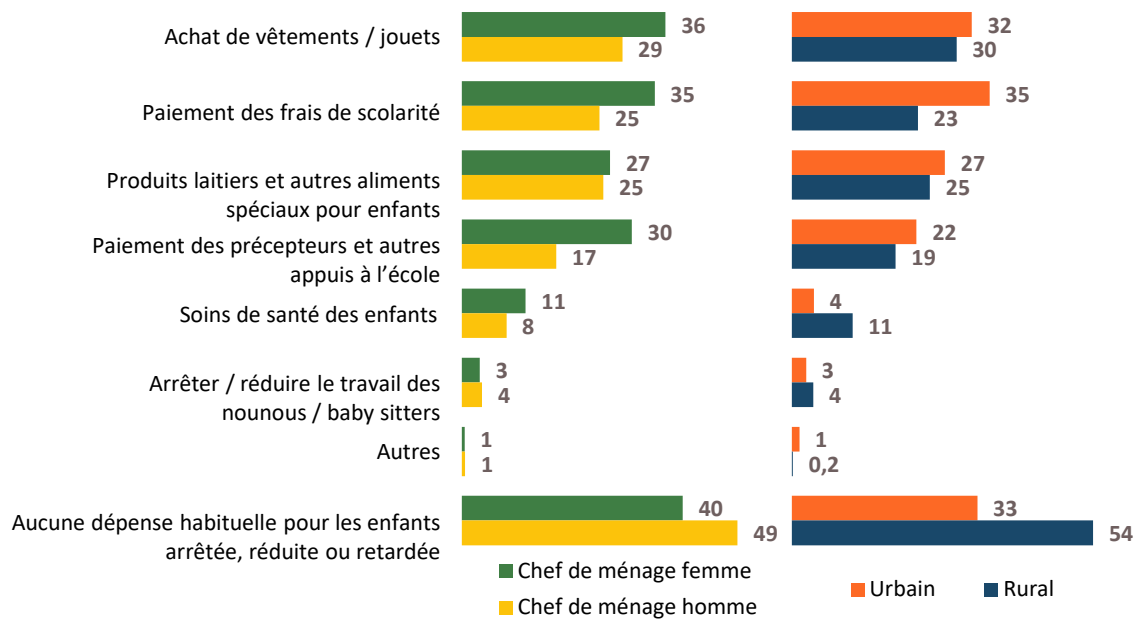


Les chefs de ménage hommes ont préservé plus les dépenses liées aux enfants que les chefs de ménage femmes, en effet 49% des chefs de ménage hommes ont déclaré ne pas avoir diminué les dépenses liées aux enfants contre 40% des chefs de ménage femmes.

Là encore le milieu urbain a particulièrement souffert, avec seulement un tiers des chefs de ménage qui n'ont pas diminué les dépenses pour les enfants contre la moitié pour les chefs de ménage de milieu rural (Graphique 23 et Tableau 33 en annexe).

GRAPHIQUE 23

Décision de réajustement des dépenses habituelles du ménage pour les enfants par sexe du chef du ménage et le milieu de résidence (%)



9% des chefs de ménage déclarent avoir limité les frais de santé pour leurs enfants. et cela concerne 11% des femmes chefs de leur ménage contre 8% des hommes chefs de ménage. Mais c'est entre les milieux de résidence que cette différence de pratique est la plus importante : en effet, 11% des chefs de ménages ruraux ont répondu avoir limité les frais de santé relatifs aux enfants contre seulement 4% des chefs de ménages urbains.

10. STRATEGIE D'ADAPTATION DES MENAGES

Les stratégies d'adaptation sont des mécanismes que les ménages mettent en place en temps de crise pour pallier leurs effets négatifs et permettre à ses membres de continuer à vivre.

Ces stratégies d'adaptation peuvent sauver des vies et certaines sont réversibles une fois la crise passée (baisse de la quantité ou qualité de l'alimentation par exemple) d'autres ne le sont pas (vente de biens de production, migration ou mariage des enfants) et peuvent mener jusqu'à la dissolution complète du ménage. La crise induite par la pandémie COVID-19 a obligé les ménages à mettre en place un certain nombre de stratégies d'adaptation dont la fréquence et l'intensité dépendent de la situation économique du ménage avant la crise. Dans le questionnaire de cette enquête, nous avons listé 10 stratégies d'adaptation (voir questionnaire en annexe 1).

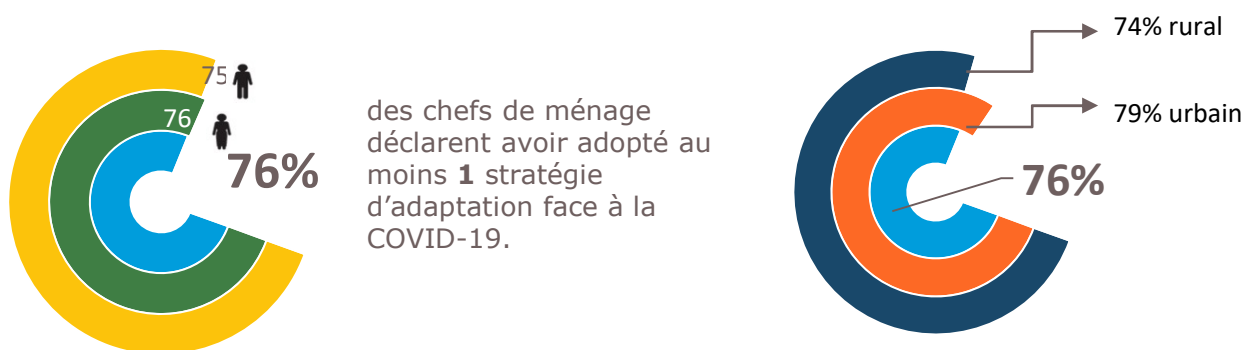
La collecte des données de cette enquête a été réalisée entre le 28 octobre 2020 et le 23 novembre 2020 soit 7 mois après le début de la crise, ce qui a laissé le temps aux ménages de développer des stratégies d'adaptation.

10.1. Nombre de stratégies d'adaptation mises en place par les ménages

Plus de trois quarts des chefs de ménage déclarent que leur ménage a adopté au moins une stratégie d'adaptation spécifique depuis le début de la crise de la COVID-19 (graphique 24), l'ordre de grandeur est le même pour les chefs de ménage hommes ou femmes, mais le phénomène est plus accentué en milieu urbain (79% contre 74% en milieu rural).

GRAPHIQUE 24

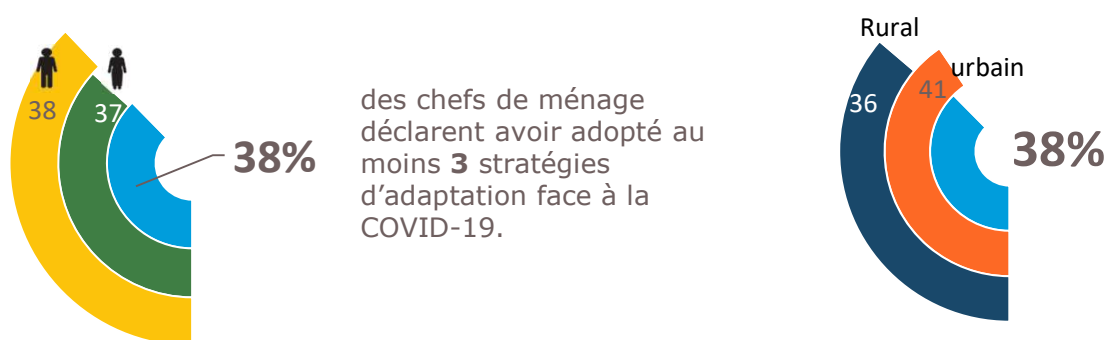
Adoption d'au moins 1 stratégie d'adaptation des ménages et selon le sexe du chef de ménage (%)



Près de 4 chefs de ménage sur 10 (38%) ont adapté 3 stratégies d'adaptation ou plus. Le phénomène est également plus marqué en milieu urbain (41%) qu'en milieu rural (36%) (Graphique 25).

GRAPHIQUE 25

Adoption d'au moins 3 stratégies d'adaptation des ménages et selon le sexe du chef de ménage (%)

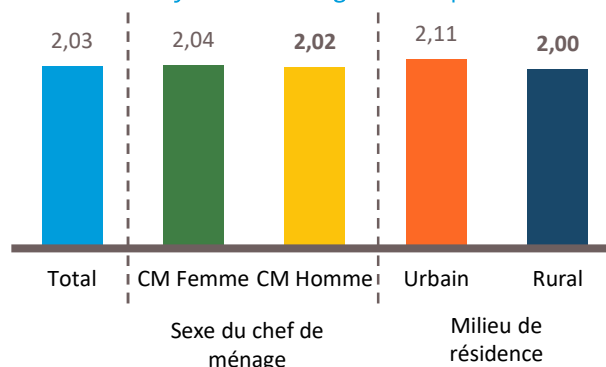


Le nombre moyen de stratégies d'adaptation mise en place par les chefs de ménages maliens est de 2,0 sur les 10 listées dans le questionnaire et les ménages urbains ont déployé légèrement plus de stratégies différentes que les ménages ruraux (Graphique 26).

10.2. Types de stratégies d'adaptation mises en place par les ménages

Parmi les stratégies adoptées par les chefs de ménage, les plus fréquentes sont la réduction de la qualité de l'alimentation (47% des chefs de ménage hommes et 49% des chefs de ménage femmes), le fait de prendre du travail supplémentaire (37% des chefs de ménage hommes et 31% des chefs de ménage femmes), l'emprunt d'argent de biens ou de nourriture aux proches (35% des chefs de ménage hommes et 34% des chefs de ménage femmes), et la réduction de la quantité de nourriture qui est plus importante chez les chefs de ménage femmes (38%) contre 31% chez les chefs de ménage hommes. Les chefs de ménage du milieu urbain ont réduit particulièrement la qualité (56%) et la quantité de nourriture (36%) par rapport aux chefs de ménage du milieu rural (43% et 31%).

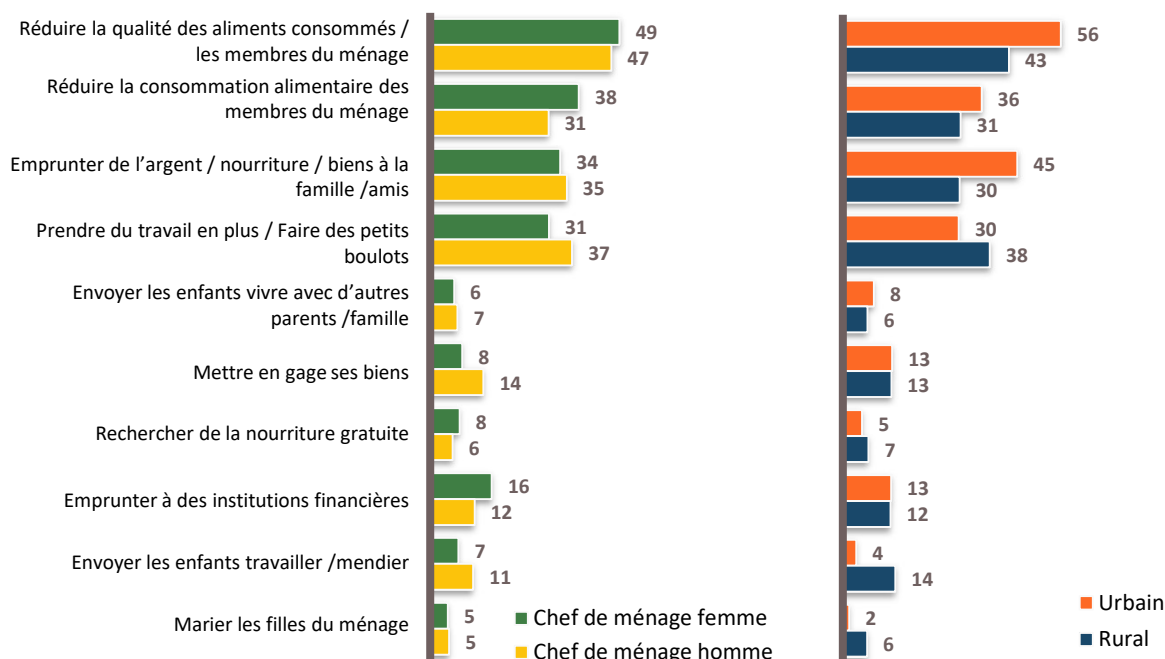
GRAPHIQUE 26
Nombre moyen de stratégies d'adaptation



Les chefs de ménage du milieu urbain ont eu également plus souvent recours à l'emprunt d'argent de nourriture ou de biens auprès d'amis ou de famille (45%) que ceux du milieu rural (30%) alors que cette stratégie d'adaptation a été adoptée au même niveau par les chefs de ménage hommes et femmes. Par contre, l'emprunt à des institutions financières est plus signalé par les chefs de ménage hommes que femmes, respectivement 16% et 12% alors qu'il n'y a pas de différence très marquée selon le milieu de résidence.

GRAPHIQUE 27

Stratégie d'adaptation des ménages selon le sexe du chef de ménage et le milieu de résidence du ménage (%)



Des stratégies plus radicales ont été mises en place. Ainsi, 7% des chefs de ménage ont envoyé des enfants vivre ailleurs, 5% ont marié des filles du ménage et 10% ont envoyé leurs enfants travailler ou mendier. Les chefs de ménage hommes ont plus utilisé ces stratégies que les chefs de ménage femmes, et les chefs de ménage ruraux plus que les chefs de ménage urbains (Graphique 27).

Si après quelques mois de crise les comportements radicaux vis-à-vis de enfants sont déjà aussi visibles, il est à craindre que leur prévalence n'augmente avec la durée de la crise.

En effet, les ménages risquent d'atteindre leurs limites de réajustements internes (réduction alimentaire par exemple), avant de passer plus fréquemment à des recours externes (dons, emprunts, ventes de biens) pour finalement mettre en place à ces stratégies radicales si néfastes aux enfants, si des mesures d'accompagnement adéquates ne sont pas mises en place.

11. TACHES DOMESTIQUES

Le travail domestique non rémunéré est effectué chaque jour dans le monde entier et est essentiel au bien-être d'une société. La majorité des tâches telles que le nettoyage, la cuisine et la garde et l'assistance aux enfants ou aux personnes âgées sont exécutés par des femmes et des filles et ne sont généralement pas rémunérées.

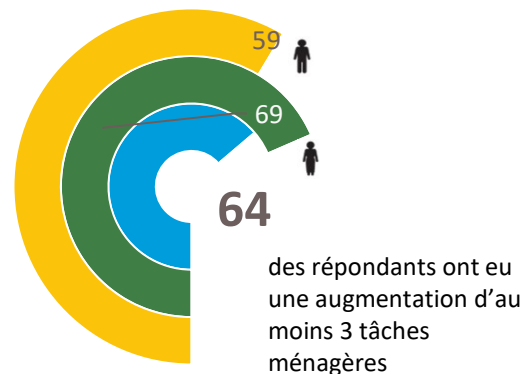
Depuis le début de la crise de la COVID-19, la fermeture des écoles, le confinement à domicile le cas échéant et le couvre-feu ont été des mesures qui ont bouleversé la vie quotidienne des ménages et obligé les populations à des réaménagements importants de leur façon de vivre et gérer leur temps au sein de leur foyer. La pandémie a mis en évidence le rôle essentiel des soins et tâches domestiques particulièrement accrus en temps de crise sanitaire. Contrairement aux crises humanitaires précédentes, avec la COVID-19, ces tâches et soins domestiques sont une dimension clé de la réponse d'urgence, compte tenu de la fermeture des écoles, de la vulnérabilité des personnes âgées et des restrictions de mobilité limitant la disponibilité des travailleurs domestiques. La pandémie contraint aussi les populations et communautés à renforcer l'hygiène individuelle et collective à travers le strict respect des mesures barrières et de distanciation sociale. L'adoption de ces mesures, considérées les plus efficaces, pour freiner voire stopper la propagation du virus, conduit à une augmentation du temps consacré à l'entretien et nettoyage des locaux de résidence des ménages. En conséquence, de nombreuses femmes et hommes dans le monde sont devenus des enseignants, des infirmières et des cuisiniers, entre autres, avec une charge de travail augmentant considérablement, quasiment sans aucune possibilité de sous-traitance des activités ménagères au risque d'introduire l'infection à domicile.

Ce volet de la présente enquête vise à analyser si la population vivant au Mali consacre plus ou moins de temps qu'avant la crise à une série de 8 activités liées aux tâches domestiques et activités de soins du ménage.

64% des répondants ont connu une augmentation de l'intensité du travail domestique et de soins non rémunérés (mesurée en effectuant au moins trois activités domestiques ou de soins) depuis la propagation de la COVID-19, comme indiqué dans le graphique 28. Cette augmentation est rapportée par 69% des femmes et par 59% des hommes.

GRAPHIQUE 28

Augmentation d'au moins 3 tâches ménagères selon le sexe (%)



Les études menées par ONU Femmes²⁰ dans les autres régions du monde ont montré que si la charge des tâches et soins domestiques restent principalement dévolue aux femmes, les hommes pendant cette crise de la COVID-19, ont augmenté également de façon conséquente le temps qu'ils consacrent à certaines de ces tâches habituellement. Ainsi, il faut noter qu'entre 19 et 54% d'hommes interrogés ont déclaré consacrer plus de temps aux tâches ménagères (nettoyage des locaux, 54%, préparation des repas, 30%, courses, 26% et chercher de l'eau et du bois, 19%).

Le nettoyage et l'entretien du logement est la tâche qui a pris plus de temps qu'avant la COVID-19 pour le plus de répondants, 61% sont concernés, 69% des femmes et 54% des hommes.

Suivent ensuite les tâches liées aux enfants : les femmes ont plus augmenté que les hommes le temps consacré à s'occuper des enfants de tout âge et à leur instruction, mais les hommes se sont malgré tout investis beaucoup plus qu'avant la crise sanitaire.

Ainsi, 59% des hommes ont augmenté le temps passé à s'occuper des enfants de 0 à 4 ans pour 63% des femmes.

Il est à noter que si les hommes s'investissent dans les tâches liées aux enfants ou aux personnes âgées en proportion relativement proche des femmes, ce n'est pas le cas pour les tâches de cuisine. En effet, 50% des hommes ne s'occupent pas des repas contre seulement 11% des femmes. (Graphique 29).

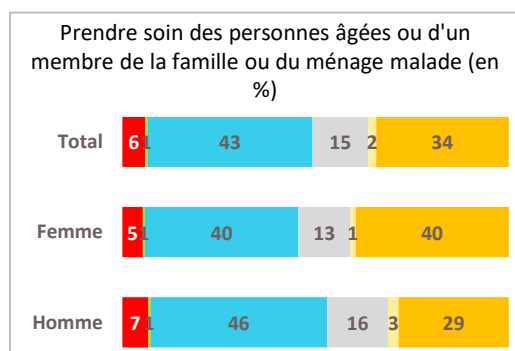
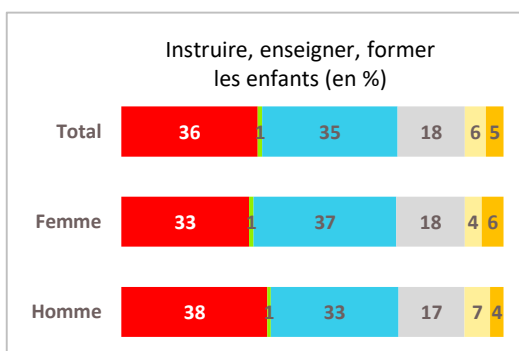
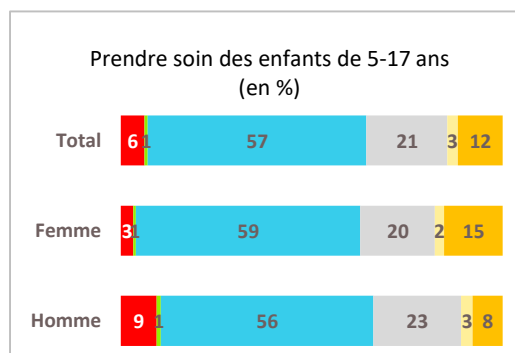
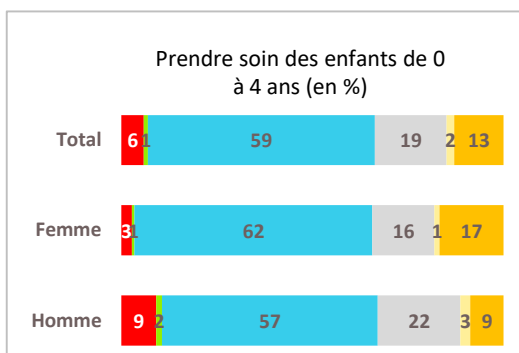
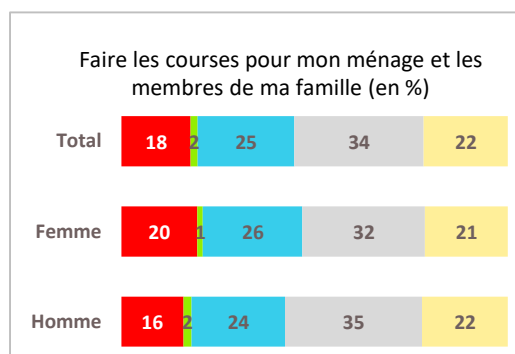
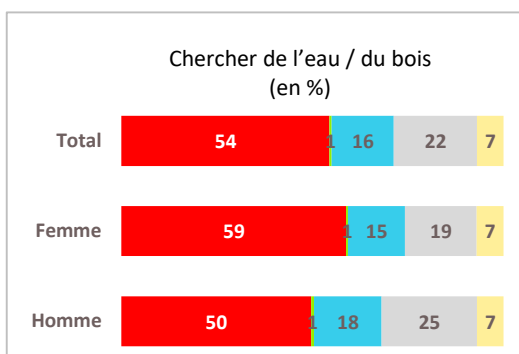
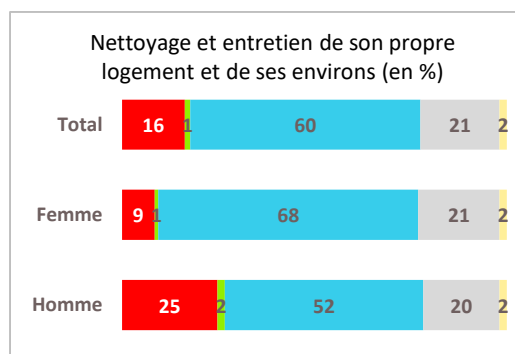
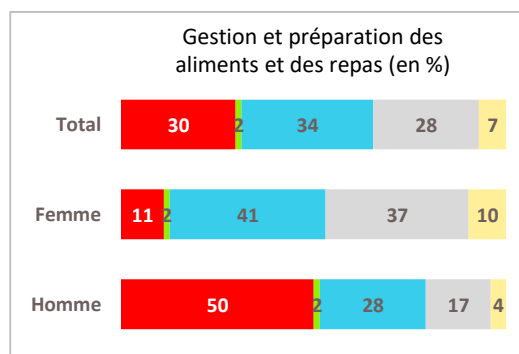


²⁰Unlocking the lockdown: The gendered effects of COVID-19 on achieving the SDGs in Asia and the Pacific
- The impact of COVID-19 on women's and men's lives and livelihoods in Europe and Central Asia, both reports available <https://data.unwomen.org/>

GRAPHIQUE 29

Changement dans le temps consacré aux tâches domestiques selon le sexe (%)

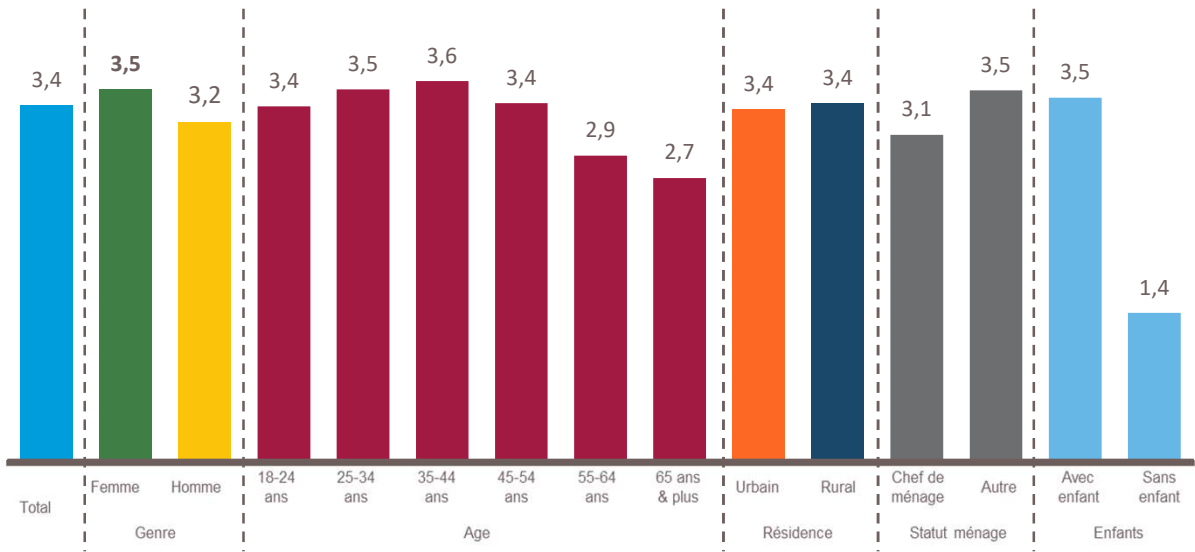
- Je ne le fais pas ■ Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
■ Plus de temps ■ Temps est resté le même



Le nombre moyen de tâches dont le temps a augmenté est de 3,4 sur 8 pour l'ensemble de la population interrogée. Au Mali, pendant cette période de propagation de la COVID-19, le fardeau des activités ménagères repose sur les femmes de manière prépondérante (en moyenne 3,5 tâches dont le temps a augmenté pour 3,2 pour les hommes).

Cette augmentation préserve les plus âgés, mais touche autant les ménages urbains que ruraux (Graphique 30).

GRAPHIQUE 30
Nombre moyen de tâches domestiques dont le temps a augmenté



12.EFFETS SUR LA SANTE

Toute personne a le droit de jouir du meilleur état de santé susceptible d'être atteint, lui permettant de vivre dans la dignité. Le droit à la santé est indissociable du droit à la vie et la COVID-19 met à l'épreuve la capacité des États à protéger ce droit. La maladie affecte de manière disproportionnée les femmes et les filles pour de multiples raisons :

(1) Devant assumer davantage de responsabilités dans le cadre familial, elles sont exposées à des risques d'infection plus importants.

(2) Au niveau global, elles représentent 70 % de la main d'œuvre du secteur de la santé ce qui les met en contact direct avec les personnes infectées.

(3) Les femmes et filles enceintes et celles qui viennent d'accoucher peuvent être particulièrement vulnérables aux maladies infectieuses, en particulier si elles ont des maladies respiratoires existantes, et sont susceptibles d'avoir un contact régulier avec les services de santé les exposant à des risques.

Par ailleurs, les systèmes de santé surchargés, la réaffectation des ressources, et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont aussi nui à la santé et aux droits des femmes et des filles notamment en matière de sexualité et de procréation, y compris leur accès aux soins maternels et infantiles; aux soins liés à l'avortement sécurisé ; aux informations et à l'éducation concernant la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation ; à la contraception et aux médicaments pour le traitement du VIH/sida et autres infections sexuellement transmissibles. Avant la crise le système de santé malien était déjà fragile comme le montrent certains indicateurs. Ainsi, selon la banque mondiale, le taux de mortalité infantile avant l'âge de 5 ans est de 94 pour 1000 au Mali en 2019.

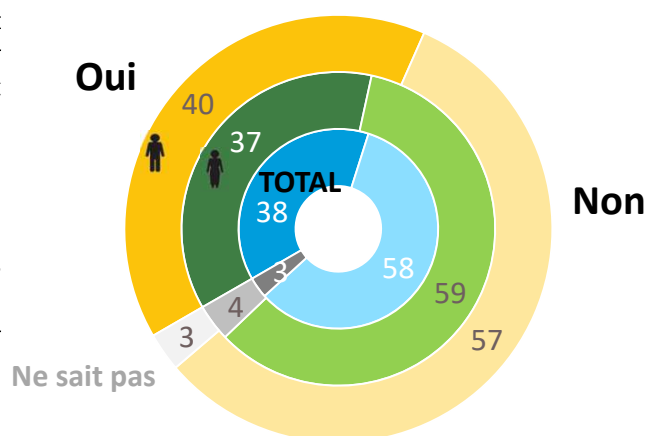
Cette section du rapport a pour objectif de présenter les données sur la perception de la vulnérabilité de l'individu face à la COVID-19, les effets sur la santé psychologique et sur l'accès aux soins médicaux, y compris les soins de santé sexuelle et reproductive.

12.1. Perception du risque d'attraper la COVID-19

38% des répondants disent se sentir à risque d'attraper la COVID-19, 37% des femmes et 40% des hommes (Graphique 31). 36% des personnes vivant avec au moins une incapacité se sentent à risque d'attraper la COVID-19, 38% des femmes et 34% des hommes (Tableau 13.2 en annexe).

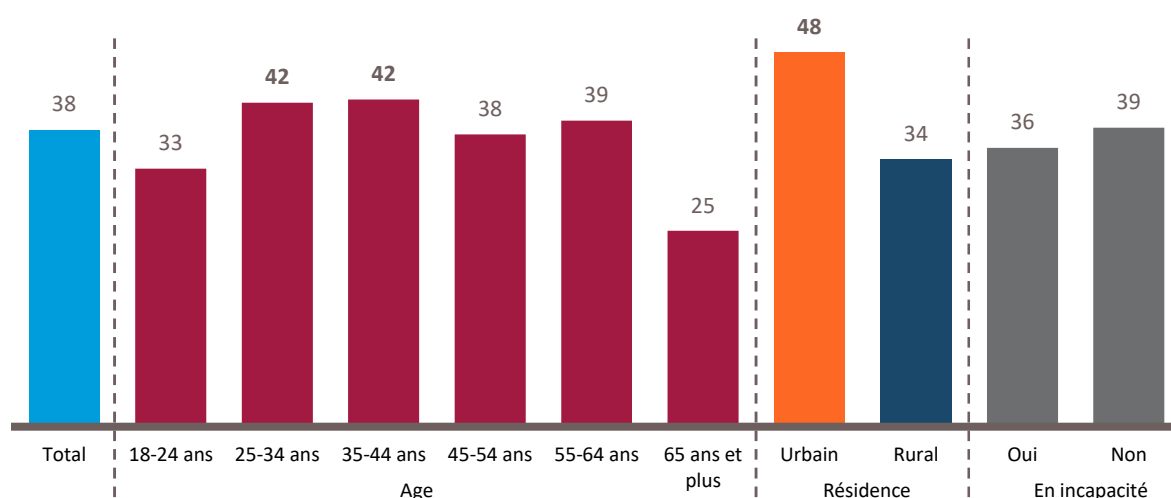
GRAPHIQUE 31

Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus par sexe (%)



GRAPHIQUE 32

Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus par âge, milieu de résidence et incapacité (en %)



Plus le niveau d'instruction augmente, plus le sentiment du risque d'attraper la COVID-19 est élevé : 30% pour les non instruits jusqu'à 57% pour les répondants ayant fait des études supérieures (Tableau 13.1 en annexe). Les personnes les plus instruites ont plus facilement accès à l'information sur internet, donc probablement plus d'informations sur l'étendue de la pandémie dans le monde, ce qui renforce sûrement leur inquiétude.

De même, les populations urbaines se sentent beaucoup plus à risque d'attraper le virus que les ruraux (48% contre 34%). Ceci est bien sûr lié à la densité de population dans les villes et au fait que c'est dans les villes que la prévalence de la pandémie est la plus importante. Les 25-44 ans se sentent plus à risque d'attraper la COVID-19 que la population globale (Graphique 32).

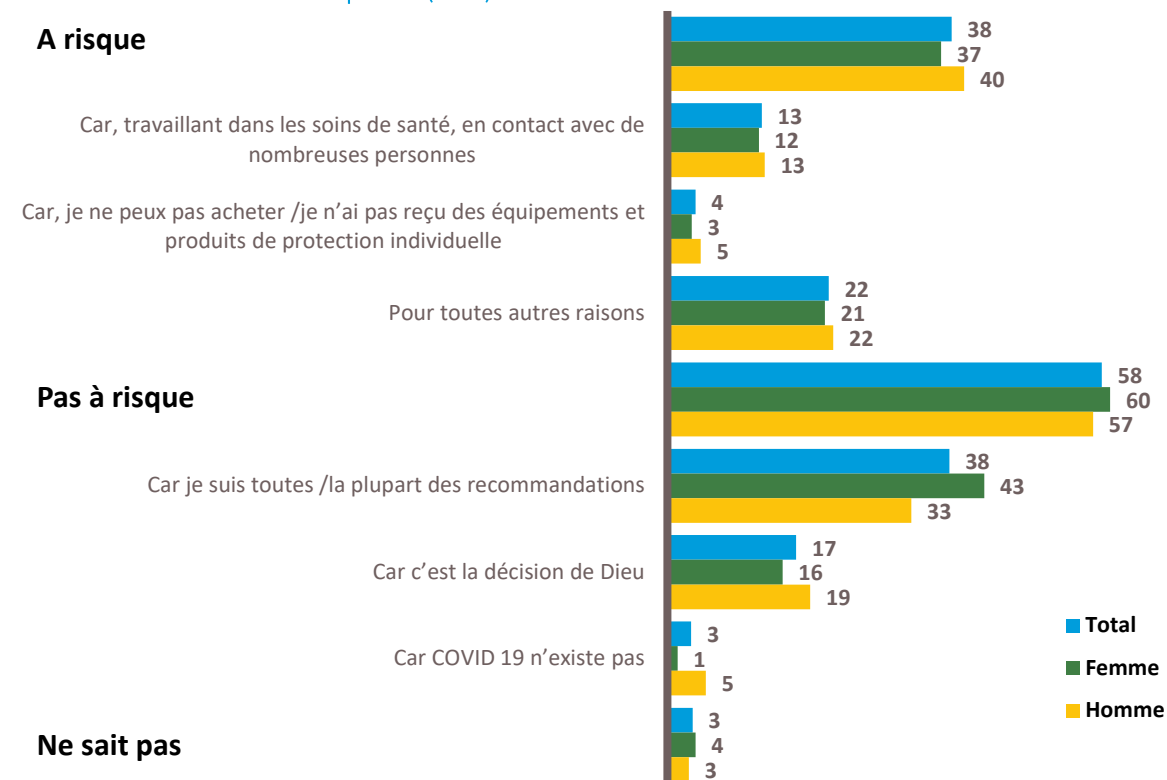
Chaque répondant a donné les raisons pour lesquelles elle/il se sentait ou non à risque d'attraper le virus COVID-19 : 13% des répondants se sentent à risque car travaillant dans le milieu de la santé, 22% des personnes se sentent à risque mais sans raisons spécifiques qui expliqueraient ce sentiment.

58% des personnes, 60% des femmes et 57% des hommes ne se sentent pas à risque d'attraper la COVID-19, 38% car elles suivent les recommandations (gestes barrières...), 17% par la grâce de Dieu et 3% car elles pensent que la COVID-19 n'existe pas. 2 personnes sur 10 pensent donc ne pas être à risque grâce à Dieu ou car la maladie n'existe pas. Cette perception d'être ou non à risque d'attraper la COVID-19 est détaillée dans le graphique 33.



GRAPHIQUE 33

Raison pour lesquelles on se sent ou non à risque d'attraper le coronavirus par sexe selon l'âge, le milieu de résidence et l'incapacité (en %)



12.2. Effets sur la santé psychologique

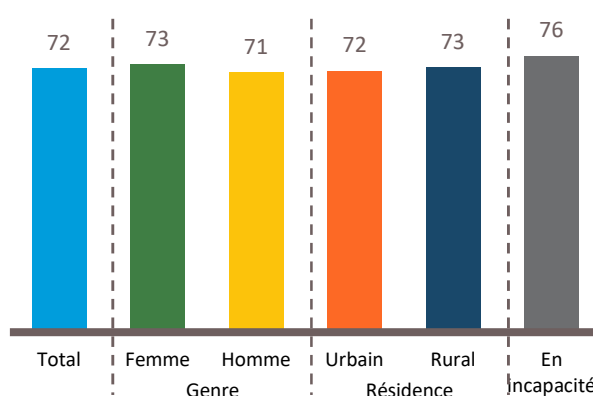
72% des répondants disent que leur propre santé psychologique / mentale / émotionnelle (le stress, l'anxiété, etc.) a été affectée par la crise COVID-19. Les femmes (73%) sont plus nombreuses à déclarer être affectées émotionnellement et psychologiquement par la COVID-19 que les hommes (71%) (Graphique 34).

Bien que le nombre de cas de COVID-19 soit plus important en milieu urbain qu'en milieu rural, les répondants ruraux sont légèrement plus affectés psychologiquement par la crise que les urbains (73% contre 72%). La régulation des transports mise en place et les difficultés d'accès aux soins et à l'éducation sont certainement des facteurs augmentant le stress et l'anxiété des populations rurales.

Le niveau de stress lié à la COVID-19 est aussi très élevé parmi les personnes vivant avec une incapacité. Plus des trois-quarts (76%) d'entre elles se sentent émotionnellement et psychologiquement affectées par la COVID-19, dont 75% des femmes et 76% des hommes (Graphique 34 et Tableau 14.2).

GRAPHIQUE 34

Impact psychologique de la COVID-19 selon le sexe, le milieu de résidence et l'incapacité (en %)



12.3. Effets sur l'accès aux soins médicaux

12.3.1. Accès aux soins de santé des membres du ménage

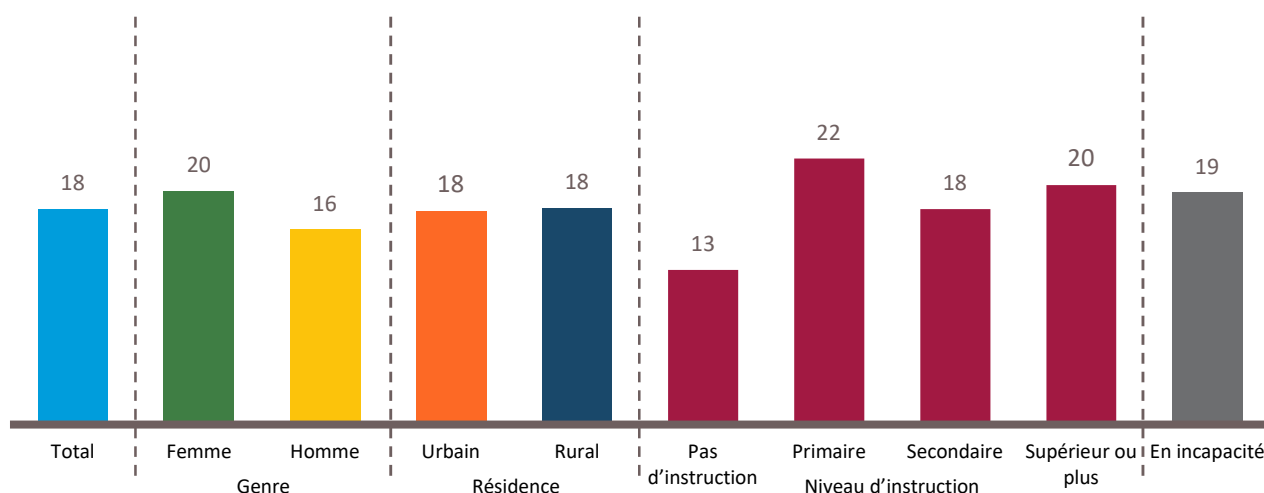
18% des répondants qui ont eu besoin de soins médicaux, 20% des femmes et 16% des hommes, déclarent avoir eu des difficultés voire impossibilités d'accès aux services.

L'accès aux services de santé est plus difficile voire impossible depuis le début de la crise en partie à cause des postes de santé qui ont limité leurs services voire les ont suspendus, en plus des médecins qui ont été mis en quarantaine.

Il n'y a pas de différence entre le milieu urbain et le milieu rural. 19% des personnes vivant avec au moins une incapacité ont rencontré des difficultés d'accès aux soins, 21% des femmes et 17% des hommes (Graphique 35 et Tableau 15.2).

GRAPHIQUE 35

Accès difficile ou impossible aux soins médicaux pour les personnes qui en ont eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)



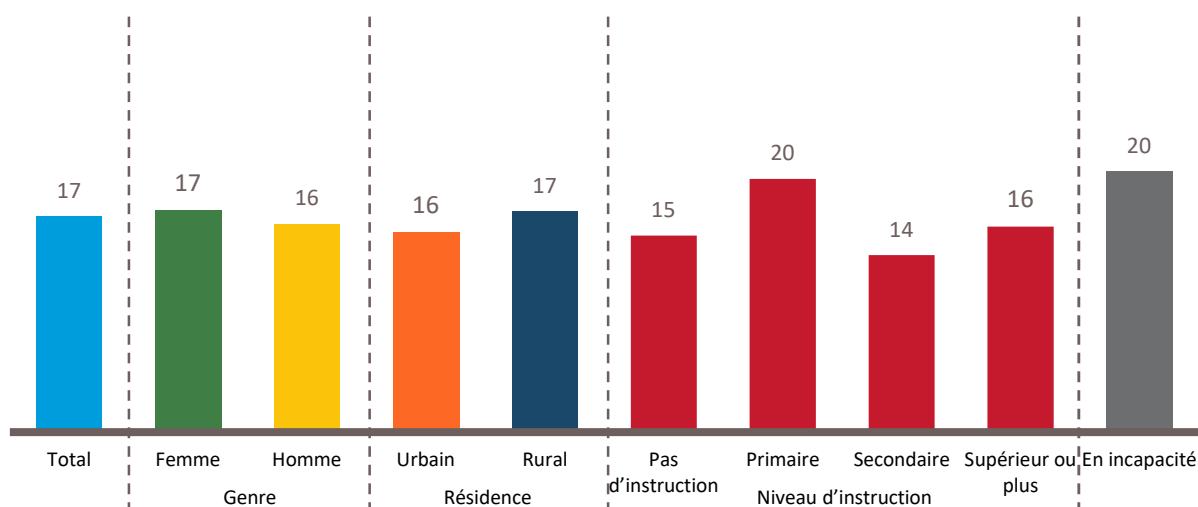
12.3.2. Accès aux soins de santé pour les enfants du ménage

17% des répondants qui ont eu besoin de soins médicaux pour les enfants déclarent avoir eu des difficultés voire l'impossibilité d'accès aux services de santé, 17% des femmes et 16% des hommes (Graphique 36). 20% des personnes vivant avec au moins une incapacité ont rapporté avoir eu des difficultés à accéder à des services de soin pour enfants dont 21% de femmes et 19% d'hommes (Tableau 16.2).



GRAPHIQUE 36

Accès difficile ou impossible aux soins médicaux pour les enfants qui en ont eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)



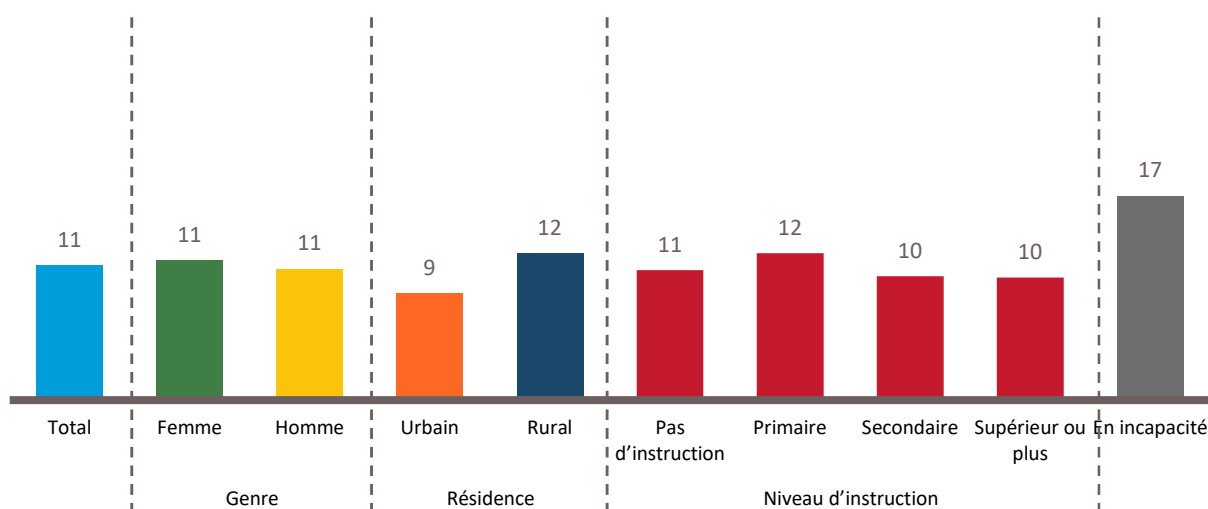
12.3.3. Accès aux services de santé de la reproduction

11% des répondants qui avaient besoin de soins liés à la santé de la reproduction (contraception, dépistage et traitement des MST et du VIH, traitement de l'infertilité, soins aux survivantes de violences basées sur le genre, soins liés à la grossesse), n'ont pas pu ou ont eu des difficultés d'accès aux services de planification, et ce quel que soit le sexe.

L'accès à ces services a été plus difficile pour les populations rurales (12%) que pour les populations urbaines (9%) (Graphique 37). 17% des personnes porteuses d'au moins une incapacité ont eu des difficultés ou n'ont pas pu accéder à ces services.

GRAPHIQUE 37

Accès difficile ou impossible aux services de planification familiale pour les personnes en ayant eu besoin selon certaines caractéristiques (en %)



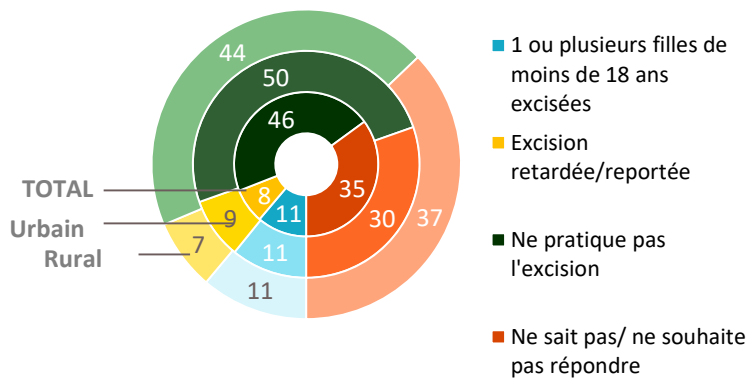
12.4. Excision des filles de moins de 18 ans

Un effet collatéral de la COVID-19 pourrait également être un nombre moindre d'interventions d'excision. La question posée aux répondants visait à savoir si depuis le début de la crise COVID-19 une ou plusieurs filles de leur ménage avait été excisée ou bien si cet acte avait été retardé/reporté. Les trois quarts des chefs de ménage ont au moins une fille de moins de 18 ans dans leur ménage.

Moins d'un répondant chef de ménage ayant dans son ménage au moins une fille de 18 ans sur 10 (8%) dit avoir retardé des excisions dans son ménage comme le montre le Graphique 38, sans différence notable selon le milieu de résidence (Graphique 39). Il est à noter que plus du tiers des répondants chefs de ménage ayant au moins une fille de moins de 18 ans dans leur ménage n'a pas voulu se prononcer sur cette question.

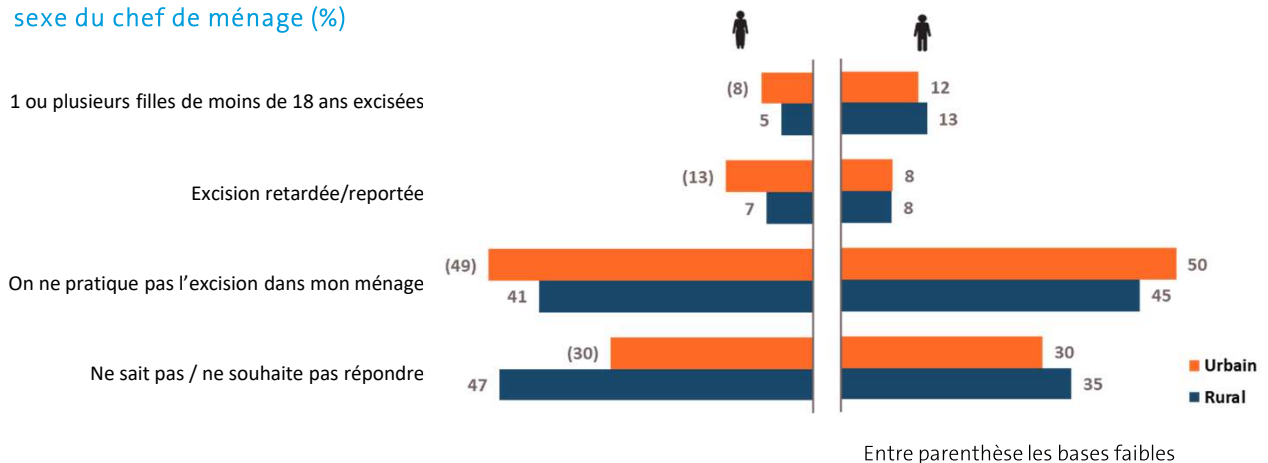
GRAPHIQUE 38

Excision des filles de moins de 18 ans pendant la crise de la COVID-19 (%)



GRAPHIQUE 39

Excision des filles de moins de 18 ans pendant la crise de la COVID-19 selon le milieu de résidence et le sexe du chef de ménage (%)



13. EFFETS SUR LA DISCRIMINATION, LA SANTE ET LA VIOLENCE

13.1. Discrimination

La discrimination est au cœur des inégalités en termes d'obtention et de jouissance des droits de l'homme. L'élimination de la discrimination est inscrite dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans les principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Dans le programme de développement durable à l'horizon 2030, les chefs d'État et de gouvernement se sont fermement engagés à «ne laisser personne de côté», à «éliminer la discrimination» et à mettre en œuvre le programme «d'une manière compatible avec les droits et obligations des États selon la loi internationale»²¹. La collecte de données sur la prévalence de la discrimination (indicateur ODD 10.3.1 / 16.b.1) est essentielle en tant qu'étape vers la réalisation du programme de développement durable à l'horizon 2030 et contribue aux efforts des Nations Unies pour protéger les personnes et reconstruire mieux compte tenu de la COVID-19. En outre, les données sur la prévalence de la discrimination ventilée par groupes vulnérables et marginalisés sont particulièrement importantes pour garantir que les défis auxquels ces groupes sont confrontés sont identifiés et traités.

La COVID-19 et ses conséquences ont touché certains groupes de façon disproportionnée, ce qui fait ressortir des inégalités structurelles sous-jacentes et des discriminations omniprésentes, qu'il convient de combattre, pendant la riposte comme au lendemain de la crise. Comme rappelé par le Secrétaire Général des Nations Unies²², dans toutes les sphères, qu'il s'agisse de la santé, de l'économie, de la sécurité ou encore de la protection sociale, les ravages causés par la COVID-19 sont encore plus graves pour les femmes et les filles, du seul fait de leur genre. Gagnants généralement moins d'argent que les hommes, elles

ressentent particulièrement les effets économiques de la pandémie. La réaffectation des ressources et des priorités, y compris les services de santé sexuelle et procréative, a des répercussions sur leur santé. La charge des soins non rémunérés s'est accrue et les violences de genre ont connu, au niveau global, une augmentation exponentielle sous l'effet des pressions économiques et sociales engendrées par la pandémie de COVID-19.

13.1.1 Sentiment d'avoir été victime de discrimination

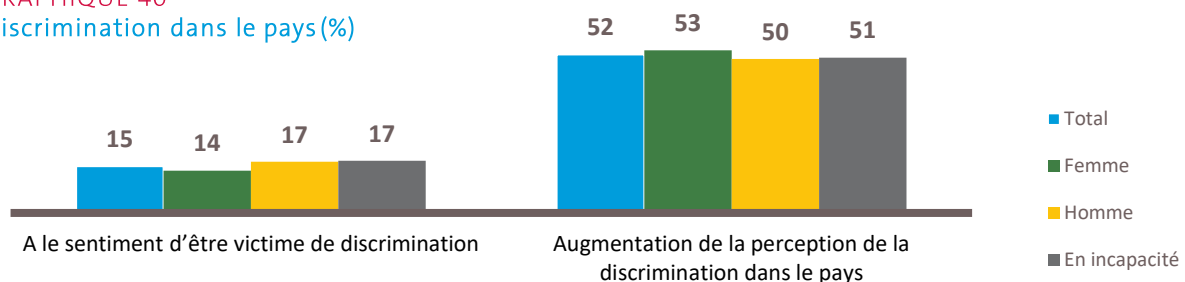
15% des répondants ont le sentiment d'avoir été victime de discrimination depuis le début de la crise liée à la COVID-19, 14% des femmes et 17% des hommes. 17% des personnes vivant avec au moins une incapacité se sont senties victimes de discrimination depuis le début de la crise, 20% des femmes et 13% des hommes (Graphique 40 – Tableau 18.2).

13.1.2. Augmentation de la discrimination dans le pays

52% de la population interrogée affirme avoir ressenti une augmentation de la discrimination dans le pays avec presque aucune différence entre les femmes et les hommes, ni avec les personnes vivant avec au moins une incapacité.

Le sentiment d'une augmentation de la perception de discrimination dans le pays est beaucoup plus élevé que le sentiment d'être victime de discrimination comme le montre le graphique 40.

GRAPHIQUE 40
Discrimination dans le pays(%)



²¹Résolution 70/1 de l'Assemblée générale, Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 A/ RES / 70/1 (25 septembre 2015).

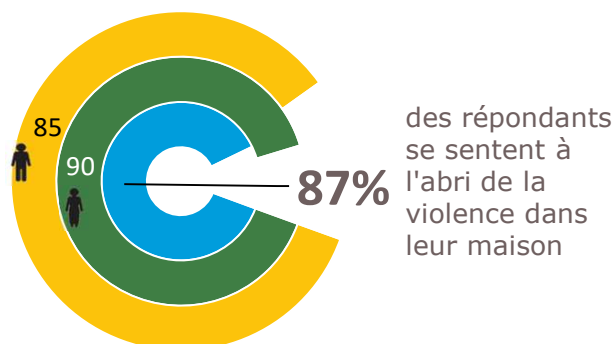
²²Nations Unies, Note de synthèse : l'impact de la COVID-19 sur les femmes, 9 avril 2020

13.2. Sécurité

87% des répondants se sentent en sécurité dans leur maison (Graphique 41). Dans l'ensemble, les femmes se sentent plus en sécurité que les hommes (90% contre 85%). Cette proportion est la même pour les personnes vivant avec au moins une incapacité (87%), là encore les femmes se sentent plus en sécurité (89%) que les hommes (84%) (Tableau 23.2).

13% des répondants ne se sentent pas en sécurité dans leur maison, 10% des femmes et 15% des hommes. Les causes de cette inquiétude les plus citées sont liées à l'augmentation de la criminalité dans le quartier (57%), et au fait d'habiter un quartier très peuplé où les enfants jouent et se déplacent (15%) (Tableau 24 en annexe).

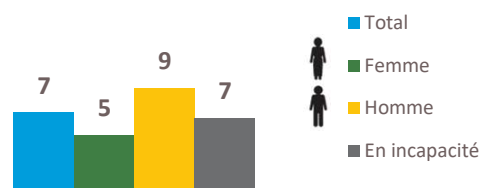
GRAPHIQUE 41
Impact sur la sécurité (%)



13.3. Menaces par les forces de l'ordre

7% des répondants déclarent avoir subi des menaces de violence de la part de la police ou d'agents de sécurité dans le cadre de la mise en place de restrictions pour répondre à la COVID-19 (restriction de mouvement, couvre-feu, fermeture de certains locaux), c'est un peu plus marqué chez les hommes que chez les femmes, mais pas pour les personnes vivant avec au moins une incapacité (graphique 42).

GRAPHIQUE 42
Menaces par les forces de l'ordre (%)



13.4. Violence au sein des ménages

La violence à l'égard des femmes et des filles persiste dans tous les pays du monde en tant que violation des droits humains et constitue un obstacle majeur à la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Avant l'apparition du COVID-19, la violence domestique contre les femmes et les filles constituait déjà l'une des principales violations des droits humains. Au cours des 12 derniers mois, 243 millions de femmes et de filles (âgées de 15 à 49 ans) dans le monde ont été victimes de violence physique ou sexuelle²³ de la part d'un partenaire intime. Une étude²⁴ conduite dans six pays du Sahel a démontré que les violences conjugales qu'elles soient physiques ou verbales sont passées de 40,6 % avant la crise de la COVID-19 à 52,2 % durant la crise liée à la pandémie soit un taux d'accroissement de 12%. Alors que la pandémie de COVID-19 poursuit sa progression, ce nombre va vraisemblablement augmenter, entraînant

de multiples répercussions sur le bien-être des femmes et des filles, leur santé sexuelle, reproductive et mentale, ainsi que sur leur capacité à participer et à diriger la relance de nos sociétés et de notre économie.

La collecte de données sur les types de violence contre les femmes et les filles, et surtout la violence domestique est essentielle pour donner la priorité à la lutte contre la violence perpétrée à l'encontre des femmes dans la riposte contre la COVID-19 et les efforts de relèvement. Cependant, collecter des données sur les violences domestiques est un exercice difficile, très spécifique et qui doit être pratiqué avec beaucoup de discernement, compte tenu du risque sécuritaire et d'accroissement de violence que cela peut faire courir aux répondants.

²³ <https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-COVID-19-response>

²⁴ Etude conduite par l'ONG Justice and Dignity for the Women of Sahel (JDWS) : Juin 2020

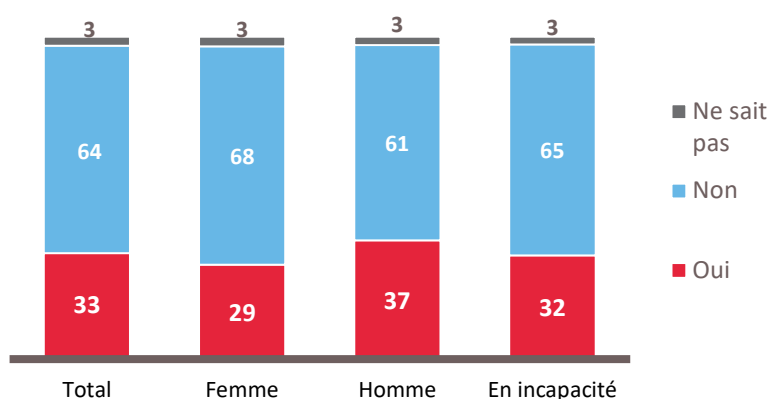
Si la méthodologie utilisée (que ce soit par entretien face-à-face, par téléphone, ou autre) ne peut pas garantir la confidentialité, l'anonymat et la sécurité des répondants, il est fortement conseillé de ne pas collecter d'information, sous peine de les exposer à plus de violence, spécialement en période de restriction de mobilité où des femmes et des enfants peuvent être enfermés avec leur agresseur^{25,26}.

Dans cette étude, il n'y a pas de questions sur la prévalence de la violence domestique. Les questions posées ont porté sur la perception d'une augmentation de la violence domestique au sein des ménages de la communauté et sur la connaissance de lieu de recours en cas de violence. Les questions ont été posées aux femmes et aux hommes.

33% des répondants estiment que la violence au sein des ménages de leur communauté a augmenté depuis que la COVID-19 oblige les gens à rester plus chez eux. Ce sentiment est plus fréquent chez les hommes (37%) que chez les femmes (29%), et est plus ressenti en milieu urbain (40%) qu'en milieu rural (30%). (Tableau 21 en annexe). Presque un tiers (32%) des personnes atteintes d'au moins une incapacité estime que la violence au sein des ménages de leur communauté a augmenté (Graphique 43).

GRAPHIQUE 43

Augmentation de la violence dans la communauté depuis le début de la COVID-19 (en %)



Parmi les personnes qui pensent que la violence a augmenté, 54% pensent que cette violence touche tout le monde de la même manière, sans discernement de sexe ou d'âge. 24% pensent que ce sont principalement les femmes et les jeunes filles qui sont les principales victimes.

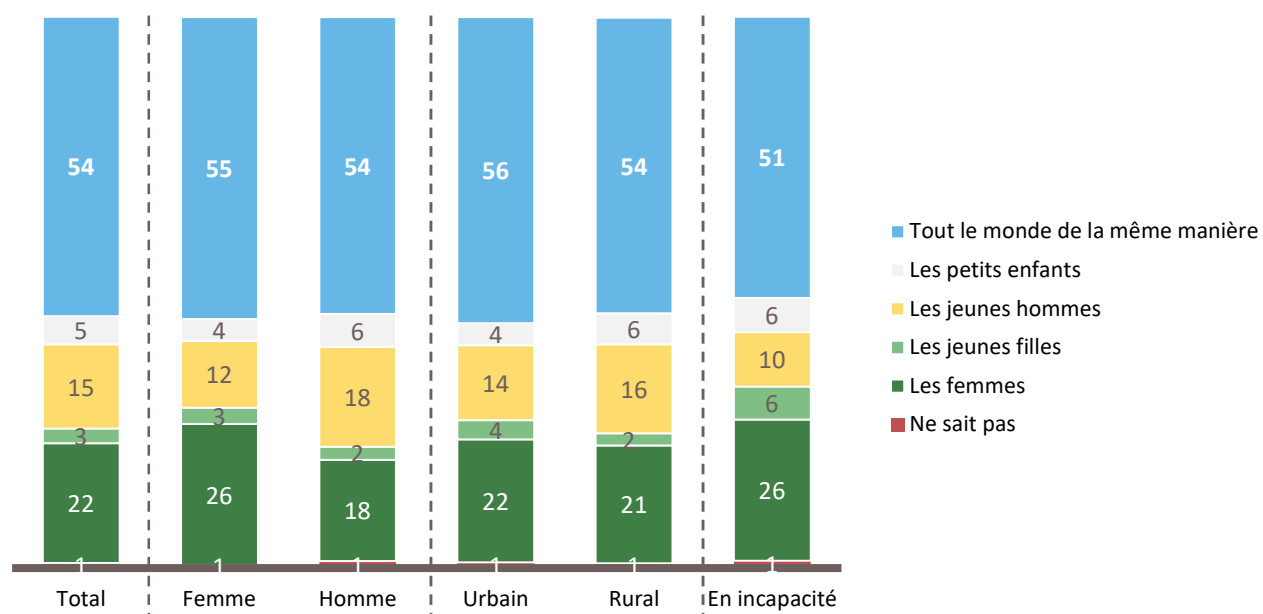
Les femmes quant à elles considèrent, plus souvent que les hommes, que ce sont les femmes et les jeunes filles les principales victimes (29% contre 20%), ainsi que les personnes vivant en milieu urbain (26%) par rapport à celles vivant en milieu rural (23% - Graphique 44).

²⁵ COVID19VAW Data decision tree, June 2020, UNFPA, UN Women and WHO

²⁶ Violence against Women and girls: data collection during COVID19, April 2020, UN Women and WHO, Joint programme on violence against women

GRAPHIQUE 44

Personnes les plus affectées par la violence dans le ménage (en %)



14. GOUVERNANCE DE LA CRISE DE LA COVID-19

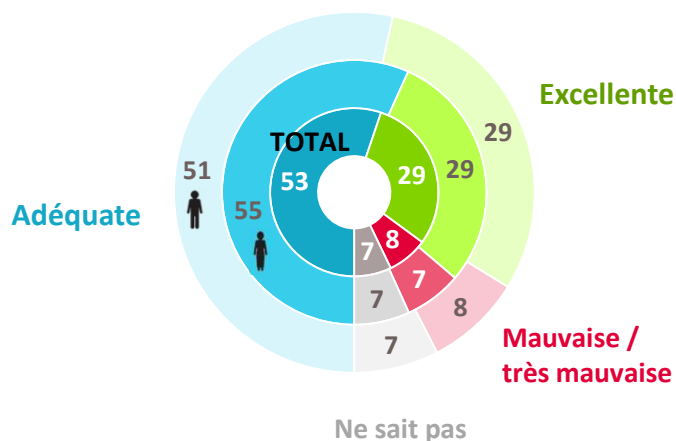
14.1. Réponses du gouvernement sur la COVID-19

82% des répondants jugent la réponse du gouvernement à la crise de la COVID-19 excellente ou

adéquate, les femmes plus fréquemment que les hommes (84% contre 81%).

GRAPHIQUE 45

Evaluation de la réponse du gouvernement (en %)



14.2. Leaders politiques féminins et leaders politiques masculins

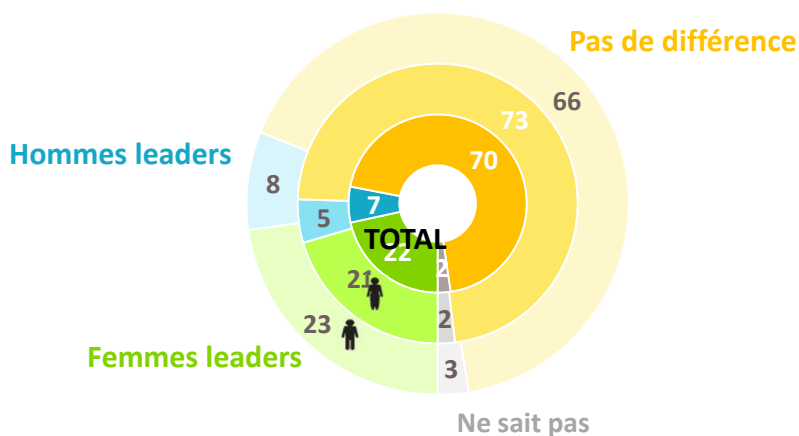
22% des personnes interrogées pensent que les femmes leaders politiques sont bien plus à même de gérer une crise comme la COVID-19 que les hommes leaders politiques (7%). Cette réponse a été citée par 21% des femmes et 23% des hommes.

Ceci pourrait démontrer le changement de tendance qui s'opère dans la vie politique malienne avec la

mise en place de la loi sur la représentativité des femmes en 2015. Le nombre de femmes parlementaires est ainsi passé de 9% en 2009 à près de 27% en 2016²⁷. Cependant force est de constater que pour plus des deux tiers de la population interrogée (70%), le fait d'être femme élue ou homme élu ne fait aucune différence dans la capacité à gérer la crise.

GRAPHIQUE 46

Choix des élus



²⁷ Source : <https://www.ipu.org/fr/actualites/actualites-en-bref/2019-03/le-parlement-du-mali-emploie-renforcer-legalite-des-sexes>

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE

Bonjour, je m'appelle [NOM DE L'ENQUETEUR] et je travaille pour [NOM DE LA COMPAGNIE]. ONU Femmes, l'UNICEF et le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies mènent une enquête sur la façon dont les femmes et les hommes sont touchés par l'épidémie de COVID-19. Les résultats de cette enquête éclaireront les programmes de ces agences pendant et après la pandémie.

Participer à cette enquête prendra 20 minutes. Toutes vos réponses resteront strictement confidentielles. Si à un moment donné, vous ne vous sentez pas à l'aise de répondre à des questions, vous pouvez choisir de ne pas y répondre. Vous pouvez également choisir d'arrêter l'entretien à tout moment.

Nous apprécions vraiment votre contribution ! Êtes-vous d'accord pour participer ?

1-Oui

2-Non FIN DU QUESTIONNAIRE

Q1. Sexe

1. Homme
2. Femme

Q2. Quel est votre âge ?

__ _ [ANNEES] SI MOINS DE 18 ANS FIN DE L'ENTRETIEN

Q.3 Etes-vous de nationalité [NOM DU PAYS] ?

1. Oui
2. Non

Q4. Ou vivez-vous actuellement?

1. Capitale/Grande ville
2. Petite ville
3. Village/milieu rural

Q5. Quel est votre niveau d'instruction ?

1. Pas d'instruction
3. Primaire
5. Secondaire
6. Supérieur ou plus
7. Autre

Q6. Quelle est votre situation matrimoniale ?

1. Célibataire
2. Marié(e) /en union monogame
3. Marié(e)/ en union polygame
4. Divorcé(e)/Séparé(e)
5. Veuf (ve)

Q7. Combien de personnes vivent dans votre ménage, vous inclus ?

1. Je vis seul(e) ALLER A Q9
2. Nombre de personnes ____

Q7.1. Combien d'enfants de moins de 18 ans vivent actuellement dans votre ménage ?

1. Nombre d'enfants de moins de 18 ans ____

Q8. Dans le ménage dans lequel vous résidez actuellement, êtes-vous :

1. Le/la chef de votre ménage
2. Le/la conjoint(e) du chef de votre ménage
3. Un enfant du chef de votre ménage
4. Un autre parent du chef de votre ménage
5. Sans lien de parenté avec le chef de votre ménage

Q8.1 Dans votre ménage, le chef de ménage est un homme ou une femme ?

1. Homme
2. Femme

Q9. Avez-vous des difficultés à faire l'une des choses suivantes : marcher, voir, entendre, se souvenir ou se concentrer, prendre soin de soi ou communiquer ?

1. Oui
2. Non

Informations sur la COVID-19

Q10. Quelle est votre principale source d'information concernant COVID-19 (risques, action préventive recommandée, stratégies d'adaptation recommandées) ?

1. Internet & media sociaux
2. Sites web du gouvernement
3. Radio
4. Télévision/Journaux
5. Téléphone (texte ou appel)
6. Services de santé
7. Communauté, y compris familles et amis
8. ONG/Organisation de la société civile
9. Autre
10. Ne sait rien au sujet de COVID-19 [FIN DU QUESTIONNAIRE](#)

Activités économiques Individuelles

Les questions suivantes visent à découvrir comment vos sources de revenus personnels ont changé depuis LE DEBUT DE L'EPIDEMIE DE COVID-19

Q11. Quelle est habituellement votre PRINCIPALE source de revenus personnels ?

1. Travail salarié secteur privé informel
2. Travail salarié secteur privé formel
3. Travail salarié secteur public
4. Indépendant (formel, 1 seule personne)
5. Indépendant (informel, 1 seule personne)
6. Employeur micro-entreprise formelle de 2 à 9 employés
7. Employeur micro-entreprise informelle de 2 à 9 employés
8. Employeur entreprise formelle de 10 à + employés
9. Employeur entreprise informelle de 10 à + employés
10. Retraite/pensionnaire
11. Argent ou biens envoyés par la famille /amis vivant ailleurs dans le pays
12. Locations de logements, investissements ou économies
13. Aide du gouvernement ou autres paiements sociaux
14. Autres sources de revenus personnels
15. Je n'ai pas de sources de revenus [ALLER A Q13](#)

Q11. 1 Quel est habituellement votre salaire mensuel ?

1. Moins de 20 000CFA
2. Entre 20 000 et moins de 50 000
3. Entre 50 000 et moins de 100 000
4. Entre 100 000 et moins de 200 000
5. Entre 200 000 et moins de 400 000
6. 400 000 et plus
7. Ne veut pas dire/NSP

Q12. DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19, avez-vous eu des changements dans votre revenu personnel ?

1. Pas de changement dans les revenus
2. Augmentation des revenus
3. Diminution des revenus
4. J'ai perdu tous mes revenus

Q13. DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19, avez-vous reçu une aide quelconque du gouvernement ?
Laquelle ?

1. Transferts d'espèces
2. Aide alimentaire
3. Appui au paiement de loyer/ arrêt de paiement de loyer
4. Matériel./Equipement de lutte anti-COVID (masques, gels, etc)
5. Non, rien

Q14 et Q15 POSÉES UNIQUEMENT À CEUX AYANT REPONDU de 4 à 9 A Q11. POUR LES AUTRES,
ALLER A Q16

Q14. Quelle sera la PRINCIPALE conséquence de la crise sur votre entreprise, si la crise s'étend au-delà de 3 mois ?

1. Licenciement du personnel
2. Fermeture de l'entreprise
3. Baisse du chiffre d'affaire
4. Problème d'accès aux matières premières, marchandises, équipements, matériels de production
5. Hausse des prix des matières premières
6. Perte de marché et/ou de clients
7. Perte de fournisseurs
8. Détérioration de matériels, équipements, matières premières, marchandises
9. Non-respect des engagements (remboursement de dettes de crédits bancaires).
10. Autres

Q15. Quel est l'appui PRINCIPAL dont vous auriez-besoin pour amoindrir les chocs négatifs de la pandémie sur votre business ?

1. Moratoire sur le paiement des loyers/eau et électricité
2. Financement/Subvention des intrants
3. Financement à des taux subventionnés/Crédit pour mon entreprise
4. Suspension des obligations fiscales pour mon entreprise
5. Différer les échéanciers du remboursement des prêts bancaires
6. Autres (à Préciser) :
7. Rien

Questions spécifiques sur COVID-19

Q16. Pensez-vous que vous êtes personnellement à risque d'attraper le COVID-19 ? Pourquoi ?

1. Non, car je suis toutes/la plupart des recommandations (port de masque, lavage des mains, distanciation sociale, ne sort que si nécessaire)
2. Non, car c'est la décision de Dieu
3. Non, car COVID-19 n'existe pas
4. Oui (car, travaillant dans les soins de santé, en contact avec de nombreuses personnes)
5. Oui, (car, je ne peux pas acheter/ je n'ai pas reçu des équipements et produits de protection individuelle, par exemple désinfectant, masques, gants)
6. Oui (pour toutes autres raisons)
7. Ne sait pas

A LA SUITE DE COVID-19, avez-vous personnellement subi l'une des conséquences suivantes ?

Q17. Ma propre santé psychologique/mentale/émotionnelle a été affectée (par exemple, le stress, l'anxiété, etc.)

1. Oui
2. Non

Q18. Je n'ai pas pu /il m'a été difficile accéder aux services médicaux/consultations ou similaires

1. Oui
2. Non
3. Pas recherché de services médicaux

Q19. Mon ménage n'a pas pu/ il a été difficile pour mon ménage d'accéder aux soins médicaux pour les enfants

1. Oui
2. Non
3. Pas eu besoin de soins médicaux

Q20. Je n'ai pas pu /il m'a été difficile accéder aux services habituels de santé de la reproduction ou de planification familiale (par exemple, contraception, dépistage et traitement des MST et du VIH, traitement de l'infertilité, soins aux survivantes de violences basées sur le genre, soins liés à la grossesse)

1. Oui
2. Non
3. Pas eu besoin de tels services

Q21. DEPUIS LE DEBUT DE LA COVID-19, avez-vous ou un membre de votre ménage mis en pratique les comportements suivants pour répondre aux besoins de base de votre ménage ?

[REPONDRE OUI OU NON A CHAQUE COMPORTEMENT 1=Oui; 2=Non]

1. Réduire la consommation alimentaire des membres du ménage (taille des rations, certains membres du ménage mangent et d'autres non, réduction du nombre de repas journaliers, etc.)	1	2
2. Réduire la qualité des aliments consommés par les membres du ménage (moins de viande/de poisson, ou autres aliments chers)	1	2
3. Envoyer les enfants vivre avec d'autres parents/famille	1	2
4. Marier les filles du ménage	1	2
5. Rechercher de la nourriture gratuite (mendicité, faire les poubelles, etc.)	1	2
6. Prendre du travail en plus/Faire des petits boulots	1	2
7. Envoyer les enfants travailler/mendier	1	2
8. Emprunter de l'argent/nourriture/biens à la famille/amis	1	2
9. Emprunter à des institutions financières	1	2
10. Mettre en gage ses biens (outils de travail/bijoux ou autres objets de valeur)	1	2

Q22. Quelles sont les dépenses habituelles de votre ménage qui ont été arrêtées, réduites ou retardées DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19 ?

1. Paiement du loyer et autres services locatifs (électricité, eau, etc.)
2. Paiement de certains produits/services de consommations courantes
3. Dépenses de loisir (abonnement télé/téléphone/ internet, sport, voyage, restaurant, etc.)
4. Envoi d'argent à la famille
5. Evénements sociaux (mariage, baptêmes, etc.)
6. Dépenses pour soins de santé
7. Arrêter/réduire le personnel domestique
8. Autres
9. Aucune dépense habituelle arrêtée, réduite ou retardée

Q23. Et quelles sont les dépenses habituelles pour les enfants de votre ménage que vous avez arrêtées, réduites ou retardées DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19 ?

1. Paiement des frais de scolarité
2. Paiement des précepteurs et autres appuis à l'école
3. Achat de vêtements/jouets
4. Soins de santé des enfants
5. Produits laitiers et autres aliments spéciaux pour enfants
6. Arrêter/réduire le travail des nounous/baby sitters
7. Autres
8. Aucune dépense habituelle pour les enfants arrêtée, réduite ou retardée

Q23.2 Depuis le début de la crise de COVID-19, est-ce qu'une ou plusieurs filles de moins de 18 ans de votre ménage a été excisée ou est-ce que cet acte a été retardé/reporté ?

1. 1 ou plusieurs fillettes/jeunes filles excisées
2. Excision retardée/reportée
3. On ne pratique pas l'excision dans mon ménage
4. Pas de filles de moins de 18 ans dans le ménage
5. Ne sait pas/ ne souhaite pas répondre

Q24. Comment évalueriez-vous jusqu'à présent la réponse du gouvernement à la crise de COVID-19 dans votre communauté ou au/en [PAYS] dans son ensemble ?

1. Excellente
2. Adéquate
3. Mauvaise
4. Ne sait pas

Q25. Selon vous, qui parmi les élues /leaders femmes et les élus /leaders hommes sont les plus à même de gérer une crise comme COVID -19 ?

1. Les femmes élues/leaders
2. Les hommes élus/leaders
3. Il n'y a pas de différence
4. Ne sait pas

Questions sur le temps de travail domestique et de soins non rémunéré

Le groupe suivant de questions vise à savoir s'il y a eu des changements dans le temps que vous consacrez DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19 à certaines activités du ménage. Il y a 5 possibilités de réponses qui sont : je ne fais pas cette activité, Je ne le faisais pas avant COVID mais maintenant j'y consacre du temps, J'y consacre plus de temps qu'avant COVID19, le temps que j'y consacre est resté le même et, J'y consacre moins de temps qu'avant COVID19. Merci de sélectionner, pour chaque activité, la réponse la plus appropriée à votre cas :

Y a-t-il eu des changements dans le temps que vous consacrez habituellement à :

Q26. Gestion et préparation des aliments et des repas ?

- Je ne le fais pas
- Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
- Plus de temps
- Temps est resté le même
- Moins de temps

Q27. Nettoyage et entretien de son propre logement et de ses environs

- Je ne le fais pas
- Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
- Plus de temps
- Temps est resté le même
- Moins de temps

Q28. Chercher de l'eau /du bois

- Je ne le fais pas
- Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
- Plus de temps
- Temps est resté le même
- Moins de temps

Q29. Faire les courses pour mon ménage et les membres de ma famille

- Je ne le fais pas
- Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
- Plus de temps
- Temps est resté le même
- Moins de temps

Q30. Prendre soin des enfants de 0 à 4 ans

- Je ne le fais pas
- Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
- Plus de temps
- Temps est resté le même
- Moins de temps
- Pas d'enfants de 0-4 ans dans le ménage

Q31. Prendre soin des enfants de 5-17 ans

- Je ne le fais pas
- Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
- Plus de temps
- Temps est resté le même
- Moins de temps
- Pas d'enfants de 5-17 ans dans le ménage

Q32. Instruire, enseigner, former les enfants

- Je ne le fais pas
- Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
- Plus de temps
- Temps est resté le même
- Moins de temps
- Pas d'enfants scolarisés dans le ménage

Q33. Prendre soin des personnes âgées et/ou d'un membre de la famille ou du ménage malade

- Je ne le fais pas
- Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps
- Plus de temps
- Temps est resté le même
- Moins de temps

Sentiments de sécurité

DEPUIS LE DEBUT DE COVID-19 :

Q34. Avez-vous personnellement ressenti n'importe quelle forme de discrimination contre vous ? (La discrimination se produit lorsque vous êtes traité moins favorablement par rapport aux autres ou harcelé en raison de votre sexe, âge, handicap, statut socio-économique, lieu de résidence, opinion politique ou toute autre caractéristique).

1. Oui
2. Non

Q35. Avez-vous ressenti une augmentation de n'importe quelle forme de discrimination, de préjugé, de méfiance dans le pays / la région où vous vivez ?

1. Oui
2. Non
3. Ne sait pas

Q36. Avez-vous personnellement subi des menaces de violence de la part de la police ou d'agents de sécurité dans le cadre de la mise en place de restrictions pour répondre à COVID-19 (restriction de mouvement, couvre-feu, fermeture de certains locaux) ?

1. Oui
2. Non

Q37. Pensez-vous qu'il y a eu une augmentation de la violence au sein des ménages de votre communauté depuis que le COVID oblige les gens à rester plus chez eux ?

1. Oui
2. Non [ALLER A Q39](#)
8. Ne sait pas [ALLER A Q39](#)

Q38. Selon vous, est-ce que cette violence affecte plus les femmes, les jeunes filles, les jeunes garçons, les petits enfants de votre communauté ou tout le monde de la même manière ?

1. Les femmes
2. Les jeunes filles
3. Les jeunes hommes
4. Les petits enfants
5. Tout le monde de la même manière
6. Ne sait pas

Q39. Vous sentez-vous à l'abri de la violence dans votre maison ?

1. Oui [FIN DU QUESTIONNAIRE](#)
2. Non

Q40. Quelle est la principale raison pour laquelle vous ne vous sentez pas à l'abri de la violence dans votre maison ?

1. Habite dans un quartier très peuplé et les enfants jouent et se déplacent, ce qui rend même la maison dangereuse pendant COVID-19
2. La criminalité dans le quartier a augmenté
3. Les autres membres du ménage sont violents entre eux/avec moi
4. Il y a consommation d'alcool et de drogues dans mon ménage
5. Les enfants de mon ménage sont frappés/violentés
6. J'ai peur de la discrimination et d'être mis à l'écart à la maison en raison de la nature de mon travail (agent de santé, agents de première ligne à réponse COVID)
7. Je suis stigmatisé pour avoir été infecté par COVID-19
8. Autre

C'est la fin de notre enquête. ONU Femmes et ses partenaires vous remercient pour votre temps et vos réponses. Soyez assuré(e)s que vos réponses resteront confidentielles et anonymes.

[OPTIONNEL] Accepteriez-vous de répondre à une autre enquête similaire pour mesurer à nouveau les impacts de la crise COVID-19 sur les populations, d'ici quelques semaines ?]

1. Oui
2. Non

FIN DU questionnaire

ANNEXE 2 : TABLEAUX

TABEAU 4 :

Calcul de poids post-stratification afin de corriger les biais d'échantillonnage par la méthode des quotas

Calcul de poids post-stratification afin de corriger les biais d'échantillonnage par la méthode des quotas										
MILIEU DE RESIDENCE	SEXE	GROUPEs D'ÂGEs	Population Cible		Echantillon			Poids de sondage		
			Population cible (Ceux Possédant le téléphone) par rapport à la pop Globale du pays (%)	Proportion de la population cible	Echantillon sélectionne	Echantillon Enquête	Proportion de la population cible	(P/p)		
									(N)	(P)
						(n)				
Urbain	Femme	18-34	5,5	7,9%	191	238	9,3%	0,855		
		35-49	2,1	3,6%	86	91	3,6%	1,004		
		50-64	1,1	1,9%	46	56	2,2%	0,869		
		65+	0,5	0,8%	20	25	1,0%	0,847		
	Homme	18-34	5,8	6,4%	154	198	7,7%	0,830		
		35-49	2,0	4,0%	96	98	3,8%	1,043		
		50-64	0,9	2,2%	53	53	2,1%	1,058		
		65+	0,5	1,1%	26	26	1,0%	1,049		
Rural	Femme	18-34	6,0	19,2%	461	462	18,1%	1,064		
		35-49	3,4	11,0%	263	282	11,0%	0,995		
		50-64	2,3	5,7%	138	139	5,4%	1,057		
		65+	1,5	2,0%	49	51	2,0%	1,019		
	Homme	18-34	8,9	14,2%	341	343	13,4%	1,060		
		35-49	4,5	9,5%	227	234	9,1%	1,034		
		50-64	2,4	6,5%	155	163	6,4%	1,014		
		65+	1,4	4,0%	96	100	3,9%	1,028		
Total			48,7		2400	2559				

TABLEAU 5A :

Caractéristiques socio-démographiques des enquêtés - échantillon non redressé

Caractéristiques	FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Age						
18-24 ans	22,8%	307	11,2%	136	17,3%	443
25-34 ans	29,2%	393	33,3%	405	31,2%	798
35-44 ans	21,7%	292	21,4%	260	21,6%	552
45-54 ans	12,9%	173	14,7%	179	13,8%	352
55-64 ans	7,7%	103	9,0%	109	8,3%	212
65 ans & plus	5,7%	76	10,4%	126	7,9%	202
Milieu de résidence						
Urbain	30,5%	410	30,9%	375	30,7%	785
Rural	69,5%	934	69,1%	840	69,3%	1 774
Nationalité						
Citoyen du Mali	98,3%	1 321	98,4%	1 196	98,4%	2 517
Etranger	1,7%	23	1,6%	19	1,6%	42
Niveau d'instruction						
Pas d'instruction	30,1%	405	35,1%	426	32,5%	831
Primaire	20,4%	274	19,1%	232	19,8%	506
Secondaire	26,3%	353	18,4%	224	22,5%	577
Supérieur	17,2%	231	14,9%	181	16,1%	412
Autre	6,0%	81	12,5%	152	9,1%	233
Etat Matrimonial						
Célibataire	11,7%	157	13,6%	165	12,6%	322
Marié(e) /en union monogame	49,3%	662	54,8%	666	51,9%	1 328
Marié(e)/ en union polygame	27,0%	363	30,9%	375	28,8%	738
Séparé_divorcé_veuf	11,9%	160	0,7%	8	6,6%	168
Ne souhaite pas répondre	0,1%	2			0,1%	3
Personne vivant avec au moins une incapacité						
Oui	10,2%	137	9,2%	112	9,7%	249
Non	89,7%	1 206	90,8%	1 103	90,2%	2 309
Ne souhaite pas répondre	0,1%	1	0,0%	0	0,0%	1
Ménage						
Vit seul(e)	0,9%	12	1,8%	22	1,3%	34
Nombre de personnes	99,1%	1 332	98,2%	1 193	98,7%	2 525
Ne souhaite pas répondre						
Statut dans le ménage						
Chef de ménage	13,7%	184	55,1%	670	33,4%	854
Conjoint du CM	54,2%	728	0,2%	2	28,5%	730
Enfant du CM	11,4%	153	24,5%	298	17,6%	451
Autres relations avec CM	20,3%	273	18,9%	230	19,7%	503
Sans lien de parenté avec le chef de votre ménage	0,4%	6	1,2%	15	0,8%	21
Ne souhaite pas répondre			0,2%	0	0,1%	0
Total		1344		1215		2559

TABEAU 5B :
Caractéristiques socio-démographiques des enquêtés - échantillon redressé

Caractéristiques	FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Age						
18-24 ans	22,7%	303	10,9%	134	17,1%	437
25-34 ans	29,3%	391	32,2%	394	30,7%	785
35-44 ans	21,8%	291	22,0%	270	21,9%	561
45-54 ans	12,9%	173	15,1%	184	14,0%	357
55-64 ans	7,8%	104	9,1%	112	8,4%	216
65 ans & plus	5,5%	74	10,6%	130	8,0%	203
Milieu de résidence						
Urbain	27,4%	365	28,7%	351	28,0%	716
Rural	72,6%	971	71,3%	873	72,0%	1 843
Nationalité						
Citoyen du Mali	98,3%	1 313	98,4%	1 204	98,4%	2 517
Etranger	1,7%	23	1,6%	19	1,6%	42
Niveau d'instruction						
Pas d'instruction	30,7%	410	35,9%	439	33,2%	849
Primaire	20,6%	275	19,3%	236	20,0%	511
Secondaire	26,1%	349	18,0%	220	22,2%	569
Supérieur	16,5%	221	14,1%	173	15,4%	393
Autre	6,1%	81	12,8%	156	9,3%	237
Etat Matrimonial						
Célibataire	11,5%	153	13,0%	159	12,2%	313
Marié(e) /en union monogame	49,0%	655	54,8%	670	51,8%	1 324
Marié(e)/ en union polygame	27,5%	368	31,5%	385	29,4%	753
Séparé_divorcé_veuf	11,8%	158	0,6%	8	6,5%	166
Ne souhaite pas répondre	0,1%	2			0,1%	3
Personne vivant avec au moins une incapacité						
Oui	10,2%	136	9,2%	113	9,7%	249
Non	89,7%	1 199	90,8%	1 110	90,2%	2 309
Ne souhaite pas répondre	0,1%	1	0,0%	0	0,0%	1
Ménage						
Vit seul(e)	0,9%	12	1,8%	23	1,4%	35
Nombre de personnes	99,1%	1 324	98,2%	1 201	98,6%	2 524
Ne souhaite pas répondre						
Statut dans le ménage						
Chef de ménage	13,6%	182	55,5%	679	33,6%	861
Conjoint du CM	54,2%	724	0,2%	2	28,4%	726
Enfant du CM	11,2%	150	24,2%	296	17,4%	446
Autres relations avec CM	20,5%	274	18,9%	232	19,8%	506
Sans lien de parenté avec le chef de votre ménage	0,5%	6	1,2%	14	0,8%	20
Ne souhaite pas répondre			0,2%	0	0,1%	0
Total		1336		1223		2559

TABEAU 6 :
Caractéristiques socioéconomiques des enquêtés - échantillon redressé

Caractéristiques	FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Principale source de revenus						
Employé formel	11,6%	155	13,5%	165	12,5%	320
Employé informel	5,8%	78	13,6%	167	9,6%	245
Employeur formel	1,9%	26	2,8%	34	2,3%	60
Micro-entreprise de 2 à 9 employés	1,1%	15	1,9%	23	1,5%	39
Entreprise de 10 à + employés	0,8%	11	0,8%	10	0,8%	21
Employeur informel	1,4%	19	4,5%	55	2,9%	74
Micro-entreprise de 2 à 9 employés	1,3%	17	3,4%	41	2,3%	58
Entreprise de 10 à + employés	0,1%	2	1,2%	14	0,6%	16
A son compte formel	2,2%	30	4,9%	59	3,5%	89
A son compte informel	32,0%	428	32,7%	400	32,3%	828
Autres sources	20,3%	271	18,7%	228	19,5%	500
Sans revenu	24,7%	329	9,4%	115	17,3%	444
Emploi						
Formel	28,7%	211	29,3%	258	29,0%	469
Informel	71,3%	525	70,7%	622	71,0%	1 147
Sans revenu						
Autre source						
Pauvreté du ménage						
Très pauvre	20,6%	275	13,2%	161	17,1%	437
Pauvre	22,0%	294	20,9%	256	21,5%	550
Moyen	19,6%	261	31,9%	390	25,5%	652
Riche	2,6%	34	5,7%	70	4,1%	104
Très riche	1,5%	19	4,4%	53	2,9%	73
Ne sait pas / Ne veut pas répondre	33,8%	452	23,9%	292	29,1%	744
Total		1336		1 223		2 559

Caractéristiques		FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
		%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Urbain	Employé	22,7%	83	46,4%	163	34,3%	246
	Employeur	7,0%	25	9,7%	34	8,3%	59
	Indépendant	32,4%	118	21,7%	76	27,2%	195
	Autres sources	20,1%	73	17,8%	63	19,0%	136
	Sans revenu	17,9%	65	4,3%	15	11,2%	81
Rural	Employé	15,4%	149	19,4%	169	17,3%	319
	Employeur	2,0%	20	6,3%	55	4,0%	75
	Indépendant	35,0%	339	43,9%	383	39,2%	722
	Autres sources	20,4%	198	19,0%	166	19,8%	364
	Sans revenu	27,2%	264	11,4%	99	19,7%	363

Caractéristiques	FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
A reçu aide du gouvernement pour COVID19						
Reçu aide	26,1%	348	33,5%	410	29,6%	758
Reçu aucune aide	73,9%	988	66,5%	1 065	70,4%	1 801
Total		1 336		1 223		2 559

Caractéristiques des personnes vivant avec au moins une incapacité		FEMMES		HOMMES		ENSEMBLE	
		%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
A reçu aide du gouvernement pour COVID19							
Reçu aide		24,8%	34	35,1%	40	29,5%	74
Reçu aucune aide		75,2%	102	64,9%	73	70,5%	176
Total			136		113		249

TABLEAU 7.1:
Principales sources d'information sur la COVID-19 par sexe

	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Source d'informations						
Médias digitaux (web et mobile)	10,9%	145	19,0%	232	14,8%	378
Médias traditionnels	76,1%	1 017	71,1%	869	73,7%	1 886
Services de santé	1,8%	24	0,8%	10	1,3%	34
Communauté	10,2%	136	8,2%	100	9,3%	237
ONG / OSC	1,0%	14	0,9%	11	0,9%	24
Autre	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Total		1 336		1 223		2 559

TABLEAU 7.2 :
Principales sources d'information sur la COVID-19 désagréé par sexe

	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Principale source d'information sur le COVID19						
Internet & media sociaux	9,4%	125	15,6%	191	12,3%	316
Sites web du gouvernement	0,3%	4	0,5%	6	0,4%	9
Radio	26,3%	351	36,5%	447	31,2%	798
Télévision	49,2%	657	34,2%	418	42,0%	1 075
Journaux	0,6%	8	0,4%	5	0,5%	13
Téléphone (texte ou appel)	1,2%	16	3,0%	36	2,0%	52
Services de santé	1,8%	24	0,8%	10	1,3%	34
Communauté, y compris familles et amis	10,2%	136	8,2%	100	9,3%	237
ONG/Organisation de la société civile	1,0%	14	0,9%	11	0,9%	24
Autre	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Total		1 336		1 223		2 559

TABLEAU 7.3 :
Principales sources d'information par âge

		Source d'informations						Total
		Médias web ou mobile	Médias traditionnels	Services de santé	Communauté	ONG / OSC	Autre	
18-24 ans	%	20,9%	66,9%	0,7%	11,3%	0,2%	0,0%	437
	Effectif	91	292	3	49	1	0	
25-34 ans	%	20,4%	67,3%	1,4%	9,8%	1,2%	0,0%	785
	Effectif	160	528	11	77	9	0	
35-44 ans	%	13,4%	78,0%	7,0%	0,7%	0,0%	0,0%	561
	Effectif	75	437	5	39	4	0	
45-54 ans	%	9,4%	7,4%	2,3%	0,0%	0,0%	0,0%	357
	Effectif	34	280	9	27	8	0	
55-64 ans	%	2,9%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	216
	Effectif	6	189	4	14	2	0	
65 ans & plus	%	5,8%	78,3%	1,0%	14,9%	0,0%	0,0%	203
	Effectif	12	159	2	30	0	0	
Total	%	14,8%	73,7%	1,3%	9,3%	0,9%	0,0%	2 559
	Effectif	378	1886	34	237	24	0	

TABLEAU 7.4 :
Principales sources d'information par milieu de résidence

	Urbain		Rural		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Source d'informations						
Médias web ou mobile	23,8%	171	11,2%	207	14,8%	378
Médias traditionnels	69,6%	498	75,3%	1 388	73,7%	1 886
Services de santé	1,3%	9	1,4%	25	1,3%	34
Communauté	4,8%	35	11,0%	202	9,3%	237
ONG / OSC	0,5%	4	1,1%	21	0,9%	24
Autre	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Total		716		1 843		2 559

TABLEAU 7.5 :
Principales sources d'information par niveau d'instruction

	Pas d'instruction		Primaire		Secondaire		Supérieur		Autre		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Total
Médias web ou mobile	3,8%	32	11,8%	61	20,5%	117	37,8%	148	8,3%	20	14,8%	378
Médias traditionnels	79,9%	678	75,8%	387	71,7%	408	57,8%	227	78,2%	186	73,7%	1 886
Services de santé	0,8%	7	1,6%	8	2,1%	12	0,8%	3	1,8%	4	1,3%	34
Communauté	15,1%	129	9,2%	47	4,9%	28	1,9%	8	10,9%	26	9,3%	237
ONG / OSC	0,4%	3	1,6%	8	0,7%	4	1,7%	7	0,8%	2	0,9%	24
Autre	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Total		849		511		569		393		237		2 559

TABLEAU 8.1 : Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise par sexe

	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Changements dans revenu personnel						
Pas de changement dans les revenus	16,4%	165	22,2%	246	19,4%	411
Augmentation des revenus	1,2%	12	1,0%	11	1,1%	24
Diminution des revenus	76,9%	774	72,4%	803	74,5%	1 577
J'ai perdu tous mes revenus	5,5%	56	4,3%	48	4,9%	104
Total		1 007		1 108		2 115

TABLEAU 8.2 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise par âge

		Changements dans le revenu personnel				
		Pas de changement dans les revenus	Augmentation des revenus	Diminution des revenus	J'ai perdu tous mes revenus	Total
18-24 ans	%	18,2%	0,9%	77,0%	3,9%	326
	Effectif	59	3	251	13	
25-34 ans	%	18,7%	1,3%	75,0%	5,0%	654
	Effectif	122	8	490	33	
35-44 ans	%	16,4%	1,0%	76,0%	6,6%	488
	Effectif	80	5	371	32	
45-54 ans	%	16,3%	1,0%	77,7%	4,9%	306
	Effectif	50	3	238	15	
55-64 ans	%	26,9%	0,6%	69,4%	3,1%	188
	Effectif	51	1	131	6	
65 ans & plus	%	32,1%	2,0%	62,7%	3,2%	154
	Effectif	50	3	97	5	
Total	%	19,4%	1,1%	74,5%	4,9%	2 115
	Effectif	411	24	1 577	104	

TABLEAU 8.3 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise par milieu de résidence

	Urbain		Rural		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Changements dans revenu personnel						
Pas de changement dans les revenus	13,0%	83	22,2%	329	19,4%	411
Augmentation des revenus	0,3%	2	1,5%	22	1,1%	24
Diminution des revenus	78,5%	499	72,8%	1 078	74,5%	1 577
J'ai perdu tous mes revenus	8,2%	52	3,5%	52	4,9%	104
Total		635		1 480		2 115

TABLEAU 8.4 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise par niveau d'instruction

	Pas d'instruction		Primaire		Secondaire		Supérieur		Autre		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Total
Pas de changement dans les revenus	21,0%	143	19,6%	85	18,3%	84	17,8%	60	19,2%	39	19,4%	411
Augmentation des revenus	0,9%	6	0,9%	4	1,6%	7	0,9%	3	1,5%	3	1,1%	24
Diminution des revenus	73,6%	501	76,3%	332	74,1%	340	74,5%	252	74,9%	151	74,5%	1 577
J'ai perdu tous mes revenus	4,5%	30	3,2%	14	6,0%	27	6,8%	23	4,4%	9	4,9%	104
Total		680		436		459		338		202		2 115

TABLEAU 8.5 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Changements dans revenu personnel						
Pas de changement dans les revenus	14,7%	16	16,7%	17	15,7%	33
Augmentation des revenus	0,9%	1	2,0%	2	1,5%	3
Diminution des revenus	82,6%	91	77,1%	78	80,0%	169
J'ai perdu tous mes revenus	1,7%	2	4,1%	4	2,8%	6
Total		111		101		212

TABLEAU 9.1 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon la source de revenus

		Perte ou diminution du revenu (ensemble entreprise)		
		Diminution ou perte	Non	Total
Formel	%	74,6%	25,4%	469
	Effectif	349	119	
Informel	%	82,3%	17,7%	1 147
	Effectif	944	203	
Employé formel	%	68,7%	31,3%	320
	Effectif	220	100	
Employé informel	%	80,3%	19,7%	245
	Effectif	196	48	
Employeur formel	%	87,8%	12,2%	60
	Effectif	52	7	
Employeur informel	%	83,4%	16,6%	74
	Effectif	62	12	
A son compte formel	%	86,5%	13,5%	89
	Effectif	77	12	
A son compte informel	%	82,8%	17,2%	828
	Effectif	686	142	
Autre source	%	77,4%	22,6%	500
	Effectif	387	113	
Total	%	79,4%	20,6%	2 115
	Effectif	1 680	435	

TABLEAU 9.2 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon la source de revenus pour les femmes

		Perte ou diminution du revenu pour les femmes		
		Diminution ou perte	Autre	Total
Formel	%	75,4%	24,6%	210
	Effectif	159	52	
Informel	%	86,4%	13,6%	525
	Effectif	453	72	
Employé formel	%	71,9%	28,1%	155
	Effectif	111	44	
Employé informel	%	81,0%	19,0%	78
	Effectif	63	15	
Employeur formel	%	88,0%	12,0%	(26)
	Effectif	23	3	
Employeur informel	%	89,3%	10,7%	(19)
	Effectif	17	2	
A son compte formel	%	83,1%	16,9%	(30)
	Effectif	25	5	
A son compte informel	%	87,2%	12,8%	428
	Effectif	373	55	
Autre source	%	80,1%	19,9%	271
	Effectif	217	54	
Total	%	82,3%	17,6%	1 007
	Effectif	829	177	

Entre parenthèses les bases faibles

TABLEAU 9.3 :

Changements dans les revenus personnels depuis le début de la crise selon la source de revenus pour les hommes

		Perte ou diminution du revenu pour les hommes		
		Diminution ou perte	Autre	Total
Formel	%	73,8%	26,2%	258
	Effectif	191	68	
Informel	%	78,9%	21,1%	622
	Effectif	491	131	
Employé formel	%	65,8%	34,2%	165
	Effectif	109	56	
Employé informel	%	79,9%	20,1%	167
	Effectif	133	33	
Employeur formel	%	87,7%	12,3%	(34)
	Effectif	30	4	
Employeur informel	%	81,4%	18,6%	55
	Effectif	45	10	
A son compte formel	%	88,2%	11,8%	59
	Effectif	52	7	
A son compte informel	%	78,1%	21,9%	400
	Effectif	312	88	
Autre source	%	74,3%	25,7%	228
	Effectif	170	59	
Total	%	76,8%	23,3%	1 108
	Effectif	851	258	

Entre parenthèses les bases faibles

TABLEAU 10.1 :

Principales conséquences de la crise redoutée selon le sexe

	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Conséquences de COVID19						
Licenciement du personnel	1,7%	9	3,0%	16	2,4%	25
Fermeture de l'entreprise	15,3%	77	10,6%	58	12,8%	135
Baisse du chiffre d'affaire	20,7%	104	25,7%	141	23,3%	245
Problème d'accès aux matières premières, marchandises, équipements, matériels de production	10,2%	51	13,2%	72	11,7%	123
Hausse des prix des matières premières	3,7%	18	4,4%	24	4,0%	42
Perte de marché et/ou de clients	41,4%	208	33,8%	185	37,4%	393
Perte de fournisseurs	1,1%	6	1,5%	8	1,3%	14
Détérioration de matériels, équipements, matières premières, marchandises	2,0%	10	1,8%	10	1,9%	20
Non-respect des engagements (remboursement de dettes de crédits bancaires).	0,3%	2	0,0%	0	0,2%	2
Autres	3,5%	18	6,0%	33	4,8%	51
Total		503		548		1 051

TABLEAU 10.2 :

Principales conséquences de la crise redoutée par secteur et par genre

	Formel						Informel					
	Femme		Homme		Total		Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Conséquences de COVID19												
Licenciement du personnel	9,0%	5	7,6%	7	8,2%	12	0,8%	12	2,0%	9	1,4%	13
Fermeture de l'entreprise	30,9%	17	11,8%	11	18,9%	28	13,4%	28	10,3%	47	11,8%	107
Baisse du chiffre d'affaire	15,6%	9	25,2%	23	21,6%	32	21,4%	32	25,9%	118	23,6%	213
Problème d'accès aux matières premières, marchandises, équipements, matériels de production	12,3%	7	8,8%	8	10,1%	15	9,9%	15	14,1%	64	12,0%	108
Hausse des prix des matières premières	0,0%	0	4,5%	4	2,8%	4	4,1%	4	4,3%	20	4,2%	38
Perte de marché et/ou de clients	29,2%	16	34,4%	32	32,5%	48	42,9%	48	33,6%	153	38,2%	345
Perte de fournisseurs	1,5%	1	3,4%	3	2,7%	4	1,1%	4	1,1%	5	1,1%	10
Détérioration de matériels, équipements, matières premières, marchandises	1,5%	1	3,1%	3	2,5%	4	2,0%	4	1,6%	7	1,8%	16
Non-respect des engagements (remboursement de dettes de crédits bancaires).	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,4%	0	0,0%	0	0,2%	2
Autres	0,0%	0	1,1%	1	0,7%	1	4,0%	1	7,0%	32	5,5%	50
Total		56		93		149		447		455		902

TABLEAU 111:
Augmentation d'au moins 3 tâches ménagères

		Augmentation au moins 3 tâches	Autre situation	Total
Femme	%	68,5%	31,5%	
	Effectif	915	421	1336
Homme	%	58,6%	41,4%	
	Effectif	717	506	1223
Urbain	%	62,6%	37,4%	
	Effectif	448	267	716
Rural	%	64,2%	35,8%	
	Effectif	1 183	660	1843
Avec enfant	%	65,3%	34,7%	
	Effectif	1 611	856	2467
Sans enfant	%	22,3%	77,7%	
	Effectif	20	71	92
Total	%	63,8%	36,2%	
	Effectif	1 632	927	2559

TABLEAU 11.2 :
Taches domestiques

	Femme		Homme		Total	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Prendre soin des enfants de 0 à 4 ans						
Je ne le fais pas	2,8%	38	9,2%	112	5,9%	150
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	0,7%	9	1,5%	18	1,1%	27
Plus de temps	62,1%	830	56,5%	691	59,4%	1 521
Temps est resté le même	16,2%	217	21,6%	264	18,8%	481
Moins de temps	1,4%	19	2,6%	31	2,0%	50
Pas d'enfants de 0-4 ans dans le ménage	16,7%	223	8,7%	106	12,9%	329
Prendre soin des enfants de 5-17 ans						
Je ne le fais pas	3,3%	45	9,4%	115	6,2%	160
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	0,7%	9	1,1%	13	0,9%	22
Plus de temps	58,7%	784	55,6%	680	57,2%	1 464
Temps est resté le même	19,5%	261	23,0%	282	21,2%	542
Moins de temps	2,4%	32	3,0%	37	2,7%	69
Pas d'enfants de 5-17 ans dans le ménage	15,4%	205	7,9%	97	11,8%	302
Instruire, enseigner, former les enfants						
Je ne le fais pas	33,4%	446	38,2%	467	35,7%	913
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	1,2%	16	0,9%	11	1,1%	28
Plus de temps	37,3%	499	33,4%	408	35,4%	907
Temps est resté le même	17,9%	240	17,3%	212	17,6%	452
Moins de temps	4,4%	59	6,7%	82	5,5%	141
Pas d'enfants scolarisés dans le ménage	5,7%	77	3,5%	42	4,6%	119
Prendre soin des personnes âgées et prendre soin d'un membre de la famille ou du ménage malade						
Je ne le fais pas	5,3%	71	6,7%	82	6,0%	153
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	0,5%	6	0,6%	7	0,5%	13
Plus de temps	39,8%	532	45,8%	560	42,7%	1 092
Temps est resté le même	13,4%	179	15,8%	193	14,5%	371
Moins de temps	1,4%	19	2,7%	33	2,0%	52
Pas de personnes âgées ou malade dans le ménage	39,6%	529	28,5%	349	34,3%	878
Gestion et préparation des aliments et des repas						
Je ne le fais pas	11,2%	149	50,1%	613	29,8%	762
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	1,5%	20	1,6%	19	1,5%	39
Plus de temps	40,5%	541	27,5%	336	34,3%	877
Temps est resté le même	37,2%	497	16,8%	206	27,5%	703
Moins de temps	9,7%	129	4,0%	49	7,0%	178
Nettoyage et entretien de son propre logement et de ses environs						
Je ne le fais pas	8,5%	114	24,8%	303	16,3%	417
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	0,9%	12	1,9%	23	1,4%	35
Plus de temps	67,6%	903	51,6%	631	59,9%	1 534
Temps est resté le même	21,1%	282	19,8%	243	20,5%	525
Moins de temps	1,9%	25	1,9%	23	1,9%	48
Chercher de l'eau /du bois						
Je ne le fais pas	58,9%	786	49,6%	607	54,4%	1 393
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	0,5%	6	0,8%	10	0,6%	16
Plus de temps	14,9%	199	17,6%	216	16,2%	415
Temps est resté le même	18,8%	251	25,0%	306	21,8%	557
Moins de temps	7,0%	93	6,9%	85	6,9%	178
Faire les courses pour mon ménage et les membres de ma famille						
Je ne le fais pas	19,7%	263	16,1%	197	18,0%	460
Je ne le faisais pas avant mais maintenant j'y consacre du temps	1,4%	19	2,1%	26	1,8%	46
Plus de temps	25,7%	344	24,2%	296	25,0%	639
Temps est resté le même	31,7%	424	35,4%	432	33,5%	857
Moins de temps	21,4%	286	22,2%	272	21,8%	558
Total		1336		1223		2559

TABLEAU 12 :

Nombre moyen de tâches domestiques dont le temps a augmenté

Nombre moyen de tâches	Moyenne
Femme	3,54
Homme	3,23
18-24 ans	3,38
25-34 ans	3,54
35-44 ans	3,62
45-54 ans	3,41
55-64 ans	2,91
65 ans & plus	2,70
Urbain	3,35
Rural	3,41
Aucun	3,20
Primaire	3,37
Secondaire	3,59
Supérieur	3,41
Autre	3,62
Chef de ménage	3,11
Autre	3,53
Avec enfant	3,46
Sans enfant	1,42
Total	3,39

TABLEAU 13.1 :

Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus

		Perception du risque d'attraper COVID19			
		Oui	Non	Ne sait pas	Total
Femme	%	36,7%	59,4%	3,8%	1336
	Effectif	491	794	51	
Homme	%	39,9%	57,2%	2,9%	1223
	Effectif	488	699	36	
18-24 ans	%	33,2%	63,8%	0,0%	437
	Effectif	145	268	16	
25-34 ans	%	41,7%	55,3%	3,0%	785
	Effectif	327	434	23	
35-44 ans	%	42,1%	53,6%	4,3%	561
	Effectif	236	300	24	
45-54 ans	%	37,6%	59,9%	2,5%	357
	Effectif	134	214	9	
55-64 ans	%	39,4%	57,3%	3,3%	216
	Effectif	85	124	7	
65 ans & plus	%	25,2%	69,9%	4,9%	203
	Effectif	51	142	10	
Urbain	%	48,2%	51,1%	0,7%	716
	Effectif	345	366	5	
Rural	%	34,4%	61,2%	4,4%	1843
	Effectif	634	1 128	82	
Pas d'instruction	%	30,4%	63,7%	5,8%	849
	Effectif	258	541	50	
Primaire	%	35,7%	60,9%	3,3%	511
	Effectif	182	311	17	
Secondaire	%	42,7%	56,0%	1,4%	569
	Effectif	243	318	8	
Supérieur	%	56,7%	43,3%	56,7%	393
	Effectif	223	170	223	
Autre	%	30,4%	64,3%	30,4%	237
	Effectif	72	153	72	
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	35,9%	60,8%	3,3%	249
	Effectif	90	152	8	
Non	%	38,5%	58,1%	3,4%	2310
	Effectif	889	1 342	79	
Total	%	38,2%	58,4%	3,4%	2559
	Effectif	979	1 493	87	

TABLEAU 13.2 :

Sentiment d'être à risque d'attraper le coronavirus selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

		Total	Femme	Homme
Oui	%	35,9%	37,9%	33,5%
	Effectif	90	52	38
Non	%	60,8%	59,0%	62,8%
	Effectif	152	81	71
Ne sait pas	%	3,3%	3,0%	3,7%
	Effectif	8	4	4
Total		249	136	113

TABEAU 14.1 :
Impacts psychologique

		Santé mentale affectée par COVID-19		
		Oui	Non	Total
Femme	%	73,3%	26,7%	
	Effectif	979	357	1 336
Homme	%	71,2%	28,8%	
	Effectif	871	352	1 223
Urbain	%	71,6%	28,4%	
	Effectif	513	203	716
Rural	%	72,6%	27,4%	
	Effectif	1 337	506	1 843
Aucun	%	67,8%	32,2%	
	Effectif	575	273	849
Primaire	%	75,4%	24,6%	
	Effectif	385	125	511
Secondaire	%	74,1%	25,9%	
	Effectif	421	147	569
Supérieur	%	73,5%	26,5%	
	Effectif	289	104	393
Autre	%	75,3%	24,7%	
	Effectif	179	59	237
Citoyen Malien	%	72,2%	27,8%	
	Effectif	1 818	699	2 517
Etranger	%	76,0%	24,0%	
	Effectif	32	10	42
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	75,7%	24,3%	
	Effectif	189	61	249
Non	%	71,9%	28,1%	
	Effectif	1 661	648	2 310
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	0,0%	
	Effectif	0	0	0
Total	%	72,3%	27,7%	
	Effectif	1 850	709	2 559

TABEAU 14.2 :
Impacts psychologique selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

		Total	Femme	Homme
Oui	Effectif	75,7%	75,2%	76,2%
	%	189	103	86
Non	Effectif	24,3%	24,8%	23,8%
	%	61	34	27
Total		249	136	113

TABLEAU 151:

Accès difficile ou impossible aux soins médicaux

		Difficultés d'accès aux services médicaux		
		Oui	Non	Total
Femme	%	19,5%	80,5%	
	Effectif	208	858	1 066
Homme	%	16,3%	83,7%	
	Effectif	154	791	945
Urbain	%	17,8%	82,2%	
	Effectif	103	477	581
Rural	%	18,1%	81,9%	
	Effectif	258	1 172	1 431
Aucun	%	12,9%	87,1%	
	Effectif	86	581	666
Primaire	%	22,2%	77,8%	
	Effectif	82	288	370
Secondaire	%	18,0%	82,0%	
	Effectif	87	394	481
Supérieur	%	20,0%	80,0%	
	Effectif	64	257	321
Autre	%	25,0%	75,0%	
	Effectif	43	130	173
Citoyen Malien	%	17,8%	82,2%	
	Effectif	353	1 624	1 976
Citoyen étranger	%	26,7%	73,3%	
	Effectif	9	26	35
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	19,4%	80,6%	
	Effectif	41	169	210
Non	%	17,8%	82,2%	
	Effectif	321	1 481	1 802
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	0,0%	
	Effectif	0	0	0
Total	%	18,0%	82,0%	
	Effectif	362	1 650	2 011

TABLEAU 152 :

Accès difficile ou impossible aux soins de santé selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

		Total	Femme	Homme
Oui	Effectif	19,4%	21,2%	17,1%
	%	41	25	16
Non	Effectif	80,6%	78,8%	82,9%
	%	169	91	77
Total		210	116	93

TABLEAU 16.1 :

Accès difficile ou impossible aux soins de santé pour les enfants

		Difficultés d'accès aux services médicaux pour les enfants		
		Oui	Non	Total
Femme	%	17,2%	82,8%	
	Effectif	186	895	1 080
Homme	%	16,1%	83,9%	
	Effectif	168	878	1 046
Urbain	%	15,5%	84,5%	
	Effectif	92	499	591
Rural	%	17,1%	82,9%	
	Effectif	262	1 273	1 535
Aucun	%	15,2%	84,8%	
	Effectif	109	613	722
Primaire	%	19,6%	80,4%	
	Effectif	78	320	399
Secondaire	%	13,7%	86,3%	
	Effectif	66	416	482
Supérieur	%	15,9%	84,1%	
	Effectif	52	276	328
Autre	%	24,6%	75,4%	
	Effectif	48	147	195
Citoyen Malien	%	16,6%	83,4%	
	Effectif	347	1 746	2 093
Etranger	%	20,8%	79,2%	
	Effectif	7	27	34
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	20,2%	79,8%	
	Effectif	44	173	216
Non	%	16,2%	83,8%	
	Effectif	310	1 600	1 910
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	0,0%	
	Effectif	0	0	0
Total	%	16,7%	83,3%	
	Effectif	354	1 772	2 126

TABLEAU 16.2 :

Accès difficile ou impossible aux soins de santé pour les enfants selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

		Total	Femme	Homme
Oui	Effectif	20,2%	21,3%	19,1%
	%	44	24	20
Non	Effectif	79,8%	78,7%	80,9%
	%	173	88	85
Total		216	111	105

TABLEAU 17 :

Accès difficile ou impossible aux services de planification familiale

		Difficultés d'accès aux services santé de la reproduction ou de planification familiale		
		Oui	Non	Total
Femme	%	11,4%	88,6%	886
	Effectif	101	786	
Homme	%	10,7%	89,3%	820
	Effectif	88	732	
Urbain	%	8,7%	91,3%	485
	Effectif	42	443	
Rural	%	12,0%	88,0%	1 221
	Effectif	146	1 075	
Aucun	%	10,6%	89,4%	564
	Effectif	60	505	
Primaire	%	12,0%	88,0%	323
	Effectif	39	284	
Secondaire	%	10,1%	89,9%	400
	Effectif	40	360	
Supérieur	%	10,0%	90,0%	269
	Effectif	27	242	
Supérieur	%	15,2%	84,8%	150
	Effectif	23	127	
Citoyen généen	%	10,7%	89,3%	1 677
	Effectif	180	1 497	
Etranger	%	28,6%	71,4%	29
	Effectif	8	20	
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	16,7%	83,3%	168
	Effectif	28	140	
Non	%	10,4%	89,6%	1 538
	Effectif	160	1 378	
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	0,0%	0
	Effectif	0	0	
Total	%	11,0%	89,0%	1 706
	Effectif	188	1 518	

TABEAU 18.1 :
Ressenti de discrimination contre soi-même

		Ressenti de discrimination contre soi-même		
		Oui	Non	Total
Femme	%	13,8%	86,2%	1336
	Effectif	184	1 152	
Homme	%	16,7%	83,3%	1223
	Effectif	205	1 018	
18-24 ans	%	13,5%	86,5%	437
	Effectif	59	378	
25-34 ans	%	17,7%	82,3%	785
	Effectif	139	646	
35-44 ans	%	17,0%	83,0%	561
	Effectif	95	465	
45-54 ans	%	14,2%	85,8%	357
	Effectif	51	306	
55-64 ans	%	12,4%	87,6%	216
	Effectif	27	189	
65 ans & plus	%	8,9%	91,1%	203
	Effectif	18	185	
Urbain	%	17,6%	82,4%	716
	Effectif	126	590	
Rural	%	14,2%	85,8%	1843
	Effectif	263	1 581	
Pas d'instruction	%	11,9%	88,1%	849
	Effectif	101	748	
Primaire	%	17,9%	82,1%	511
	Effectif	92	419	
Secondaire	%	16,8%	83,2%	569
	Effectif	96	473	
Supérieur	%	17,8%	82,2%	393
	Effectif	70	323	
Autre	%	12,9%	87,1%	237
	Effectif	31	207	
Citoyen malien	%	15,3%	84,7%	2517
	Effectif	385	2 133	
Etranger	%	9,5%	90,5%	(42)
	Effectif	4	38	
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	17,0%	83,0%	249
	Effectif	42	207	
Non	%	15,0%	85,0%	2310
	Effectif	346	1 963	
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	0,0%	0
	Effectif	0	0	
Total	%	15,2%	84,8%	2559
	Effectif	389	2 170	

Entre parenthèses les bases faibles

TABEAU 18.2 :
Ressenti de discrimination contre soi-même pour les personnes porteuses d'au moins une incapacité

		Sentiment d'être victime de discrimination		
		Total	Femme	Homme
Oui	%	17,0%	20,2%	13,2%
	Effectif	42	(27)	(15)
Non	%	83,0%	79,8%	86,8%
	Effectif	207	109	98
Total		249	136	113

Entre parenthèses les bases faibles

TABLEAU 19.1 :

Augmentation de la discrimination dans le pays

		Augmentation de la discrimination dans le pays			
		Oui	Non	Ne sait pas	Total
Femme	%	53,0%	43,6%	3,3%	1336
	Effectif	709	583	44	
Homme	%	50,1%	46,9%	3,0%	1223
	Effectif	205	1 018	37	
18-24 ans	%	53,0%	43,2%	3,8%	437
	Effectif	232	189	17	
25-34 ans	%	51,6%	46,3%	2,1%	785
	Effectif	405	363	16	
35-44 ans	%	54,1%	42,6%	3,3%	561
	Effectif	303	239	18	
45-54 ans	%	52,5%	44,1%	3,3%	357
	Effectif	188	158	12	
55-64 ans	%	51,8%	45,4%	2,9%	216
	Effectif	112	98	6	
65 ans & plus	%	39,9%	54,3%	5,8%	203
	Effectif	81	110	12	
Urbain	%	55,4%	39,6%	5,0%	716
	Effectif	397	284	36	
Rural	%	50,1%	47,4%	2,5%	1843
	Effectif	924	873	46	
Pas d'instruction	%	48,6%	48,1%	3,3%	849
	Effectif	413	408	28	
Primaire	%	55,8%	40,6%	3,6%	511
	Effectif	285	208	18	
Secondaire	%	55,2%	42,1%	2,8%	569
	Effectif	314	239	16	
Supérieur	%	53,5%	43,0%	3,5%	393
	Effectif	210	169	14	
Autre	%	41,7%	55,8%	2,5%	237
	Effectif	99	133	6	
Citoyen malien	%	51,6%	45,2%	3,2%	2517
	Effectif	1 298	1 138	81	
Etranger	%	54,7%	45,3%	0,0%	(42)
	Effectif	23	19	0	
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	50,6%	45,7%	3,6%	249
	Effectif	126	114	9	
Non	%	51,7%	45,2%	3,1%	2310
	Effectif	1 194	1 043	72	
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	0,0%	0,0%	0
	Effectif	0	0	0	
Total	%	51,6%	45,2%	3,2%	2559
	Effectif	1 321	1 157	81	

Entre parenthèses les bases faibles

TABLEAU 19.2 :

Augmentation de la discrimination dans le pays pour les personnes porteuses d'au moins une incapacité

		Augmentation de la perception de discrimination dans le pays		
		Total	Femme	Homme
Oui	%	50,6%	52,1%	48,9%
	Effectif	126	71	55
Non	%	45,7%	44,3%	47,4%
	Effectif	114	60	54
Ne sait pas	%	3,6%	3,6%	3,7%
	Effectif	(9)	(5)	(4)
Total		249	136	113

Entre parenthèses les bases faibles

TABEAU 20.1 :
Menaces par les forces de l'ordre

		Menace de violence par les forces de l'ordre pour COVID-19		
		Oui	Non	Total
Femme	%	5,2%	94,8%	
	Effectif	70	1 266	1336
Homme	%	9,4%	90,6%	
	Effectif	612	574	1223
18-24 ans	%	8,2%	91,8%	
	Effectif	36	401	437
25-34 ans	%	8,3%	91,7%	
	Effectif	65	720	785
35-44 ans	%	7,3%	92,7%	
	Effectif	41	520	561
45-54 ans	%	6,5%	93,5%	
	Effectif	23	334	357
55-64 ans	%	4,8%	95,2%	
	Effectif	10	206	216
65 ans & plus	%	4,5%	95,5%	
	Effectif	9	194	203
Urbain	%	8,5%	91,5%	
	Effectif	61	655	716
Rural	%	6,7%	93,3%	
	Effectif	124	1 719	1843
Pas d'instruction	%	5,2%	94,8%	
	Effectif	44	805	849
Primaire	%	7,3%	92,7%	
	Effectif	37	473	511
Secondaire	%	7,5%	92,5%	
	Effectif	42	526	569
Supérieur	%	8,6%	91,4%	
	Effectif	34	359	393
Autre	%	11,3%	88,7%	
	Effectif	27	210	237
Citoyen malien	%	7,2%	92,8%	
	Effectif	168	2 142	2517
Etranger	%	9,7%	90,3%	
	Effectif	4	38	(42)
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	6,7%	93,3%	
	Effectif	168	2 142	249
Non	%	7,3%	92,7%	
	Effectif	168	2 142	2310
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	0,0%	
	Effectif	0	0	0
Total	%	7,2%	92,8%	
	Effectif	185	2 374	2559

Entre parenthèses les bases faibles

TABEAU 20.2 :
Menaces par les forces de l'ordre pour les personnes vivant avec d'au moins une incapacité

		Total	Femme	Homme
Oui	%	6,7%	7,2%	6,1%
	Effectif	(17)	(10)	(7)
Non	%	93,3%	92,8%	93,9%
	Effectif	233	127	106
Total		249	136	113

Entre parenthèses les bases faibles

TABLEAU 21 :

Augmentation de la violence dans la communauté depuis le début de la COVID-19

		Augmentation de la violence dans les ménages de la communauté			
		Oui	Non	Ne sait pas	Total
Femme	%	29,2%	67,7%	3,1%	1336
	Effectif	390	905	41	
Homme	%	36,8%	60,5%	2,7%	1223
	Effectif	450	740	33	
18-24 ans	%	36,2%	61,0%	2,7%	437
	Effectif	158	267	12	
25-34 ans	%	36,2%	61,6%	2,3%	785
	Effectif	284	483	18	
35-44 ans	%	34,1%	63,0%	2,9%	561
	Effectif	191	353	16	
45-54 ans	%	31,8%	64,5%	3,7%	357
	Effectif	114	231	13	
55-64 ans	%	23,5%	74,7%	1,9%	216
	Effectif	51	161	4	
65 ans & plus	%	20,7%	73,8%	5,4%	203
	Effectif	42	150	11	
Urbain	%	39,9%	56,2%	3,8%	716
	Effectif	286	403	27	
Rural	%	30,1%	67,4%	2,5%	1843
	Effectif	554	1 242	47	
Pas d'instruction	%	25,6%	71,7%	2,8%	849
	Effectif	217	608	23	
Primaire	%	25,6%	71,7%	2,8%	511
	Effectif	174	327	10	
Secondaire	%	36,8%	59,9%	3,3%	569
	Effectif	209	341	19	
Supérieur	%	43,2%	52,5%	4,2%	393
	Effectif	170	207	17	
Autre	%	29,5%	68,3%	2,2%	237
	Effectif	70	162	5	
Citoyen malien	%	32,9%	64,2%	2,9%	2517
	Effectif	829	1 615	73	
Etranger	%	26,5%	70,9%	2,5%	(42)
	Effectif	11	30	1	
Personne vivant avec au moins une incapacité	%	32,1%	65,3%	2,5%	249
	Effectif	80	163	6	
Non	%	32,9%	64,2%	2,9%	2310
	Effectif	760	1 482	68	
Ne souhaite pas répondre	%	0,0%	0,0%	0,0%	0
	Effectif	0	0	0	
Total	%	32,8%	64,3%	2,9%	2559
	Effectif	840	1 645	74	

Entre parenthèses les bases faibles

TABEAU 22 :
Personnes les plus affectées par la violence dans le ménage

		Personnes les plus affectées par la violence dans les ménages				
		Femme	Homme	Urbain	Rural	Total
Les femmes	%	25,6%	18,4%	22,3%	21,4%	21,7%
	Effectif	100	83	64	119	182
Les jeunes filles	%	3,0%	2,4%	3,5%	2,2%	2,7%
	Effectif	12	11	10	12	22
Les jeunes hommes	%	12,1%	18,1%	13,6%	16,2%	15,3%
	Effectif	47	82	39	90	129
Les petits enfants	%	4,0%	6,0%	4,0%	5,6%	5,1%
	Effectif	16	27	12	31	43
Tout le monde de la même manière	%	54,8%	53,9%	55,6%	53,7%	54,4%
	Effectif	214	243	159	298	457
Ne sait pas	%	0,5%	1,2%	1,0%	0,8%	0,9%
	Effectif	2	5	3	4	7
Total		390	450	286	554	840

TABEAU 23.1 :
Sentiment de sécurité dans la maison

		Sentiment de sécurité dans la maison		
		Oui	Non	Total
Femme	%	89,8%	10,2%	
	Effectif	1 199	137	1 336
Homme	%	84,6%	15,4%	
	Effectif	1 035	188	1 223
18-24 ans	%	90,9%	9,1%	
	Effectif	397	40	437
25-34 ans	%	86,1%	13,9%	
	Effectif	676	109	785
35-44 ans	%	84,5%	15,5%	
	Effectif	474	87	561
45-54 ans	%	86,3%	13,7%	
	Effectif	308	49	357
55-64 ans	%	89,6%	10,4%	
	Effectif	193	22	216
65 ans & plus	%	91,0%	9,0%	
	Effectif	185	18	203
Urbain	%	82,8%	17,2%	
	Effectif	593	123	716
Rural	%	89,0%	11,0%	
	Effectif	1 641	202	1 843
Citoyen malien	%	87,2%	12,8%	
	Effectif	2 196	321	2 517
Etranger	%	91,0%	9,0%	
	Effectif	38	4	(42)
Total	%	87,3%	12,7%	
	Effectif	2 234	325	2 559

Entre parenthèses les bases faibles

TABLEAU 23.2 :

Sentiment de sécurité dans la maison selon le sexe des personnes vivant avec au moins une incapacité

		Sentiment de sécurité dans la maison		
		Total	Femme	Homme
Oui	%	86,8%	88,9%	84,3%
	Effectif	217	121	95
Non	%	13,2%	11,1%	15,7%
	Effectif	33	15	18
Total		249	136	113

TABLEAU 24 :

Raisons d'insécurité dans la maison

		Raisons d'insécurité dans la maison						
		18-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	65 ans & plus	Total
Habite dans un quartier très peuplé et les enfants jouent et se déplacent, ce qui rend même la maison dangereuse pendant COVID-19	%	23,3%	13,9%	12,8%	7,9%	13,3%	28,0%	14,6%
	Effectif	9	15	11	4	3	5	47
La criminalité dans le quartier a augmenté	%	60,2%	59,5%	53,1%	66,6%	54,0%	44,0%	57,7%
	Effectif	24	65	46	33	12	8	188
Les autres membres du ménage sont violents entre eux/avec moi	%	6,4%	5,8%	7,0%	2,1%	4,7%	0,0%	5,2%
	Effectif	3	6	6	1	1	0	17
Il y a consommation d'alcool et de drogues dans mon ménage	%	0,0%	1,8%	1,1%	2,2%	0,0%	0,0%	1,2%
	Effectif	0	2	1	1	0	0	4
Les enfants de mon ménage sont frappés/abusés sexuellement	%	4,5%	4,7%	1,2%	4,2%	4,7%	0,0%	3,1%
	Effectif	1	5	1	2	1	0	10
J'ai peur de la discrimination et d'être mis à l'écart à la maison en raison de la nature de mon travail (agent de santé, agents de première ligne à réponse COVID)	%	0,0%	3,3%	1,2%	0,0%	0,0%	5,6%	1,7%
	Effectif	0	4	1	0	0	1	6
Je suis stigmatisé pour avoir été infecté par COVID19	%	0,0%	0,0%	1,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%
	Effectif	0	0	1	0	0	0	1
Autre	%	8,0%	11,1%	22,3%	17,0%	23,2%	22,4%	16,1%
	Effectif	3	12	198	5	4		52
Total		(40)	109	87	(49)	(22)	(18)	325

Entre parenthèses les bases faibles

		Raisons d'insécurité dans la maison						
		Femme	Homme	Urbain	Rural	Citoyen guinéen	Etranger	Total
Habite dans un quartier très peuplé %		22,3%	9,0%	13,3%	15,4%	14,8%	0,0%	14,6%
et les enfants jouent et se déplacent, ce qui rend même la maison dangereuse pendant COVID-19	Effectif	31	17	16	31	47	0	47
La criminalité dans le quartier a augmenté %		46,2%	66,1%	55,6%	59,0%	57,2%	100,0%	57,7%
	Effectif	63	124	68	119	184	4	188
Je suis stigmatisé pour avoir été infecté par COVID19 %		4,1%	6,1%	8,8%	3,1%	5,3%	0,0%	5,2%
	Effectif	6	11	11	6	17	0	17
Les autres membres du ménage sont violents entre eux/avec moi %		1,4%	1,1%	1,6%	1,0%	1,2%	0,0%	1,2%
	Effectif	2	2	2	2	4	0	4
J'ai peur de la discrimination et d'être mis à l'écart à la maison en raison de la nature de mon travail (agent de santé, agents de première ligne à réponse COVID) %		4,5%	2,1%	6,6%	1,0%	3,2%	0,0%	3,1%
	Effectif	6	4	8	2	10	0	10
Les enfants de mon ménage sont frappés/abusés sexuellement %		2,1%	1,4%	2,0%	1,5%	1,8%	0,0%	1,7%
	Effectif	3	3	3	3	6	0	6
Il y a consommation d'alcool et de drogues dans mon ménage %		0,7%	0,0%	0,8%	0,0%	0,3%	0,0%	0,3%
	Effectif	1	0	1	0	1	0	1
Autre %		18,7%	14,1%	11,3%	19,0%	16,2%	0,0%	16,1%
	Effectif	26	27	14	38	520		52
Total		137	188	123	202	321	(4)	325

Entre parenthèses les bases faibles

TABLEAU 25 :

Aide du gouvernement reçue par les répondants selon la source de revenus et le sexe

		Reçu aides du gouvernement selon la source de revenu et le sexe								
		Femme	Homme	Employé	Formel Employeur	A son compte	Employé	Informel Employeur	A son compte	Total
Transferts d'espèces	%	0,2%	0,6%	0,3%	0,0%	1,1%	0,4%	1,4%	0,3%	0,4%
	Effectif	2	7	1	0	1	1	1	3	9
Aide alimentaire	%	2,4%	5,9%	4,2%	3,6%	2,3%	5,0%	4,2%	4,1%	4,1%
	Effectif	32	72	14	2	2	12	3	34	104
Appui / arrêt au paiement de loyer	%	0,1%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%	0,1%
	Effectif	1	2	0	0	0	0	0	3	3
Appui au paiement de l'eau/ électricité	%	13,3%	16,5%	23,7%	3,5%	11,6%	8,5%	18,0%	15,6%	14,8%
	Effectif	178	202	76	2	10	21	13	129	380
Matériel./Equip ement de lutte anti-COVID	%	10,0%	10,3%	19,4%	33,8%	14,0%	15,0%	15,3%	6,7%	10,2%
	Effectif	134	127	62	20	12	37	11	55	261
Non, rien	%	73,9%	66,5%	52,3%	59,2%	70,0%	71,1%	61,1%	72,9%	70,4%
	Effectif	988	813	167	35	62	174	45	603	1801
Total		1336	1223	320	60	89	245	74	828	2559

TABLEAU 26 :

Appui principal pour amoindrir les chocs selon le statut de l'entreprise et le sexe

		Appui principal pour amoindrir les chocs						
		Formel	Informel	Femme		Homme		Total
				Formel	Informel	Formel	Informel	
Moratoire sur le paiement des loyers/eau et électricité	%	8,8%	5,8%	13,5%	7,9%	6,1%	3,7%	6,2%
	Effectif	13	52	8	35	6	17	65
Financement/Subvention des intrants	%	41,2%	65,9%	40,0%	64,7%	42,0%	67,1%	62,4%
	Effectif	61	595	22	289	39	305	656
Financement à des taux subventionnés/Crédit pour mon entreprise	%	26,0%	12,6%	19,5%	13,7%	29,9%	11,6%	14,5%
	Effectif	39	114	11	61	28	53	153
Suspension des obligations fiscales pour mon entreprise	%	9,2%	2,3%	8,0%	1,8%	9,9%	2,7%	3,2%
	Effectif	14	20	4	8	9	12	34
Différer les échéanciers du remboursement des prêts bancaires	%	6,0%	1,5%	10,8%	1,7%	3,1%	1,3%	2,1%
	Effectif	9	14	6	8	3	6	23
Autre à préciser	%	6,8%	7,6%	4,9%	7,3%	7,9%	7,9%	7,5%
	Effectif	10	69	3	32	7	36	79
Rien	%	2,0%	4,3%	3,4%	3,0%	1,1%	5,7%	4,0%
	Effectif	3	39	2	13	1	26	42
Total		149	902	56	447	93	455	1051

TABLEAU 27 :

Evaluation de la réponse du gouvernement

		Evaluation de la réponse du gouvernement					Total
		Excellente	Adéquate	Mauvaise	Très mauvaise	Ne sait pas	
Femme	%	55,1%	28,7%	6,8%	2,8%	6,6%	1336
	Effectif	736	383	91	38	88	
Homme	%	51,4%	29,2%	8,3%	3,8%	7,3%	1223
	Effectif	628	357	102	46	90	
18-24 ans	%	55,9%	28,6%	7,3%	1,9%	6,2%	437
	Effectif	245	125	32	8	27	
25-34 ans	%	50,6%	31,3%	8,8%	3,0%	6,4%	785
	Effectif	397	246	69	23	50	
35-44 ans	%	53,9%	28,4%	7,8%	4,2%	5,6%	561
	Effectif	302	159	44	24	31	
45-54 ans	%	54,9%	27,7%	5,1%	3,8%	8,5%	357
	Effectif	196	99	18	13	30	
55-64 ans	%	56,9%	25,3%	5,1%	4,1%	8,6%	216
	Effectif	123	55	11	9	19	
65 ans & plus	%	49,9%	27,9%	9,3%	2,8%	9,9%	203
	Effectif	102	57	19	6	20	
Urbain	%	45,3%	33,7%	11,2%	5,6%	4,1%	716
	Effectif	324	242	80	40	30	
Rural	%	56,4%	27,1%	6,1%	2,4%	8,0%	1843
	Effectif	1040	499	113	44	148	
Pas d'instruction	%	55,7%	27,8%	5,9%	2,0%	8,5%	849
	Effectif	473	236	50	17	72	
Primaire	%	56,2%	26,6%	7,2%	3,3%	6,7%	511
	Effectif	287	136	37	17	34	
Secondaire	%	50,1%	34,1%	6,6%	3,4%	5,9%	569
	Effectif	285	194	38	19	33	
Supérieur	%	46,6%	32,1%	14,3%	5,3%	1,6%	393
	Effectif	183	126	56	21	6	
Autre	%	57,3%	20,5%	5,2%	3,9%	13,1%	237
	Effectif	136	49	12	9	31	
Total	%	53,3%	28,9%	7,5%	3,3%	6,9%	2559
	Effectif	1364	741	193	84	177	

TABLEAU 28 :
Choix des élus

		Choix des élus				
		Les femmes élues/leaders	Les hommes élus/leaders	Il n'y a pas de différence	Ne sait pas	Total
Femme	%	20,5%	5,0%	72,5%	2,0%	1336
	Effectif	274	66	969	27	
Homme	%	22,8%	8,3%	66,3%	2,6%	1223
	Effectif	278	101	811	32	
18-24 ans	%	20,7%	6,4%	71,7%	1,3%	437
	Effectif	90	28	313	6	
25-34 ans	%	20,3%	6,9%	70,5%	2,3%	785
	Effectif	159	55	553	18	
35-44 ans	%	23,6%	3,6%	71,2%	1,6%	561
	Effectif	132	20	399	9	
45-54 ans	%	23,6%	9,3%	65,4%	1,7%	357
	Effectif	84	33	234	6	
55-64 ans	%	21,5%	8,5%	66,7%	3,3%	216
	Effectif	47	18	144	7	
65 ans & plus	%	19,8%	6,5%	67,5%	6,2%	203
	Effectif	40	13	137	13	
Urbain	%	24,2%	5,4%	68,5%	1,8%	716
	Effectif	173	39	491	13	
Rural	%	20,6%	7,0%	70,0%	2,5%	1843
	Effectif	379	129	1290	46	
Pas d'instruction	%	19,0%	7,6%	69,9%	3,5%	849
	Effectif	161	65	593	30	
Primaire	%	23,0%	6,3%	69,6%	1,1%	511
	Effectif	118	32	356	6	
Secondaire	%	22,6%	4,1%	72,5%	0,8%	569
	Effectif	128	24	412	5	
Supérieur	%	23,8%	5,0%	69,3%	1,9%	393
	Effectif	94	20	273	8	
Autre	%	21,9%	11,7%	61,8%	4,6%	237
	Effectif	52	28	147	11	
Total	%	21,6%	6,5%	69,6%	2,3%	2559
	Effectif	552	168	1780	59	

TABLEAU 29 :

Stratégie d'adaptation des ménages selon la position dans le ménage et le sexe

		Au moins 1 stratégie d'adaptation face au Covid19			Au moins 3 stratégies d'adaptation face au Covid19		
		Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Chef de ménage femme	%	76,0%	24,0%	182	36,7%	63,3%	182
	Effectif	138	44		67	115	
Chef de ménage homme	%	75,5%	24,5%	679	37,8%	62,2%	679
	Effectif	512	167		257	422	
Chef de ménage	%	75,6%	24,4%	861	37,6%	62,4%	861
	Effectif	651	210		324	537	
Autre	%	74,1%	25,9%	1698	34,1%	65,9%	1698
	Effectif	1258	440		578	1120	
Total	%	74,6%	25,4%	2559	35,2%	64,8%	2559
	Effectif	1909	650		902	1657	

TABLEAU 30 :

Stratégie d'adaptation des ménages selon le milieu de résidence et le niveau d'instruction

			Au moins 1 stratégie d'adaptation			Au moins 3 stratégies d'adaptation		
			Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Urbain	Total	%	78,9%	21,1%	276	40,5%	59,5%	276
		Effectif	218	58		112	164	
	CM Femme	%	76,5%	23,5%	58	40,7%	59,3%	58
		Effectif	44	14		23	34	
	CM Homme	%	79,5%	20,5%	219	40,5%	59,5%	219
		Effectif	174	45		88	130	
Rural	Total	%	74,0%	26,0%	585	36,2%	63,8%	585
		Effectif	433	152		212	373	
	CM Femme	%	75,8%	24,2%	124	34,9%	65,1%	124
		Effectif	94	30		43	81	
	CM Homme	%	73,5%	26,5%	460	36,5%	63,5%	460
		Effectif	338	122		168	292	

TABLEAU 31 :

Nombre moyen de stratégies d'adaptation

	Nombre moyen de startégies d'adaptation	
Chef de ménage femme	2,0	
Chef de ménage homme	2,0	
Urbain	2,1	
Rural	2,0	
Chef de ménage	Aucun	2,0
	Primaire	2,2
	Secondaire	2,0
	Supérieur	2,0
	Autre	1,9
Chef de ménage	2,0	
Autre	2,0	
Total	2,0	

TABLEAU 32 :

Dépenses habituelles du ménage arrêtées, réduites ou retardées

			Dépenses du ménage arrêtées, réduites ou retardées		
			Oui	Non	Total
Urbain	%		71,1%	28,9%	276
	Effectif		76	31	
Rural	%		73,1%	26,9%	585
	Effectif		202	74	
Chef de ménage	Aucun	%	56,9%	43,1%	308
		Effectif	176	133	
	Primaire	%	68,0%	32,0%	156
		Effectif	106	50	
	Secondaire	%	59,2%	40,8%	155
		Effectif	92	63	
	Supérieur	%	68,4%	31,6%	135
		Effectif	92	42	
	Autre	%	71,1%	28,9%	106
		Effectif	76	31	
Chef de ménage	%		62,9%	37,1%	861
	Effectif		542	319	
Autre	%		63,2%	36,8%	1 698
	Effectif		1073	625	
Chef de ménage femme	%		67,5%	32,5%	182
	Effectif		123	59	
Chef de ménage homme	%		61,7%	38,3%	679
	Effectif		419	260	
Total	%		63,2%	36,8%	2 559
	Effectif		1073	625	

TABLEAU 33 :

Dépenses habituelles du ménage arrêtées, réduites ou retardées pour les enfants

			Dépenses du ménage pour les enfants arrêtées, réduites ou retardées		
			Oui	Non	Total
Urbain	%		63,5%	36,5%	276
	Effectif		68	39	
Rural	%		66,8%	33,2%	585
	Effectif		185	92	
Chef de ménage	Aucun	%	43,6%	56,4%	308
		Effectif	135	174	
	Primaire	%	58,5%	41,5%	156
		Effectif	91	65	
	Secondaire	%	51,2%	48,8%	155
		Effectif	79	76	
	Supérieur	%	60,2%	39,8%	135
		Effectif	81	54	
	Autre	%	63,5%	36,5%	106
		Effectif	68	39	
Chef de ménage	%		52,7%	47,3%	861
	Effectif		454	407	
Autre	%		54,9%	45,1%	1 698
	Effectif		933	765	
Chef de ménage femme	%		60,5%	39,5%	182
	Effectif		110	72	
Chef de ménage homme	%		50,7%	49,3%	679
	Effectif		344	335	
Total	%		54,9%	45,1%	2 559
	Effectif		933	765	

TABLEAU 34 :

Excision des filles de moins de 18 ans enfants pendant la crise de la COVID-19 en % des répondants chefs de ménage interrogés ayant au moins une fille de moins de 18 ans dans leur ménage

		Excision des enfants pendant la crise de COVID19				
		Total	Femme	Homme	Urbaine	Rurale
1 ou plusieurs fillettes excisées	%	11,2%	5,5%	12,5%	10,9%	11,2%
	Effectif	73	7	66	21	51
Excision retardée/reportée	%	7,8%	8,7%	7,6%	8,7%	7,4%
	Effectif	51	11	40	17	34
On ne pratique pas l'excision dans mon ménage	%	45,9%	43,3%	46,6%	50,1%	44,2%
	Effectif	299	54	244	96	202
Ne sait pas/ ne souhaite pas répondre	%	35,1%	42,5%	33,3%	30,3%	37,1%
	Effectif	228	53	175	58	170
Total		650	125	524	192	457

		Excision des enfants pendant la crise de COVID19					
		Total	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur	Autre
1 ou plusieurs fillettes excisées	%	11,2%	15,3%	10,0%	8,1%	5,1%	11,9%
	Effectif	73	37	11	9	5	10
Excision retardée/reportée	%	7,8%	6,3%	9,8%	8,7%	5,9%	10,6%
	Effectif	51	15	11	10	6	9
On ne pratique pas l'excision dans mon ménage	%	45,9%	44,8%	41,8%	47,2%	59,9%	37,2%
	Effectif	299	108	47	53	58	32
Ne sait pas/ ne souhaite pas répondre	%	35,1%	33,7%	38,4%	35,9%	29,1%	40,3%
	Effectif	228	81	44	40	28	35
Total		650	240	114	113	97	86

ANNEXE 3 : BIBLIOGRAPHIE

PAGE 11

¹WHO Coronavirus Disease (COVID-19) Dashboard (<https://covid19.who.int/>).

²Voir la note de synthèse du Secrétaire Général des Nations Unies, COVID-19 et droits humains. Réagissons ensemble, Avril 2020, https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/COVID-19_et_droits_humains.pdf

Voir aussi l'analyse des experts thématiques du Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme sur les différents points de corrélation entre la pandémie et les différents points de corrélation entre la pandémie et les différents droits humains disponible au <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/COVID-19-and-Special-Procedures.aspx>

PAGE 12

³Approche des Données Fondée sur les Droits de l'Homme – Ne Laisser Personne de Côté Dans le Programme de Développement Durable à L'Horizon 2030 (https://www.ohchr.org/Documents/Issues/HRIndicators/GuidanceNoteonApproachtoData_FR.pdf)

⁴Par exemple, au Sénégal, 97% des ménages, 83% des hommes et 71% des femmes ont un téléphone portable (EDS Continue, Sénégal 2018) ; cette proportion chute à 89% de ménages, 87% des hommes et 58% des femmes au Mali (EDS Mali, 2018) et à 53% de ménages, 53% des hommes et 42% des femmes en RDC (MICS, 2017).

⁵Les statistiques officielles de la répartition de la population selon le milieu de résidence(urbain/rural), le sexe et le groupe d'âges (18-34 ans, 35- 49 ans, 50-64 ans et 65 ans et plus) sont fournies par l'INSTAT Mali

PAGE 13

⁶Source : Institut National de la Statistique INSTAT, Recensement Général de la population 2009 (RGPH 2009) http://www.instat-mali.org/contenu/rgph/tdemo09_rgph.pdf

⁷Source : <https://www.populationdata.net/pays/mali/>

^{8,12} Source : Banque Mondiale

⁹ Source : ONU Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali

^{10,11} Source : Rapport analyse passage 3 Santé, emploi, sécurité alimentaire et dépenses de consommation des ménages 2019 http://www.instat-mali.org/contenu/eq/rana19pas3_eq.pdf

¹³ Source : Communiqué 265 du 22 novembre 2020 de l'INSP

¹⁴ Source : Rapport d'analyse rapide impact covid 10 mai 2020 des Nations Unies

PAGE 14

¹¹ Source Ministère de la santé et de l'hygiène publique de Côte d'Ivoire <http://www.info-covid19.gouv.ci/>

¹² Source portail de l'économie et des finances de Côte d'Ivoire <https://finances.gouv.ci/>

PAGE 17

¹⁵Nations Unies Droits de l'Homme, La COVID-19 et les droits des personnes handicapées, 30 avril 2020, https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Disability/COVID-19_and_The_Rights_of_Persons_with_Disabilities_FR.pdf

¹⁶Le Washington Group on Disability Statistics est un groupe de travail bénévole composé de représentants de plus de 100 instituts nationaux de statistique et d'organisations internationales, non gouvernementales et de personnes handicapées, organisé sous l'égide de la Division de statistique des Nations Unies. Le but du groupe de Washington est de relever le défi de la définition et de la mesure du handicap d'une manière culturellement neutre et raisonnablement normalisée parmi les États membres de l'ONU.

¹⁷Selon le travail méthodologique fait par le Washington Group, pour les 6 principaux problèmes de santé énumérés dans la question, il faut également obtenir le niveau de sévérité du handicap qui s'appréhende sur une échelle de 1 à 4 (1. Non, aucune difficulté, 2. Oui, quelques difficultés, 3. Oui, beaucoup de difficultés, 4. Ne peut pas du tout le faire). Sur la base de la méthodologie du Washington Group, pour être considérée comme porteur de handicap, la personne doit avoir au moins beaucoup de difficulté (critères 3 ou 4) dans 1 des 6 problèmes de santé.

ANNEXE 3 : BIBLIOGRAPHIE

PAGE 20

¹⁸Note de synthèse : L'impact de la COVID-19 sur les femmes et les filles , 9 AVRIL 2020 , Nations Unies : https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/note_de_synthese_-_l'impact_de_la_covid-19_sur_les_femmes_et_les_filles.pdf

¹⁹ILO, Diagnostic de l'économie informelle, ILO, 2020

PAGE 31

²⁰Unlocking the lockdown: The gendered effects of COVID-19 on achieving the SDGs in Asia and the Pacific
- The impact of COVID-19 on women's and men's lives and livelihoods in Europe and Central Asia, both reports available <https://data.unwomen.org/>

PAGE 40

²¹Résolution 70/1 de l'Assemblée générale, Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030 A/ RES / 70/1 (25 septembre 2015).

²²Nations Unies, Note de synthèse : l'impact de la COVID-19 sur les femmes, 9 avril 2020

PAGE 41

²³<https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-COVID-19-response>

²⁴ Etude conduite par l'ONG Justice and Dignity for the Women of Sahel (JDWS): Juin 2020

PAGE 42

²⁵ COVID19 VAW Data decision tree, June 2020, UNFPA, UN Women and WHO

²⁶ Violence against Women and girls: data collection during COVID19, April 2020, UN Women and WHO, Joint programme on violence against women

PAGE 44

²⁷ Source : <https://www.ipu.org/fr/actualites/actualites-en-bref/2019-03/le-parlement-du-mali-emploie-renforcer-legalite-des-sexes>



220 East 42nd Street
New York, New York 10017, USA

www.unwomen.org
www.facebook.com/unwomen
www.twitter.com/un_women
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen